

2020 – L'aspiration prométhéenne



Sandra Hoibian, Charlotte Millot, Lucie Brice Mansencal, Jorg Muller, Patricia Crouette, Elodie Albérola, Régis Bigot, Mathieu Château, Raphaël Brosseau, Solen Berhuet, Nelly Guisse

CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

Table des matières

2020 : l'aspiration prométhéenne.....	3
I – La situation au début 2020.....	5
Début 2020 : cinq groupes de population, 3 aspirations.....	6
La famille « augmentée » au prisme de ces cinq groupes.....	8
Les identités multiples et singulières face au repli.....	12
II – Le choc de la covid-19.....	18
Deux pandémies, à 50 ans d'intervalle, qui ne provoquent pas les mêmes conséquences.....	19
Une société plus âgée, préoccupée par sa santé, et moins tolérante aux risques et à la mort.....	20
Des réactions liées à « l'accélération ».....	23
III – Le temps suspendu du confinement.....	27
Une période de confinement vécue très différemment selon les moments et les catégories.....	28
Des limitations qui freinent le bonheur mais renforcent la prise de conscience de ce qu'on a.....	29
IV – Les impacts immédiats de la COVID-19 et du « grand confinement ».....	32
1. Un choc économique qui balaye l'embellie de 2019.....	33
2. Qui exacerbe les inégalités.....	34
Des difficultés professionnelles exacerbées pour les catégories populaires.....	34
Un impact sanitaire plus fort pour les plus modestes.....	36
Vivre entre quatre murs ... un confinement à géométrie variable.....	37
Des répercussions sur la scolarité des enfants et sur les tensions relationnelles chez les moins bien lotis.....	38
Une période difficile pour les jeunes.....	38
Baisse de la consommation, et épargne « forcée »... surtout pour les catégories aisées.....	39
Au total, une situation financière dégradée pour les catégories populaires, possiblement améliorée pour les plus aisés.....	43
3. La cohésion sociale – pour un temps ? – renforcée.....	44
Tous unis contre la menace.....	44
Un souhait de réduction des inégalités ... déjà présent de longue date.....	49
Davantage de craintes vis-à-vis des finances publiques que concernant la pauvreté.....	52
4. Du « techlash » au techlove.....	55
De la perte de libre arbitre, à la possibilité de reprendre le contrôle.....	55
Des nouveaux télétravailleurs séduits.....	57
Un engouement confirmé pour les loisirs numériques.....	58
Un ersatz de lien social.....	58
5. Un frémissement vert.....	59

Des préoccupations environnementales élevées.....	59
L’envie de ralentir ne se dément pas	60
Consommer moins : le confinement comme expérience concluante ?.....	63
Une attitude de précaution face à un avenir incertain	67
Mais possiblement plus de recours à la voiture pour limiter les risques de contamination	68
6. La « re-localisation » – grande gagnante de la crise	68
La mondialisation perd du terrain chez ses derniers défenseurs.....	68
La pandémie du COVID-19 : une crise imputée à la mondialisation	71
Le mantra du « Small is beautiful » - le local pour reprendre pied.....	72
La consommation locale comme levier d’action.....	75
7. La volonté d’un Etat fort qui protège et anticipe les risques	76
De la défiance à l’égard du monde politique et institutionnel	76
...à l’attrait de la protection assurée par l’État et les corps intermédiaires pendant la crise	79
Une attente d’ordre et de sécurité - l’aspiration au « contrôle » prométhéen.....	82

La **note de conjoncture sociétale** du CRÉDOC est élaborée à partir de l’enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations », réalisée en ligne auprès d’un échantillon représentatif de la population française comprenant 3000 personnes (méthode des quotas). Une vague a été menée, en **janvier 2020**. A celle-ci a été ajoutée une vague exceptionnelle, dite « flash » a été menée **du 20 au 4 mai, 3 semaines après le début du confinement, et 8 jours avant le début du déconfinement**.

Les analyses portent en particulier sur le comparatif des résultats de la vague du début 2020 et de celle d’avril, mais aussi sur l’ensemble des vagues d’enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C’est un outil d’analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui permet de **resituer le choc de la crise de la Covid-19** dans des tendances sur une longue période.

2020 : l'aspiration prométhéenne

La société française est, **au début 2020, traversée par deux aspirations** vécues comme opposées entre, d'un côté, un modèle de société **où l'homme « maîtrise » le monde** et aspire à repousser sans cesse les limites (biologiques, géographiques, etc) notamment grâce à la technologie, et de l'autre la vision d'une société humaine qui doit se faire **plus humble et respectueuse de la nature et des relations à autrui**, deux dimensions figurées par le mythe de Prométhée.

Entre ces deux modèles de société, domine une majorité de la population, en difficulté, pétrie de **méfiance et d'un sentiment d'insécurité**. Insécurité **économique** avec des craintes vis-à-vis de la réforme des retraites, ou des inquiétudes par rapport à des emplois peu qualifiés ou précaires. Insécurité **sociétale** chez certains qui se situent en rejet d'évolutions par ailleurs massivement soutenues par la population (évolution des contours de la famille, identités multiples, évolution technologique vécue comme une perte de contrôle, etc.). Voire insécurité **culturelle** avec un rejet de toute diversité. Et finalement un sentiment dominant de vivre dans **un monde qui leur échappe**, où l'on n'a plus de possibilité de contrôle. Entraînant, chez certains, une forme de retrait et, chez d'autres, une colère voire une radicalisation.

C'est sur ce terreau que survient le choc, violent, de la **pandémie de coronavirus**. Epidémie qui entraîne des réactions médiatiques, politiques et sociétales d'une **ampleur sans précédent avec notamment le confinement** de la moitié de l'humanité pour chercher à limiter les dégâts de la maladie. **Le confinement est vécu, en France, très différemment** selon les catégories de population, voire les moments pour un même individu. La population est ainsi traversée à la fois par des inquiétudes fortes vis-à-vis de la **maladie, un sentiment de solitude ou de mal-être**, mais aussi, dans des proportions identiques, une forme de **bien-être** liée à un temps suspendu, et protégé dans le cocon du domicile, où l'on peut **gouter au temps** passé en famille, etc. En termes **d'emploi** les situations sont aussi très différentes : avec une partition en trois tiers entre télétravail, cessation d'activité (notamment via le chômage partiel) et continuité de présence pour les métiers dit « essentiels ».

Notre enquête met à jour de multiples effets **immédiats** de la crise inédite ayant secoué le pays :

- **Une amplification des inégalités sociales déjà pré-existantes**. D'un côté une partie de la population met de côté une épargne « forcée » et découvre, plutôt positivement le télétravail. De l'autre, une partie est déjà confrontée à une perte **d'emploi, de revenus**. A cela s'ajoutent des différences marquées de conditions de confinement, qu'il s'agisse **de l'espace dans le domicile**, ou de l'accès à un espace extérieur qui viennent exacerber les **tensions avec les proches**, ou au contraire renforcer les liens. La difficulté du **suivi scolaire** des enfants est liée elle aussi à la catégorie sociale et au niveau de diplôme des parents ainsi qu'à leur présence, ou non, à domicile (les bas revenus ayant été plus nombreux à continuer à se rendre sur leur lieu de travail). Globalement les bas revenus sont ainsi en « première ligne » des différents effets négatifs, y compris les risques **sanitaires** de la covid-19.
- Le **cocon du domicile et le « filet de sécurité » massif de la protection sociale** ayant protégé une grande partie de la population, celle-ci ne s'inquiète pas – parce qu'elle ne les voit pas ? -

davantage du sort des plus démunis. L'attention de la population est focalisée sur les hôpitaux et le système de soin, et les **services publics** regagnent ainsi du crédit dans l'opinion. En revanche, les milliards dépensés pour soutenir l'économie et les individus font davantage progresser les **préoccupations par rapport aux finances publiques**.

- Autre conséquence, le confinement crée l'**expérience d'une consommation plus raisonnée, centrée sur « l'essentiel »**, sans qu'elle n'entraîne vraiment davantage de sentiment de privation. Expérience vécue d'autant plus positivement qu'elle entre en résonance avec les valeurs d'une société qui n'a jamais été autant préoccupée par **la menace climatique**.
- Avec la décision de **confiner la population, perçue comme un acte de solidarité, et de protection**, la technologie et les institutions qui avaient perdu de leur aura, **regagnent du crédit**. Elles sont davantage vues comme des moyens permettant à l'homme de se protéger et de maîtriser son environnement

Au total la période **renforce l'aspiration d'une société « prométhéenne », où l'homme se place en « contrôle » et maîtrise du monde**

- Maîtrise des risques **sanitaires** et protection contre ceux-ci, dans une société où l'intolérance au risque et le besoin de réassurance sont à leur comble,
- Maîtrise du **temps** : les Français aspirent toujours à ralentir dans un monde en accélération permanente
- Maîtrise de **l'espace** : le souhait de la **démondialisation** devient consensuel, rassemblant désormais même les anciens tenants du libre échange
- Maîtrise des **interactions sociales** : la violence et l'insécurité arrivent en tête des préoccupations

I – La situation au début 2020



Début 2020 : cinq groupes de population, 3 aspirations

Le mythe de Prométhée (en grec ancien Προμηθεύς / Promêtheús, celui qui réfléchit « avant ») a connu de nombreuses variantes¹ et interprétations qui ont traversé les siècles. La plupart dépeignent le Titan dérobant le feu aux Dieux de l'Olympe pour le donner aux hommes, pour corriger une erreur de son frère Epiméthée qui avait dépourvu les hommes de toutes qualités, au profit des animaux. **Grâce au feu (l'intelligence, la technique), les hommes se distinguent alors de la nature**, en pouvant chauffer leurs aliments, leurs maisons et fabriquer des outils. Grâce à la science et à la technique l'homme **transforme ainsi son infériorité initiale en supériorité**. Pour avoir commis ce vol, Zeus punit alors Prométhée d'un **châtiment cruel** consistant à l'enchaîner à un rocher et à avoir son foie dévoré par un vautour chaque jour, dans un éternel recommencement. Et punit les hommes en leur envoyant la première femme Pandore qui ouvrit la boîte interdite qui déversa tous les maux de l'humanité comme la **maladie**, la folie, la misère etc. Puis dans son immense colère Zeus provoqua un déluge qui détruit tout sur son passage, sauf le fils de Prométhée et son épouse². Ceux-ci se libèrent symboliquement du châtiment divin en jetant derrière eux « les os » (des pierres) de leur grand-mère **Gaïa (la nature) qui donnent chacune naissance à une nouvelle humanité**.



Prométhée dérobant le feu, 1637, Jan COSSIERS,
© Musée du Prado, librement recolorié

Pourquoi parler du mythe Prométhéen pour résumer l'état de la société française en 2020 ? Alors que celle-ci a été traversée par une **crise sanitaire inédite aux répercussions innombrables** ?

Parce que la société française est **tirillée entre deux directions**³. **D'un côté, le désir de repousser sans cesse les limites de l'être humain**, qu'elles soient biologiques, géographiques, économiques, temporelles (s'approchant en cela de la quête d'immortalité de Prométhée), en s'appuyant sur les outils, la technologie, la poursuite de la croissance économique, ou le contrôle de l'organisation sociale, dans une posture de contrôle des risques et de « domestication » du monde. **Et à l'opposé un idéal quasi mystique lui-aussi, d'un « retour » à une nature transcendante, où l'action de l'homme devrait être réduite à son minimum**. Entre les deux positions, domine une population, en difficulté, qui se sent **insécurisée et en demande de protection**.

¹ Comme tous les mythes, il est issu de la tradition orale, et a donc été décrit avec de multiples variantes par plusieurs auteurs dont Hésiode, Platon (qui fait raconter le mythe par Protagoras), et puis analysé et interprété par de nombreux auteurs parmi lesquels on pourra citer Eschyle, Boccace, Calderon, Goethe, Schelley, Bourges, Hobbes, Bachelard, Gunther Anders, Hans Jonas,

² Deucalion, est le fils de Prométhée et son épouse Pyrrha, fille d'Epiméthée

³ Notons que cette distinction entre la nature et l'homme, et entre technologie et nature sont des représentations à l'œuvre dans les pays occidentaux, mais pas universelles. L'homme et son action pouvant tout aussi bien être considéré précisément comme un élément de la nature parmi d'autres. Comme l'explique l'anthropologue Philippe Descola.

L'espace ci-dessous permet de visualiser une typologie statistique⁴ des grandes familles d'opinion, à partir des réponses apportées au questionnaire, sur les thèmes suivants : le sentiment de sécurité dans sa vie quotidienne, l'adhésion à l'idée que « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu », l'opinion sur la pauvreté (est-elle due principalement au manque d'effort ou au manque de chance ?), la confiance en autrui, la confiance dans le gouvernement pour faire face aux problèmes qui se posent en France, l'expression de préoccupations pour l'environnement (parmi une liste de 12 thèmes), l'opinion par rapport à l'adoption de couples de même sexe.

Deux grands axes structurent ainsi l'opinion en 2020. Un axe horizontal, visualise le **degré de sécurité ressentie** et de confiance en autrui. La **très grande majorité de la population française (61%)** se distingue en effet avant tout par **un fort sentiment d'insécurité généralisé**, dans un univers qui semble incertain et peu rassurant. **Insécurité économique** d'abord, avec un équilibre financier sur le fil et un sentiment de restriction permanent. **Sociétale ensuite**. Ces catégories se situent en rupture par rapport à l'évolution des modèles familiaux et l'essor des identités multiples, où l'individu joue et repousse les frontières de son identité, et lui préfèrent une **identité plus conservatrice et moins plurielle**. La grande majorité se caractérise ainsi par un **rejet des institutions**, une **méfiance généralisée**. Celle-ci se traduit par une forme de **retrait dans le cas des « inaudibles »** (25% de la population en janvier) qui sont plus nombreux à ne pas voter, souhaitent l'arrêt des réformes dont on peut penser qu'ils craignent qu'elles exacerbent leur insécurité économique : les réformes en cours à la fin 2019 étant celles de l'assurance chômage, le projet de Revenu Universel d'Activité ou la réforme très contestée des retraites. Chez d'autres, la méfiance va jusqu'à entraîner un rejet et une **radicalité** chez **ceux que nous avons dénommés « les écoeurés »** (14% en janvier). Ceux-ci nourrissent déjà **une forte insatisfaction et un désir de changer de vie** avant la crise sanitaire. **Sécuritaire enfin : 78%** des « écoeurés », 61% des inaudibles et 62% des méfiants se disent inquiets pour eux ou leurs proches **des risques d'agression dans la rue**. Les taux ne sont que de 53% chez les Prométhéens et 39% chez les écolo-humanistes.

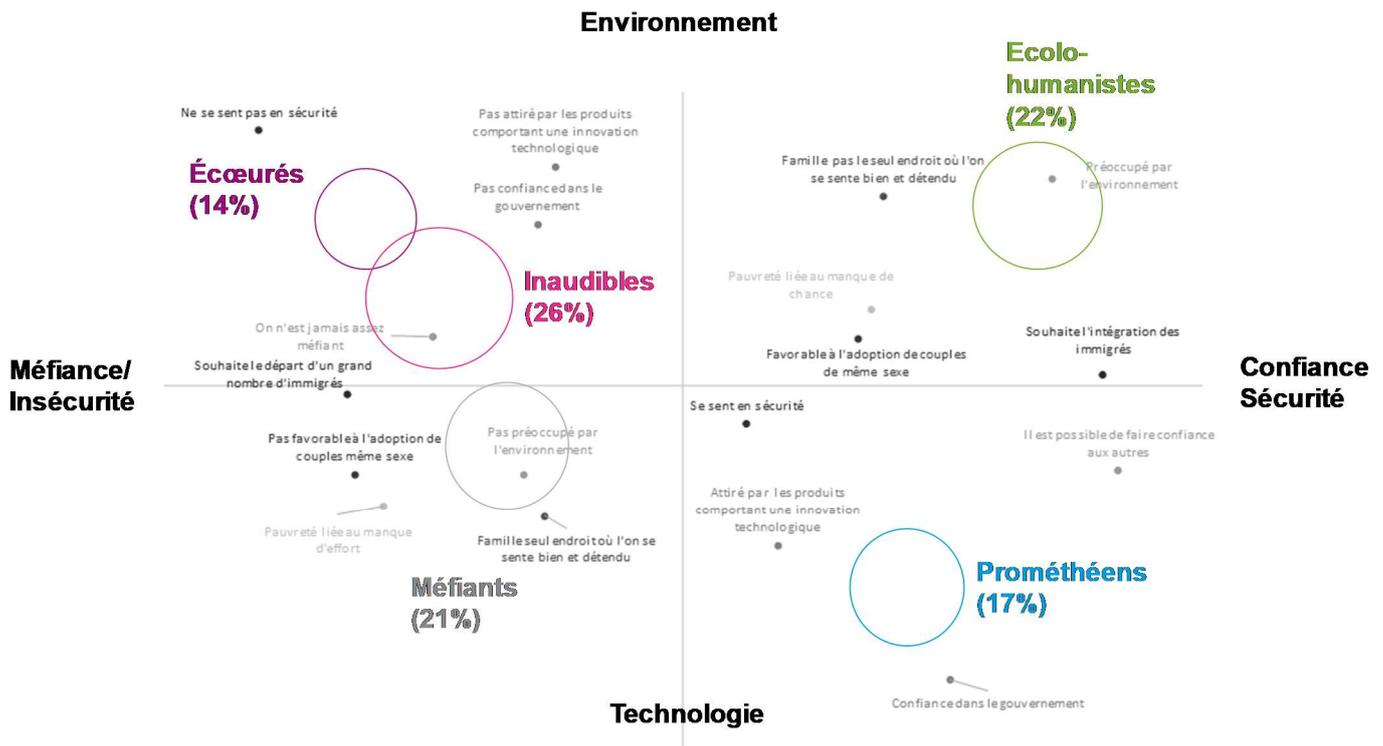
Sur le côté droit de la carte, se positionnent des groupes **plus confiants et optimistes** vis-à-vis de l'avenir, qui aspirent toutefois à des modèles de société opposés, s'inscrivant dans une **opposition prométhéenne** représentée visuellement par un deuxième axe, vertical opposant technologie / maîtrise du monde à environnement / humilité.

En bas du graphique, figure ainsi un groupe « les Prométhéens » centrés sur **l'idée de repousser les limites** (technologiques mais aussi **géographiques** par exemple ; les Prométhéens sont les seuls qui restent, après le confinement, positifs sur les effets de la **mondialisation**).

Tandis qu'en haut de la carte, un quart de la population (les écolo-humanistes - 22%,) plaide pour une distance à la technologie, **un « retour » à la nature, une attention portée à l'environnement**, également pensée comme **nouveau rapport au monde, nouvelle morale**, dont le monde a besoin, sans quoi, il court à sa perte. Rappelant ici la figure de Gaïa. La cause environnementale est vue tout à la fois comme une remise **en cause de la toute-puissance** de la technologie et ses promesses, pointant ses impacts négatifs sur la planète et la qualité de vie, comme une voie pour retrouver une forme d'**humilité et de mesure**, face à la frénésie questionnée d'un modèle de consommation illimitée.

⁴ La méthodologie employée est une Classification Ascendante Hiérarchique, élaborée à partir des coordonnées factorielles issues d'une Analyse en Correspondances Multiples.

Graphique 1 – Représentation graphique d’une typologie des opinions structurant la société française au début 2020 sur les deux premiers axes du plan factoriel



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », début 2020

Avant d’aborder la crise sanitaire du coronavirus et la **décision de confinement** de plusieurs pays (suivis de la France) **spectaculaire et impensée jusqu’alors**⁵, nous détaillerons ici, sur deux tendances de société, comment se positionnent les différents groupes.

La famille « augmentée » au prisme de ces cinq groupes

« La famille humaine est une institution culturellement définie et variable selon les sociétés », écrit Durkheim dans *La méthode sociologique*. Elle prend ainsi des formes multiples et variables selon les époques et les cultures. Dans les sociétés traditionnelles non occidentales par exemple, la parenté pouvait être confiée à d’autres personnes que les parents biologiques⁶. La famille que l’on appelle aujourd’hui « traditionnelle » fondée sur le mariage, connaît sa période de gloire au XIX^e, portée par l’essor de la bourgeoisie, les noces sont alors souvent arrangées par les parents, l’autorité dévolue au père, et la famille pensée autour des questions de patrimoine. Cette conception est fortement remise en cause dès le XXI^e siècle par de nombreux penseurs (Schopenhauer, Kierkegaard, Nietzsche, Fourier) et écrivains (Balzac, Kafka, ...) qui la jugent sclérosante. Depuis cette figure n’a cessé d’évoluer : l’autorité paternelle a été remplacée par la co-parentalité, le couple est pensé de manière disjointe à la parentalité, comme le lieu du désir sexuel (autrefois renvoyé à la sphère extraconjugale) et de l’amour. De nouveaux personnages familiaux ont fait leur apparition : les beaux-parents des

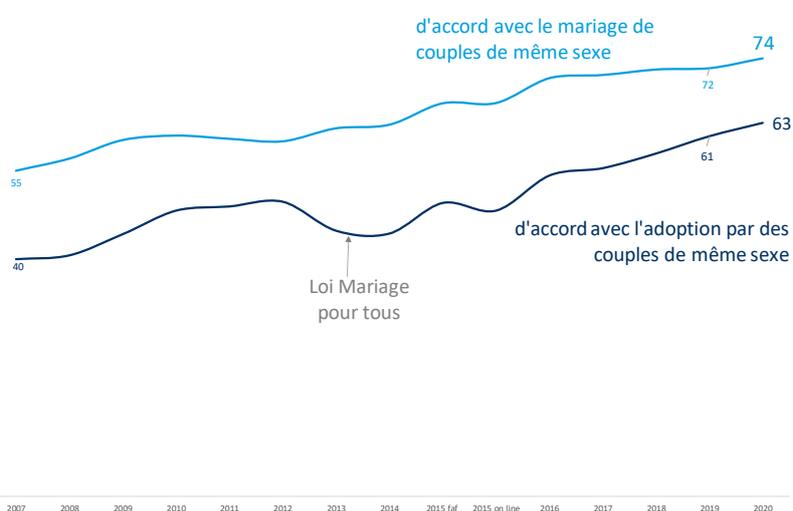
⁵ suivie d’un confinement total le 17 février, à l’œuvre chez nos « voisins » italiens le 21 février, après avoir été mis en place dans la province de Wuhan, foyer de l’épidémie, le 23 janvier

Weiss Danièle, « Évolution sociohistorique de la famille », *Journal français de psychiatrie*, 2010/2 (n° 37), p. 23-24. DOI : 10.3917/jfp.037.0023. URL : <https://www.cairn.info/revue-journal-francais-de-psychiatrie-2010-2-page-23.htm>

familles recomposées, les donneurs et les donneuses, les mères porteuses⁷, les parents de naissance en cas d'adoption. La sociologue de la famille Irène Théry explique que **la famille continue de s'appuyer sur des valeurs, mais celles-ci ont changé avec le temps**. Elle évoque en particulier la notion **d'égalité dans le couple**, la fin du mariage comme socle de la famille. A celles-ci on pourrait ajouter la volonté d'offrir une **liberté de plus en plus grande dans la définition**, par chacun, de la constitution de son couple, et de ce qu'est sa famille. Les **opinions** concernant le mariage ou l'adoption par des personnes de même sexe suivent ainsi un chemin régulier. La promulgation de la loi les autorisant en 2013 a, un temps, ralenti le processus en liaison avec les nombreux débats et protestations nés à l'époque portés notamment par la « manif pour tous ». Mais depuis, la tolérance envers ces nouvelles formes de couple parental et marital grandit chaque année un peu plus.

Graphique 2 – L'opinion est de plus en plus ouverte au mariage et à l'adoption par des couples de même sexe

Êtes-vous tout à fait, assez, peu ou pas du tout d'accord avec les propositions suivantes ? Deux personnes du même sexe doivent pouvoir s'unir civilement à la mairie. Deux personnes du même sexe doivent pouvoir adopter un enfant



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, début 2020

Le vote de la loi de bioéthique le 4 février 2020 **continue d'élargir les possibilités de filiation et de composition familiale, via l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) à toutes les femmes**, qu'elles soient en couple ou célibataires. Entérinant au niveau législatif une possibilité à laquelle **61%** des Français se disent favorables au début 2020. Les données du CEVIPOF⁸ confirment une majorité favorable à la PMA pour les femmes célibataires ou homosexuelles, l'opinion progresse très rapidement sur ce point (+12 pts en 3 ans). Nous les avons également interrogés cette année au sujet de « la gestation pour autrui, c'est-à-dire le recours à une « mère porteuse », qui ne figure pas dans la loi, et a donné lieu à de nombreuses controverses notamment sur la possible marchandisation

⁷ Même si cette pratique est aujourd'hui interdite en France, il existe des familles ayant eu recours à des mères porteuses à l'étranger

⁸ Sciences po Cévipof, Baromètre de la confiance politique - vague 11, Février 2020,

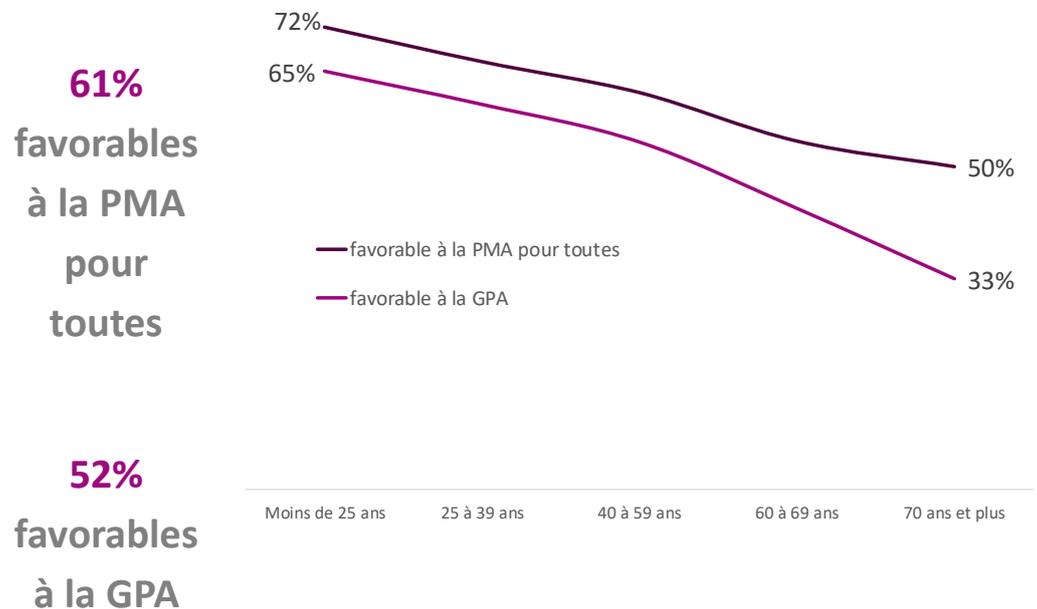
La formulation de la question est la suivante : La procréation médicalement assistée (PMA) est une bonne chose pour les femmes seules ou homosexuelles*

mondialisée du corps de la femme⁹. Une majorité (52%) s’y dit favorable. Chez les **jeunes**, les opinions favorables aux deux possibilités sont encore plus nettes : **72%** sont favorables à la PMA pour toutes et **65%** à la GPA.

Notons que le recours grandissant à la science et la technique concernant la sexualité et la filiation n’est pas nouveau et s’inscrit

dans **une évolution de long terme**. L’évolution de l’accouchement à l’hôpital, pour lequel on dispose de statistiques sur longue période, passe de 53% des Françaises dans les années 50 à 85 % en 1962, puis à 96 % en 1974¹⁰, et 97.4% en 2016¹¹. La proportion de **naissances multiples** pour 1000 accouchements progresse régulièrement à partir des années 80, à partir de la naissance d’Amandine, premier bébé français né après une fécondation in vitro (1982). Et le recours à la **péridurale** suit une progression régulière lui aussi depuis quarante ans pour atteindre 82% en 2016.

Graphique 3 – Une majorité de Français est favorable à la PMA pour toutes et à la GPA , les jeunes en sont les plus convaincus
Êtes-vous tout à fait, assez, peu ou pas du tout d’accord avec les propositions suivantes ? : La procréation médicalement assistée doit pouvoir bénéficier aux couples de femmes et aux femmes célibataires. La gestation pour autrui, c’est-à-dire le recours à une « mère porteuse », devrait être autorisée.



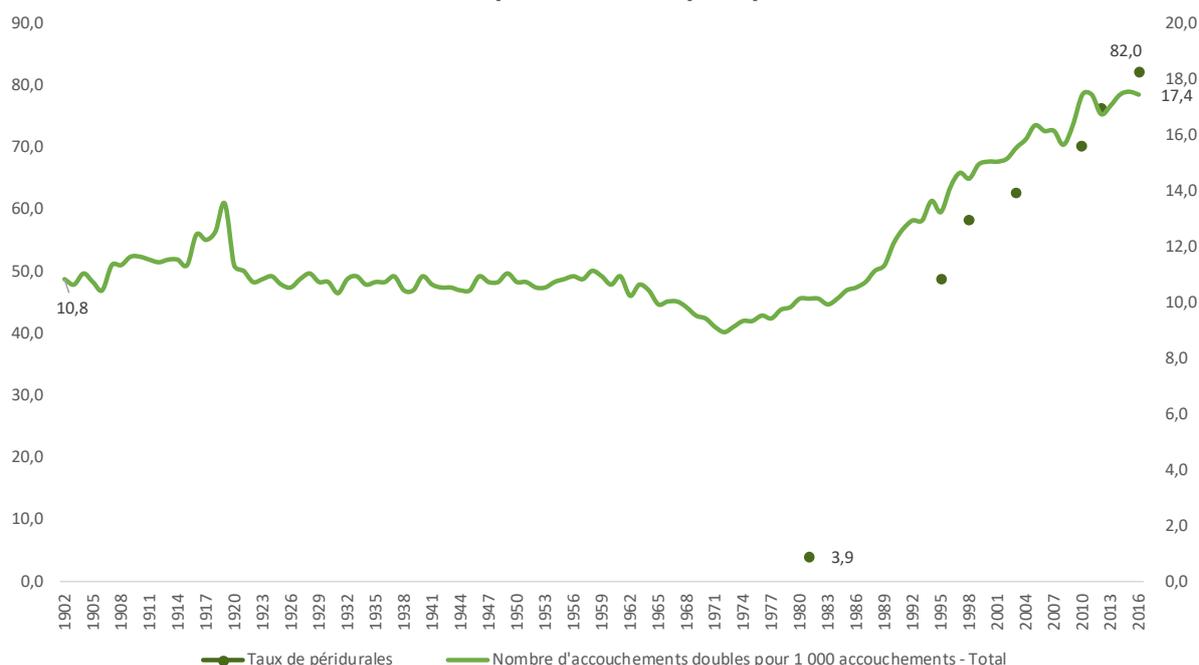
Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, début 2020

⁹ Sylviane Agacinski, *Du corps charnel au corps fabriqué*, Gallimard, coll. Tracts, 48 p., 3,90 €

¹⁰ Marie-France Morel, Histoire de la naissance en France (xviiie-xxe siècle), adsp n° 61 / 62 décembre 2007 – mars 2008

¹¹

Graphique 4 – La médicalisation des naissances suit un mouvement quasi continu depuis quarante ans



Source : CREDOC à partir des données INSEE, France métropolitaine, état civil (naissances doubles pour 1000 accouchements) échelle de droite, Périnatalités (Taux de péridurales) échelle de gauche

Par rapport à cette évolution de long terme, **quelques signaux montrent une volonté de moindre médicalisation de l'accouchement** : la création de neuf maisons de naissance en France, autorisées à partir de 2015¹², le taux de césarienne (20,4 %) reste stable depuis 2010, le taux d'épisiotomie continue à diminuer (de 27 % à 20 % des femmes entre 2010 et 2016), la part des femmes qui ont eu un déclenchement du travail n'a pas augmenté entre 2010 et 2016 et est égale à 22,0 %, alors que cette pratique avait augmenté entre 2003 et 2010 (3 points de pourcentage de plus)¹³.

Sur cette dimension, comme sur beaucoup d'autres, les opinions des groupes diffèrent sensiblement. Les groupes qui se situent du côté de la « confiance » sont systématiquement plus favorables à ces évolutions de société, que les groupes de population insécurisés. A l'exception, notable, de l'opinion sur la GPA perçue moins positivement par le groupe des « écolo-humanistes » probablement car ils y associent une forme d'atteinte à l'intégrité des personnes.

¹² <https://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/structures-de-soins/article/les-maisons-de-naissance>

¹³ Enquête nationale périnatale Rapport 2016, Les naissances et les établissements, Situation et évolution depuis 2010, Rapport rédigé par l'INSERM et la DREES, Enquête réalisée avec la participation des services départementaux de Protection maternelle et infantile et des réseaux de santé en périnatalité, Octobre 2017

Graphique 5 – Les opinions des différents groupes sur les évolutions actuelles de la famille

	Ecœurés	Inaudibles	Méfiants	Prométhéens	Ecolo-humanistes	Ensemble de la population
Opinion sur le mariage pour des couples de même sexe	68%	63%	65%	88%	91%	75%
Opinion sur l'adoption par des couples de même sexe	57%	49%	47%	81%	87%	64%
Opinion sur PMA couples de femmes ou femmes célibataires	52%	49%	50%	78%	78%	61%
Opinion sur gestation pour autrui	50%	43%	47%	63%	58%	52%

Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, début 2020

Les identités multiples et singulières face au repli

La montée en puissance d'un **individu singulier, maître de ses choix** n'est pas nouvelle, se nourrissant et s'interpénétrant de multiples tendances de long terme : urbanisation, progression du niveau de diplôme, sécularisation, monétarisation des échanges, etc. On en trouve des marques à différentes époques qui, toutes, étendent le processus **soit à des catégories de personnes** qui en étaient exclues (esclaves, femmes, etc.) soit à des **domaines nouveaux** (le corps¹⁴, l'identité sexuelle, etc.). Citons par exemple, la Renaissance avec « l'invention de la vie privée »¹⁵ et la Réforme luthérienne qui valorise le libre examen de la bible par chacun, ou la Révolution française qui offre des droits aux individus (et non plus à des corps constitués), individualise la relation de travail, la propriété privée. Ce phénomène a toutefois connu une nette **accélération** au cours des quarante dernières années, où de nombreux sociologues décrivent un processus d'individualisation qui a pour objectif **la fabrication par chacun d'une identité individuelle et singulière**.

On en voit des expressions, par exemple, dans **l'évolution de la langue**, à la fois avec la progression de l'écriture inclusive, notamment depuis 2017, et plus récemment, la progression des **pronoms neutres**, en France et ailleurs. La Suède a ainsi introduit un nouveau pronom neutre. Les anglophones abandonnent petit à petit le *he* (lui) masculin pour un *they* neutre depuis vingt ans. En France l'usage du pronom « iel », pour désigner des personnes qui se considèrent non-binaire¹⁶, « gender fluid », « agendre », « no-gender », queer fait de plus en plus parler de lui, comme le montre la courbe des requêtes sur Google. Ces évolutions se traduisent aussi **juridiquement**, puis qu'avec la loi de

¹⁴ Voir par exemple, la Note de conjoncture sociétale 2019, Liberté, égalité, individualité.

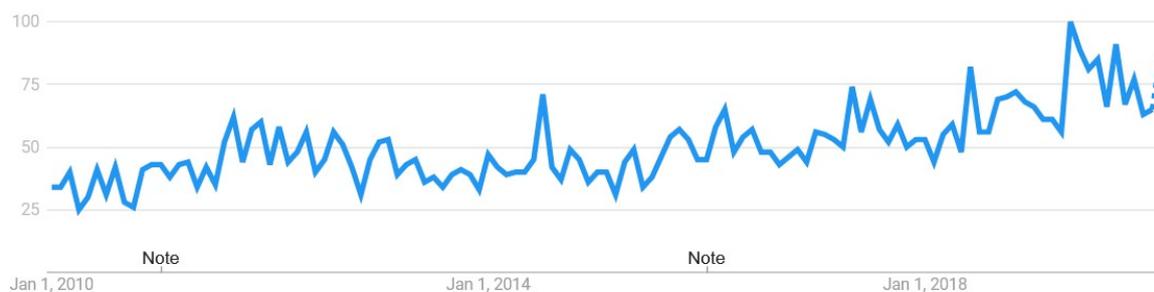
¹⁵ Ariès, 1999

¹⁶ La multiplicité du genre, par Emmanuel Beaubatie, le 6 mars 2020, La vie des idées, <https://laviedesidees.fr/La-multiplicite-du-genre.html>

Trachman Mathieu, Lejbowicz Tania, « Des LGBT, des non-binaires et des cases. *Catégorisation statistique et critique des assignations de genre et de sexualité dans une enquête sur les violences* », *Revue française de sociologie*, 2018/4 (Vol. 59), p. 677-705. DOI : 10.3917/rfs.594.0677. URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-2018-4-page-677.htm>

modernisation de la justice pour le XXI^e siècle (2016), le **changement de sexe à l'état civil est démedicalisé**¹⁷.

Graphique 6 – La recherche du pronom « iel » en progression depuis 10 ans

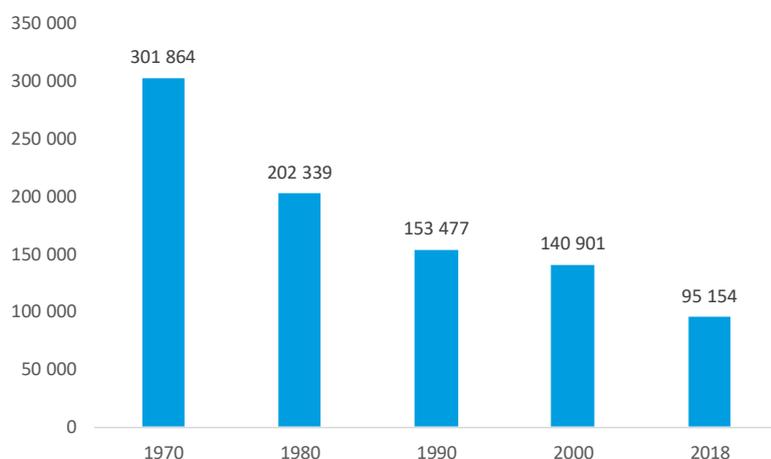


Source : CRÉDOC, à partir de Google trends, Requête 'iel »

La **multiplication des identités** est perceptible à la fois sur les questions de genre, mais également par

Graphique 7 – La diversification des prénoms donnés

Nombre de nouveaux-nés portant les 10 prénoms les plus donnés



Source : CRÉDOC, à partir de l'INSEE, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3532172>

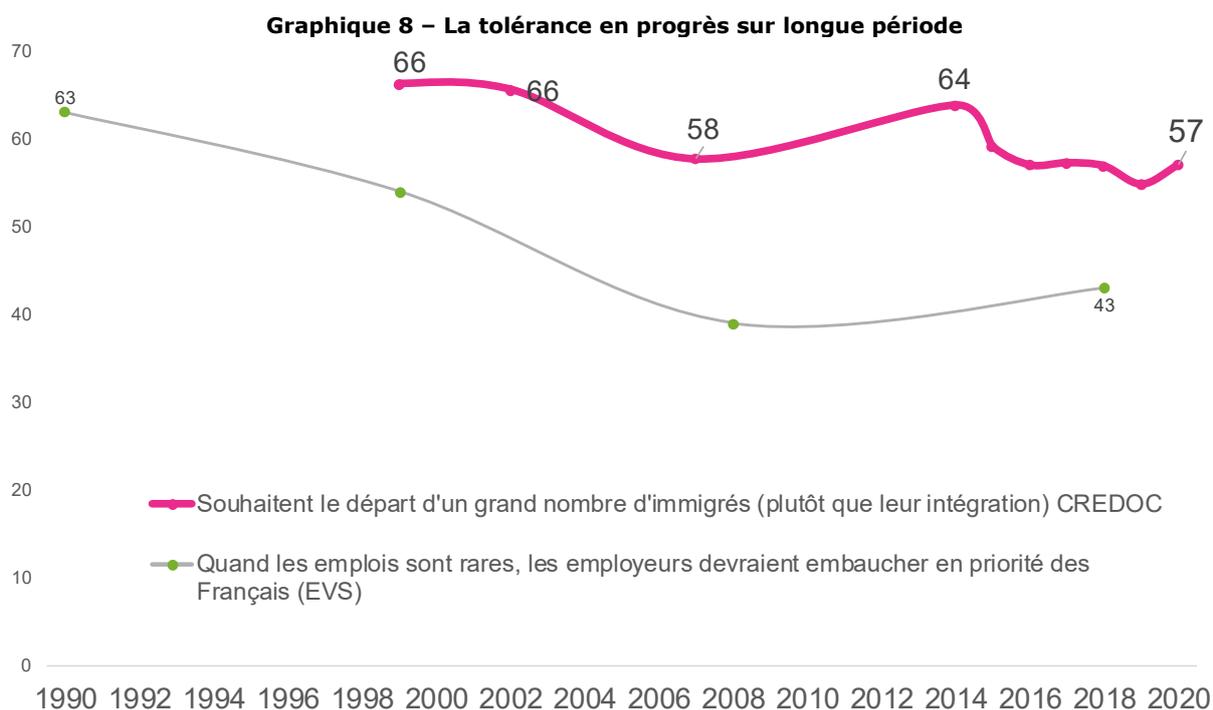
exemple lorsqu'on étudie les **prénoms** donnés aux nouveaux-nés. Alors qu'au début des années 70, 302 000 enfants portaient les dix prénoms les plus donnés, en 2018, le chiffre est divisé par trois, et rassemble moins de 100 000 bébés. Ce phénomène de **diversification**, régulier et continu est à l'œuvre, selon le sociologue Baptiste Coulmont¹⁸, « depuis un peu plus d'un siècle en France, [il s'inscrit dans une logique où] les prénoms ont été décrochés des logiques familiales d'héritage ou de transmission

symbolique au profit d'une logique faisant **intervenir le goût** ».

¹⁷ La nouvelle procédure permet à toute personne majeure (ou mineure émancipée), qui démontre que la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel elle se présente et dans lequel elle est connue, d'obtenir cette modification, sans que cette personne ait à justifier avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation.

¹⁸ Coulmont Baptiste, « II. Les prénoms et la mode », dans : Baptiste Coulmont éd., *Sociologie des prénoms*. Paris, La Découverte, « Repères », 2014, p. 31-56. URL : <https://www.cairn.info/sociologie-des-prenoms--9782707183231-page-31.htm>

La plus grande tolérance vis-à-vis des mœurs que nous dépeignons plus tôt, est également visible par rapport à **d'autres formes d'altérité**, comme la diversité, même si dans ce cas, elle n'est pas majoritaire. En effet, au début 2020, **57% des Français selon l'enquête Conditions de vie et aspirations souhaitent le départ d'un grand nombre d'immigrés** (plutôt que leur intégration). Dans l'enquête de la CNCDH 42% déclarent « on ne se sent plus chez soi comme avant » en 2018. Et, selon l'enquête européenne sur les valeurs, 43% soutiennent l'idée d'une préférence nationale pour l'emploi, en cas de période de chômage (2018). Mais dans ces différents cas, les données de ces trois enquêtes convergent pour montrer, **sur longue période, une progression de la tolérance et une diminution des opinions xénophobes ou anti-immigrés**¹⁹. Cette évolution est d'autant plus notable, qu'elle a lieu dans un contexte général « *peu propice à l'acceptation de l'autre : terrorisme, « crise des migrants », chômage, poids des thèmes sécuritaires dans les médias, montée des populismes en Europe etc.* »²⁰.



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, CNCDH baromètre sur le racisme, Enquête Européenne sur les valeurs (données France)

NB : Les données de l'enquête Conditions de vie et aspirations antérieures à 2015 pour l'opinion sur « souhait de départ d'un grand nombre d'immigrés) ont été réropolées, en utilisant les écarts constatés l'année 2015 où les deux modes de recueil ont été menés simultanément. Les opinions allant dans le sens d'un départ sont en effet significativement plus nombreuses en ligne, en l'absence d'enquêteur (39% en face à face, 59% en ligne).

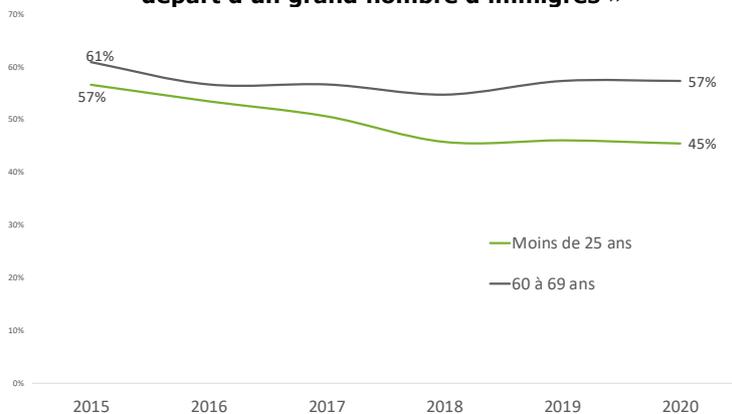
Ces opinions sont-elles moins présentes ou moins ouvertement dicibles ? Dans les deux cas, l'évolution témoigne, a minima, d'une **norme de société plus tolérante et ouverte à la diversité**. Autre élément convergent, sur ces différentes dimensions, les **jeunes** sont, systématiquement, aux premières loges des opinions favorables à l'altérité sous toutes ses formes : 45% des jeunes souhaitent de préférence le départ des immigrés (plutôt que leur intégration) **soit 10 points de moins** que la moyenne dans

¹⁹ La proportion de personnes déclarant « on ne se sent plus chez soi comme avant » dans l'enquête de la CNCDH est passée de 53% en 1990 à 42% en 2018 (avec un pic en 2015 de 64%)

²⁰ Rapport CNCDH op.cit.

l'enquête Conditions de vie 2020 (55%). Une tendance confirmée dans l'enquête sur les valeurs²¹. Le

Graphique 9 – Les jeunes souhaitent de moins en moins « le départ d'un grand nombre d'immigrés »



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations

rejet des immigrés est de moins en moins présent **chez les jeunes** (-12 points en 5 ans). Les jeunes sont également **particulièrement sensibles aux discriminations, comme en témoignent l'ampleur des mouvements de protestation entraînés par la mort de George Floyd, et portés par une partie de la jeunesse.**

Enfin, sur un temps plus court, et toujours dans cette même dynamique d'individualisation, et de singularisation des identités, **la définition de l'identité, du groupe d'appartenance, est de plus en plus souple et multiple.** Ainsi, en 2020, 56% des Français déclarent avoir le sentiment d'appartenir à une communauté parmi celles qui leur étaient proposées. Soit une **progression de 6 points** en deux ans. On pourrait lire cette progression comme le signe d'un repli de la population française dans des groupes de plus en plus distincts et autonomisés, archipelisés²² pour reprendre le vocable mobilisé récemment, ou plus anciennement²³. Or on constate que dans la plupart des cas, **37% s'identifient à plusieurs communautés différentes, et cette multi-appartenance est en progression (+3 points en 2 ans).**

²¹ Bréchon Pierre, Gonthier Frédéric, Astor Sandrine (direction), **La France des valeurs**. Quarante ans d'évolutions, Presses universitaires de Grenoble, 2019.

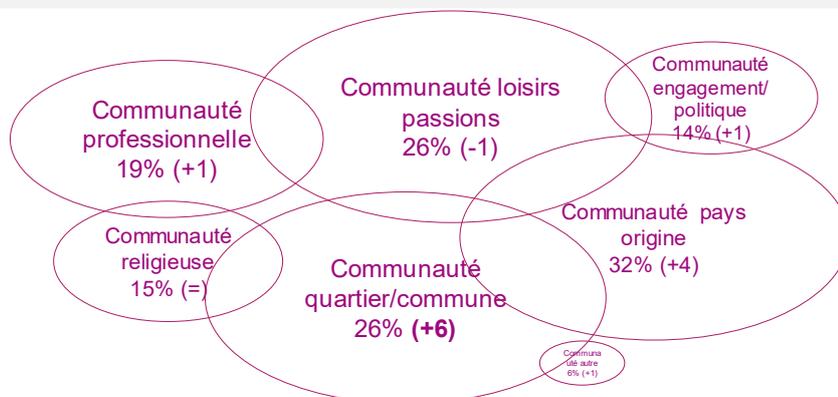
²² Jérôme Fourquet (2019) *L'Archipel français*, au Seuil, 384 pages

²³ Jean Viard (1994). *La Société d'archipel ou les territoires du village global*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, coll. « Monde en cours », série Territoires et sociétés, 126 p.

Graphique 10 – Des appartenances multiples

Vous personnellement, avez-vous le sentiment d'appartenir à une communauté ? Liée à votre profession, Liée à vos loisirs ou à vos passions, Liée à votre religion, Liée à votre pays d'origine ou au pays d'origine de votre famille, Liée à vos engagements ou vos opinions politiques, Liée à votre commune, à votre quartier, Une autre communauté

➔ 56% des Français déclarent faire partie d'une communauté (+6 pts en 2 ans)
37% font partie d'au moins 2 types de communautés (+3 pts en 2 ans)



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, début 2020

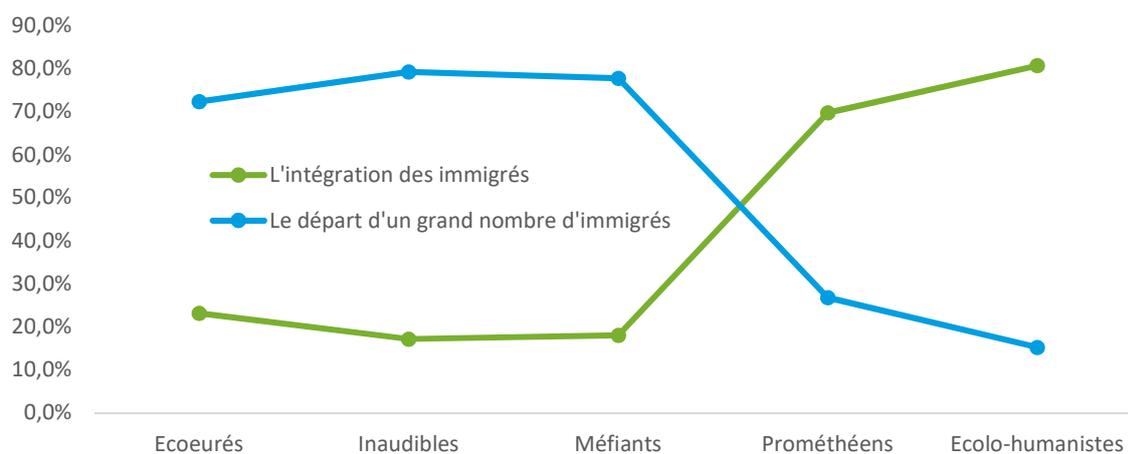
Ce désir et cette place grandissante faite aux identités multiples, changeantes, singulières dans la société française, à ces limites sans cesse repoussées, n'emporte pas toute la société. Il crée même probablement une **réaction de rejet**, possiblement d'autant cristallisé, qu'il persiste dans une société qui évolue à contre-courant. Le débat public est ponctué d'interrogations et de prise de positions dites « identitaires » en France et à l'international, dont le slogan « on est chez nous », régulièrement scandé dans les meetings et manifestations du Rassemblement national, est un exemple symptomatique. L'enquête du CEVIPOF²⁴ et celles de la CNCDH montrent en particulier **une crispation forte vis-à-vis des personnes musulmanes**. Dans l'enquête du Cevipof 2020, 62% considèrent que « l'islam est une menace pour la République »²⁵. Dans l'enquête de la CNCDH, les musulmans (37%) sont, après les Roms et les gens du voyage (68%), la catégorie la plus considérée comme formant un « groupe à part » dans la société.

Dans notre enquête, 72% des « écoeurés » aspirent au départ d'un grand nombre d'immigrés, quand la proportion tombe à 15% chez les « écolo-humanistes » ou 22% chez les « Prométhéens ». Chez les écoeurés, pour reprendre les mots de la rabbinne Delphine Horvilleur à propos de l'antisémitisme, le rejet de l'autre s'appuie **sur la peur d'une identité multiple** « *Dans notre temps d'obsession identitaire, beaucoup de personnes veulent se définir sur le mode du pur, du non-contaminé, de l'infaillible, du non-poreux.* »

²⁴ Cévipof, 11^{ème} vague d'enquête, 2020

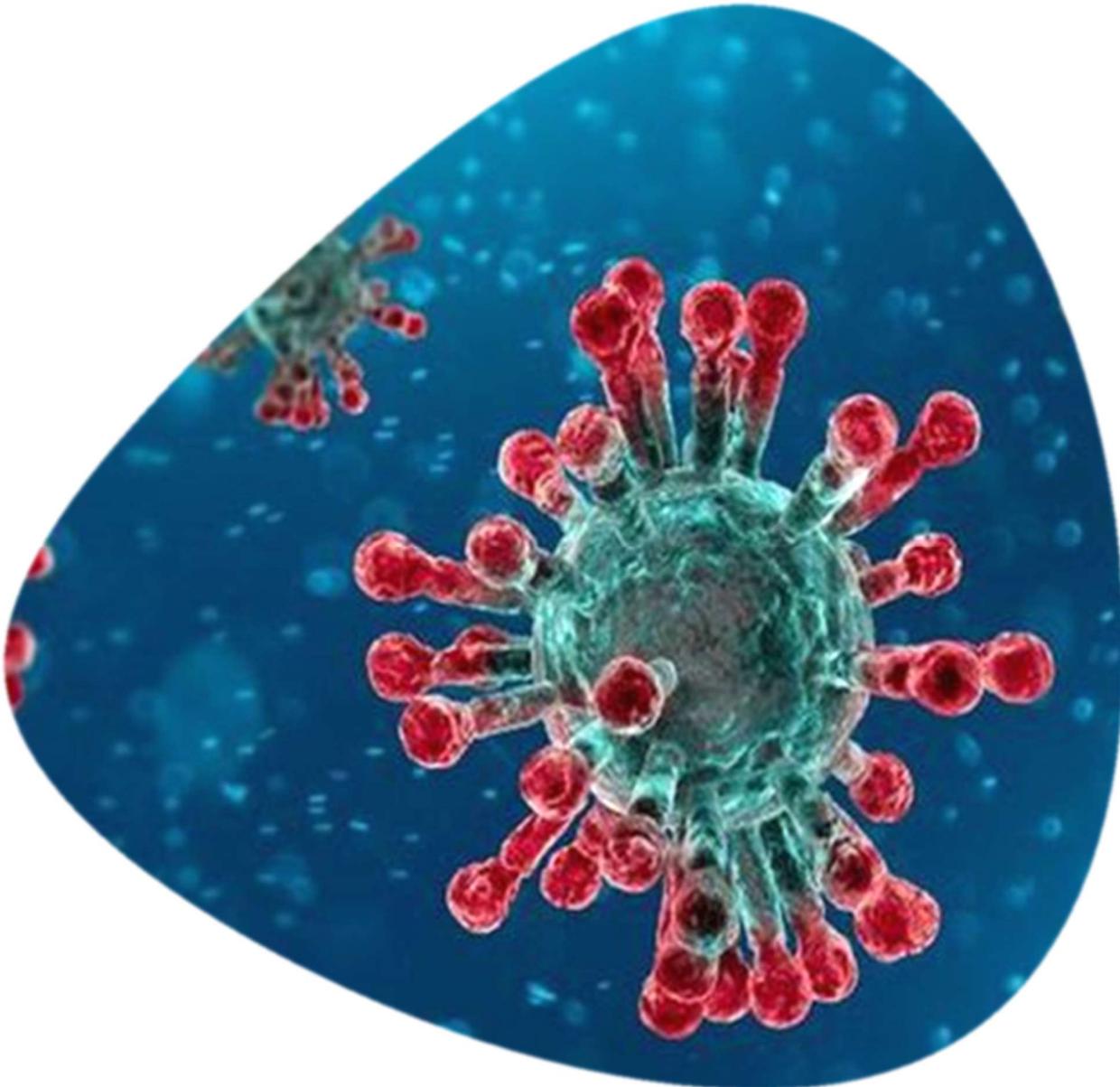
²⁵ Toutefois les évolutions en la matière ne sont pas concordantes selon les enquêtes et formulations. Par exemple, la proportion qui considèrent que « l'islam est une menace pour la République » a augmenté de 6 points entre 2015 et 2020. Tandis que dans l'enquête de la CNCDH, la tendance est plutôt à l'apaisement sur de multiples indicateurs par exemple, si 44 %, pensent que « l'islam est une menace pour l'identité de la France », elle baisse de 5 points entre 2015 et 2018.

**Graphique 11 – « Le départ d'un grand nombre d'immigrés »
inégalement souhaité selon les groupes**



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, début 2020

II – Le choc de la covid-19



Deux pandémies, à 50 ans d'intervalle, qui ne provoquent pas les mêmes conséquences

Les réactions internationales par rapport à **l'épidémie du Coronavirus** sont, à de multiples égards, **extra-ordinaires**, dans un enchaînement digne des films, séries et livres d'anticipation de fin du monde. Les épidémies ont été nombreuses et meurtrières au cours du temps. Et les **imaginaires restent empreints d'images des ravages** de celles-ci. La lèpre est d'ailleurs présentée dans la bible comme un **châtiment divin**. Le bilan de la pandémie de grippe espagnole de 1918-1919 ²⁶ est estimé entre 20 et 50 millions de morts (selon les estimations), soit entre 2 et 5% de la population mondiale. La peste noire de 1347-1352 a fait environ 7 millions de morts en France (sur 17 millions pour l'ensemble de la population française). Plus récemment, la **grippe dite de Hong Kong** causée par virus H3N2, virus méconnu, qui partait de la Chine centrale, a décimé des dizaines de milliers de victimes en France et un million de personnes dans le monde dans les années 1968 et 1969. Même si comparaison n'est pas raison, et qu'aucune épidémie ne peut être complètement comparée à une autre (gravité, rapidité de propagation, etc), on peut, à tout le moins, constater que **ces deux pandémies n'ont pas du tout eu le même écho** que ce soit au niveau du traitement **médiatique**, des réactions des **pouvoirs publics**, et de la population. Fait symptomatique s'il en est, avant la crise du coronavirus, le virus de « Hong Kong » et ses méfaits semblaient avoir disparu des mémoires collectives. Il est vraisemblable, au moins en raison du confinement planétaire, que la pandémie de la covid-19 laisse davantage de traces.

Les deux épidémies, sans être identiques, ont de multiples points communs :

- elles sont le fait de **virus méconnus** (Virus H3N2 pour l'épidémie de 1968, Virus COVID-19, SARS-CoV-2 pour la pandémie actuelle)
- provenant de **Chine** : la grippe de Hong Kong partait en réalité de la Chine centrale, celle de la Covid-19 de la province de Wuhan
- les deux épidémies ont été **internationales**, provoquant toutes deux, de **très nombreuses victimes** : un million de personnes décédées dans le monde dans les années 1968 et 1969 sur une population de 3,5 milliards, les derniers bilans font état de 408 000 personnes décédées du coronavirus au début juin, sur une population mondiale de 7.7 milliards
- elles ont toutes deux touchées **durement la France** : entre 30 000 et 35 000 personnes décédées en France (sur une population de 50 millions d'habitants) en 1968-1969, 29 000 morts au début juin 2020 en France pour une population de 67 millions d'habitants,
- Dans les deux cas, les **personnes âgées en sont les premières victimes**

Alors même que la **médecine** n'a jamais été aussi loin dans sa capacité à soigner, réparer, augmenter les individus, mobilisant des technologies de plus en plus poussées, les **inquiétudes face à la COVID-19 et les réactions politiques internationales de confinement de la moitié de la planète** ont été inédites.

L'inquiétude ressentie par la population vis-à-vis de la pandémie de covid-19 a été **particulièrement forte en France**. Une enquête portée par l'EHESP montre que la Covid-19 est considérée comme une **maladie plus grave que d'autres épidémies** ayant touché le sol français (Chikungunya en 2006 à La Réunion, ou en 2010 dans le sud-est de la France), Zika en 2016 (Guyane Française) **alors même que les individus expriment des inquiétudes moins fortes d'être personnellement infectés**. L'enquête du Cevipof qui demande aux interviewés de choisir les qualificatifs qui correspondent le mieux à leur état d'esprit décompte 27% de la population qui, en avril 2020 indiquent le mot **peur**, contre 10% en février

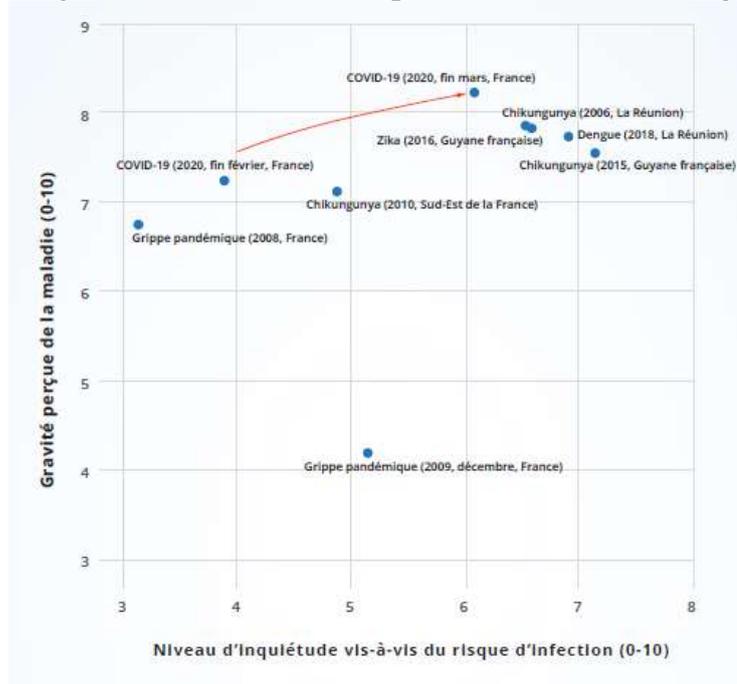
²⁶ <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/273617-cetait-en-1918-lepidemie-de-grippe-espagnole>

2020 (+17 pts), rejoignant quasiment la « méfiance » qui caracole en tête des qualificatifs depuis une dizaine d'années que ce baromètre existe. Selon cette même étude, la **peur est bien plus présente en France (27%)** qu'en Allemagne (18%) et autant qu'au Royaume Uni (25%).

Une société plus âgée, préoccupée par sa santé, et moins tolérante aux risques et à la mort

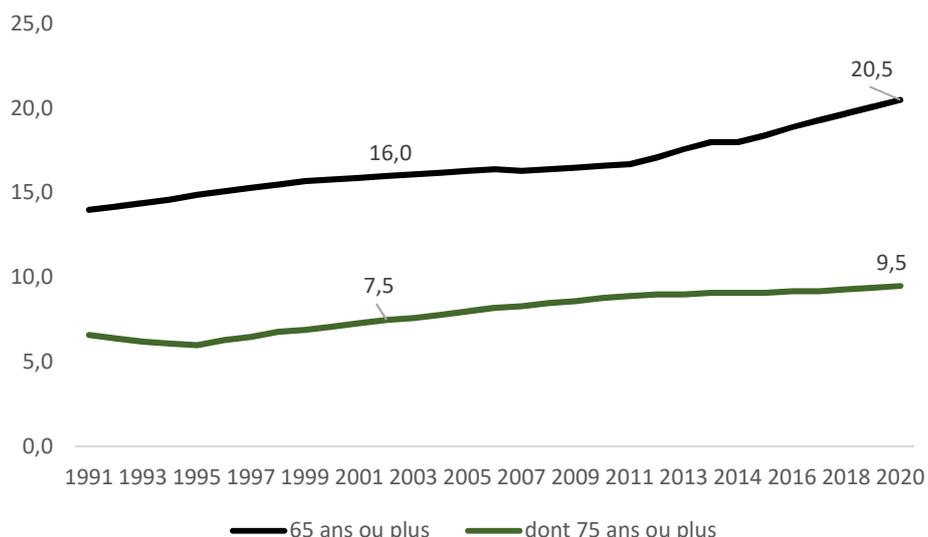
Le **vieillessement** démographique des sociétés occidentales, largement documenté et médiatisé, doit être sans nul doute mis en avant, nourrissant bien évidemment une crainte individuelle prtagée par plus d'individus, mais aussi une crainte **pour ses proches, mécaniquement plus nombreux** qu'il y a cinquante ans.

Graphique 12 – La gravité perçue et l'inquiétude exprimée à l'occasion de 6 épidémies infectieuses émergentes sur le territoire français



Source : Enquête Coconel, vague 2, 31 mars-2 avril 2020

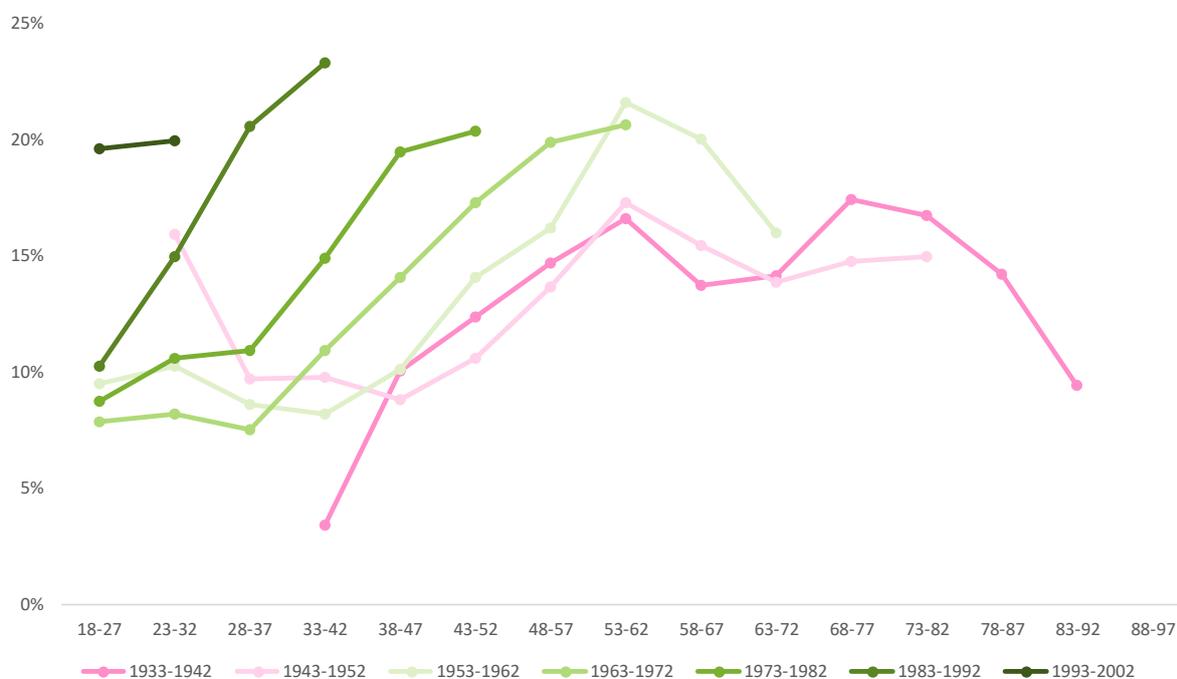
Graphique 13 – Part des 65 ans et plus et 75 ans et plus dans la population



Source : Insee

L'importance **grandissante accordée à la santé** doit également être mentionnée. Les derniers résultats de l'enquête Conditions de Vie renforcent le constat réalisé les années précédentes²⁷. L'attention portée à la santé ne doit pas être imputée au seul vieillissement de la société. Une **analyse générationnelle**, permettant de dissocier les effets de l'âge, de ceux du **cycle de vie** (par exemple avec l'arrivée d'enfants, les opinions et modes de vie changent fortement, les jeunes peuvent avoir des opinions parce qu'ils sont au début de leur cycle de vie), de la **génération** (avoir eu 20 ans en l'an 2000 n'est pas identique que dans les années 70) et de la **période** (en période de crise sanitaire, les opinions seront différentes de celles observées dans d'autres périodes) montre que, **au même âge, les nouvelles générations sont plus nombreuses à se considérer « en mauvaise santé »**. Cette montée de l'exigence des Français, notamment des plus jeunes, pour leur état de santé peut s'expliquer par une « transformation de la notion de bonne santé »²⁸. L'objectif n'est **plus seulement de ne pas être malade mais de se sentir bien**, en pleine possession de ses capacités physiques et mentales. La montée en force des réseaux sociaux, en particulier chez les plus jeunes²⁹, pousse ainsi à afficher sa « bonne santé » subjective, expliquant en partie cette exigence plus forte des jeunes français pour leur bien-être.

Graphique 14 – Sentiment d'être en mauvaise santé par rapport aux personnes de son âge



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, début 2020

Le **caractère « aveugle »** de la maladie, méconnue et à ce jour encore indéchiffrable, **l'absence de vaccins et de soins** dans un pays où la santé est considérée comme faisant partie des fondamentaux du modèle social³⁰, la **situation des hôpitaux** médiatisée depuis plusieurs mois par des **mouvements**

²⁷ Brice Mansencal L., Crouette P., Hoibian S., Prieur V., « En quarante ans : plus de liberté, mais aussi plus d'inquiétudes », in *France, portrait social*, coll. « Insee Références », édition 2019.

²⁸ Brice Mansencal L., Crouette P., Hoibian S., Prieur V., « En quarante ans : plus de liberté, mais aussi plus d'inquiétudes », in *France, portrait social*, coll. « Insee Références », édition 2019.

²⁹ Crédoc, *Baromètre du numérique*, édition 2018.

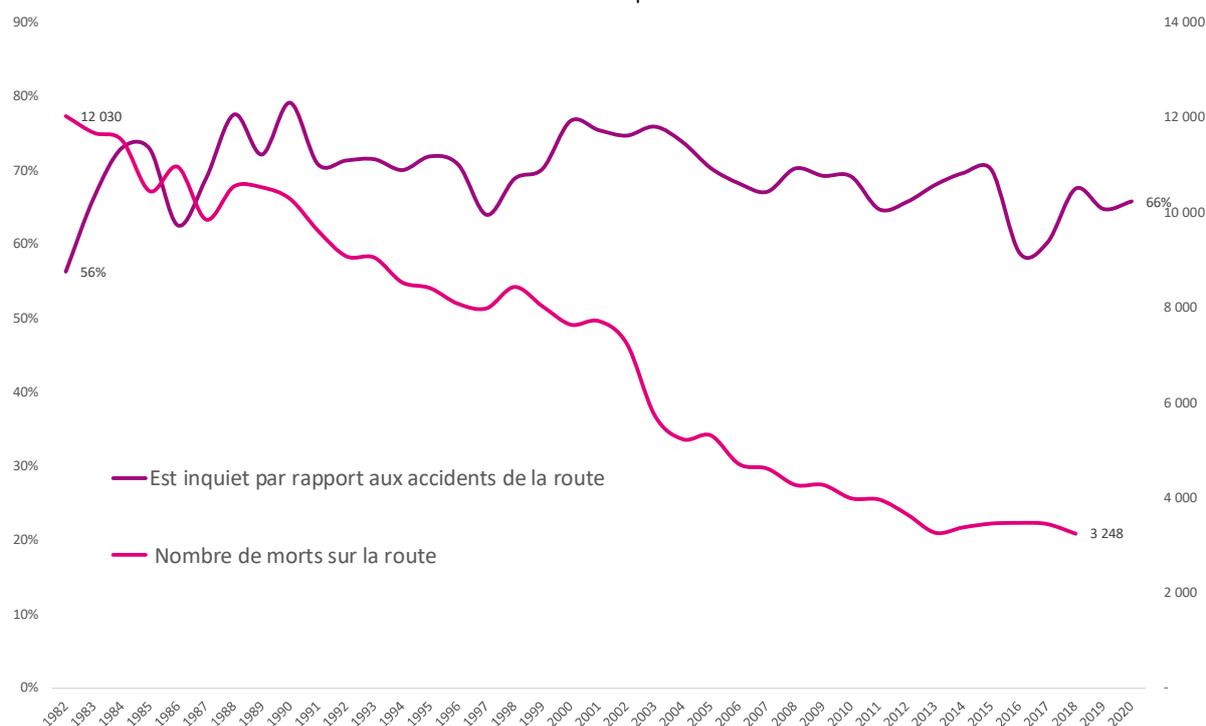
³⁰ N. Guisse - S. Hoibian - J. Müller. (2015). Evolution du regard des Français sur la protection sociale et sur les politiques de solidarité au cours des vingt dernières années, Crédoc, Collection des rapports R324,

sociaux, dont la démission d'un millier de chefs de service de l'hôpital public de leur fonction administrative, en janvier 2020, alertant sur l'état critique de ceux-ci sont sans nul doute venus percuter de plein fouet cette aspiration à la bonne santé.

Mais les inquiétudes sanitaires s'inscrivent dans une **montée plus générale des inquiétudes, une moindre tolérance des risques et à la mort et la recherche d'un « risque zéro »**. L'exemple des accidents de la route est parlant. Les accidents de la route sont de moins en moins fréquents (le nombre de victimes d'accidents de la route a diminué, d'après l'ONISR) et **tuent de moins en moins** (12 000 victimes en 1982 à 3 000 en 2020). Alors même que **la mobilité** et le nombre de kms parcourus ne cesse de progresser (en 1976, 555 « milliards de véhicules x kilomètres » étaient parcourus, le nombre est passé à 600 en 2016)³¹. Pourtant, les Français **s'inquiètent autant** des risques d'accident de la route qu'il y a quinze ans (56% se disaient inquiets en 1982, pour 66% en 2020). **Maîtriser les risques qui menacent la frêle existence humaine**, et repousser sans arrêt les limites physiologiques du vieillissement, de la maladie est une quête qui a toujours animé les hommes. Et il semble que cette ambition soit infinie. Les réactions de la population et des pouvoirs publics, en France et dans le monde, face à l'épidémie actuelle de Coronavirus nous semblent symptomatiques de cette quête.

Graphique 15 – Alors que le nombre de morts sur les routes ne cesse de diminuer, les Français s'en inquiètent toujours autant

Sources : Échelle de gauche : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » ; Échelle de droite : ONISR, base de données annuelles des accidents corporels de la circulation routière



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations » pour les inquiétudes par rapport aux accidents de la route, et ONISR- Soes – Memento des transports pour la mortalité liée à la circulation routière

<https://www.credoc.fr/publications/evolution-du-regard-des-francais-sur-la-protection-sociale-et-sur-les-politiques-de-solidarite-au-cours-des-vingt-dernieres-annees>

³¹ Union routière française, FAITS & CHIFFRES 2017

Notons au passage, la **distance à la mort** qui semble s'opérer dans notre société. Tant sur le plan de la **mise à distance** : le nombre de Français qui disent ne pas s'intéresser à leurs obsèques passe de 19% en 2007 à 26% en 2019³², que « **physique** » : 51% des Français aimeraient une crémation pour leurs propres obsèques en 2019, contre 39% en 2007), la part des personnes qui ne se rendent jamais au cimetière passe de 19% en 2007 à 24% en 2019. La crise sanitaire actuelle nous semble marquer une étape importante dans cette mise à distance. Aux premiers jours du confinement le premier ministre indiquait l'interdiction d'assister aux enterrements³³ cette décision a ensuite été assouplie mais à la marge : à la mi-juin 2020 la présence était encore très fortement limitée : au maximum 20 personnes dont les employés des pompes funèbres. L'état d'urgence sanitaire a également permis un nombre important de **dérogations au droit funéraire** lorsque les personnes décédées sont atteintes ou « probablement atteintes » du Covid-19, voire pour toute personne : agonie hors de la présence des proches en EHPAD, interdiction des soins de conservation et des toilettes mortuaires, mise en bière immédiate, délai d'inhumation rallongés, limitation forte des cérémonies funéraires etc. Autant de pratiques considérées comme une « **rupture anthropologique** » par Damien Leguay, philosophe et président du Comité national d'éthique du funéraire. Enterrer ses morts, les honorer, bénéficier d'un soutien des proches dans ces épreuves font en effet partie des pratiques les plus largement partagées, et constitutives même de la notion de société.

La crise de la Covid-19 et les mesures de distanciation par rapport à la mort nous paraissent mettre en lumière le **rapport de la société contemporaine à la finitude humaine, et témoignent du désir de contrôle et d'emprise sur celle-ci**. Comme l'expliquent Florent Guénard & Philippe Simay³⁴, « *Bhopal, Tchernobyl, World Trade Center, Katrina, Haïti, Fukushima... La liste est longue des désastres qui rythment régulièrement notre histoire récente. Les catastrophes semblent nous prendre au dépourvu, incapables que nous sommes de les anticiper et d'en maîtriser les effets. L'élan général de compassion qui les entoure et les solidarités, réelles ou symboliques, qu'elles tissent dissimulent mal l'impuissance à laquelle elles nous renvoient inévitablement. La catastrophe, n'est-ce pas le nom que l'on donne aujourd'hui à notre finitude ? N'est-ce pas l'expression toute contemporaine du sentiment qu'en dépit de tous nos efforts il existe de l'imprévisible et de l'inéluctable ?* »

Des réactions liées à « l'accélération »

Nos sociétés contemporaines sont marquées par une accélération continue, comme l'explique Hartmund Rosa.

*« le passage de la société traditionnelle à la modernité se caractérise justement par la **transformation des modes sociaux d'allocation** : ceux-ci ne sont plus régis par le principe de l'assignation autoritaire (ascription), mais par l'idée de **performance individuelle** (achievement) ; les positions, les ressources (le revenu), la réputation, et donc de nombreuses options d'action et de vie ne sont plus distribuées en fonction de la tradition, de la catégorie sociale, ou encore de prescriptions issues de décisions autoritaires, mais en fonction des*

³² Les Français et les obsèques, 5ème baromètre CSNAF-CREDOC

³³ Edouard Philippe -17 mars, notons que même si les règles ont été assouplies, les enterrements restent, à la mi-juin très fortement limités (au maximum 20 personnes dont les employés des pompes funèbres)

³⁴ le 19 avril 2011, <https://laviedesidees.fr/Le-sens-des-catastrophes.html>

performances individuelles de chacun au sein d'une compétition (idéalement) libre et équitable. (...)

*En un mouvement parti des idées et qui **s'est étendu ensuite aux institutions la notion de compétition (...)**, de même que le principe de performance qui lui est intimement lié, se sont peu à peu imposés, durant le processus de modernisation, dans les sphères de l'économie, de la science, du sport, de la politique (sous la forme de la **compétition interpartisane**), **des médias**, de l'offre de loisirs, de l'amour (principe du libre choix du partenaire), de l'art (tant par le biais de son organisation, le marché de l'art, que de son mode d'allocation des bourses et subventions) et même, d'une certaine manière, de la religion. » [Rosa, 2019]*

Il s'agit donc pour les médias, tout autant que pour les politiques, les scientifiques, les entreprises, les individus, et finalement tous les acteurs de notre société d'être « **les meilleurs** » **le plus tôt possible**, pour espérer remporter la compétition.

La **communauté scientifique**, théoriquement à l'écart du tempo médiatique et politique, par ses règles déontologiques et ses contraintes de méthodes, donne à voir en ces temps de pandémie, un exemple de l'emballement permanent qui domine notre société. Recherchant à être chacun le meilleur, le premier, les chercheurs, tout autant que les revues à comité de lecture sont prises dans une course et compétition à la publication, ayant conduit la prestigieuse et reconnue revue The Lancet à publier, puis retirer une étude, qui aura elle-même eu entre temps un impact politique quasi-immédiat en France au niveau sanitaire, via l'interdiction de prescription d'un médicament.

La **focalisation et accélération médiatique** tant via les chaînes d'info en continu, que par le biais des réseaux sociaux intervient sans nul doute sur la réception de l'opinion et le besoin d'action du politique. Entre le 9 janvier et le 30 avril 2020, le journal Le Monde publie ainsi **jusqu'à 110 articles** par jour sur la crise du coronavirus. Le même média, cinquante ans auparavant publiait 18 articles en deux ans sur la grippe de Hong Kong entre janvier 1968 et décembre 2019. La montée en puissance précoce du sujet covid-19 dans le journal *Le Monde*, s'opère à partir du confinement mis en place en Chine puis l'accélération des publications lorsque le virus s'approche de la France : dans l'actualité, on parle beaucoup de trois pays notamment : la Corée du Sud, l'Iran et l'Italie. L'intensité se renforce encore après la première adresse du président de la République le 13 mars annonçant notamment la fermeture des écoles et le maintien des élections municipales. Durant le week-end, sont alors publiés les scénarios alarmants de propagation de l'épidémie si rien n'est fait (on parle de 500.000 morts en France, d'une hécatombe similaire en Allemagne ou en Grande-Bretagne), le directeur de l'APHP lance un cri d'alarme en vue de la vague de patients que les soignants s'attendent à accueillir en réanimation, et les hôpitaux du Grand-Est se disent d'ores et déjà dépassés. Le confinement est annoncé le 16 mars au soir et le nombre d'articles dans Le Monde atteint son pic le jour même avec 111 articles sur le sujet en une seule journée. Ce jour-là, seuls 11 autres articles du quotidien parlent d'autre chose : **c'est dire la saturation de l'espace médiatique**

Graphique 16 – Nombre d’articles quotidiens dans le journal Le Monde concernant le coronavirus

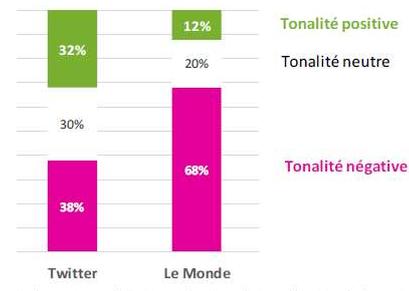


Source : Calculs Crédoc à partir du moteur de recherche du journal Le Monde

Le bruit médiatique a ceci de particulier qu’il est plus particulièrement orienté sur les mauvaises nouvelles. L’analyse du Credoc³⁵ montre **les articles du Monde consacrés au coronavirus ont une connotation négative dans 68% des cas, contre 38% des messages liés au coronavirus sur Twitter**. Cette remarque fait écho aux résultats d’une étude qualitative réalisée par Didier Courbet et son équipe³⁶ indiquant que certaines personnes, après 20 jours de confinement, évitent de s’exposer aux médias et à la communication des instances politiques, qu’elles jugent anxiogènes.

L’accélération du temps médiatique, et la diffusion des nouvelles décisions prises par les gouvernements du monde entier a influencé sans nul doute **les décisions politiques qui, elles-mêmes, se répercutent sur les opinions**. Entre le 13 mars et le 20 mars, une fois la décision officielle de **confinement de la population française, et l’état d’urgence sanitaire déclaré**, la proportion de Français qui se disent inquiets d’attraper le virus, bondit de 38% à 61%. Un phénomène similaire s’était

Graphique 17 – La tonalité des articles du Monde consacrés au coronavirus est bien plus souvent négative que ne le sont les discussions sur Twitter à ce sujet



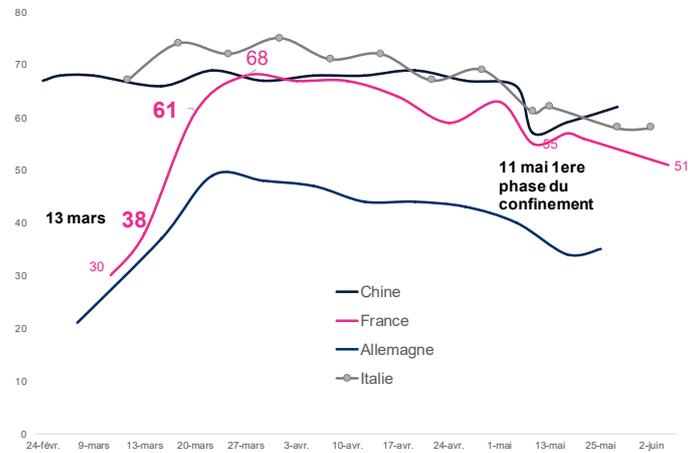
Source : Calculs Crédoc à partir des contenus de Twitter et des titres du journal Le Monde (au mois de mars)

³⁵ Un échantillonnage de tweets publiés entre le 1^{er} janvier 2020 et le 29 avril 2020. Nous avons constitué notre base de la manière suivante : chaque jour, nous avons tiré aléatoirement 8 créneaux horaires situés entre 0:00 et 23:59, avec une probabilité d’inclusion 3 fois supérieure à celle des périodes dites de nuit (entre 1h du matin et 7h du matin), afin de ne pas sur-représenter ces périodes où la fréquence des tweets est, en moyenne, trois fois moindre qu’en journée. Chaque requête de l’API de Twitter nous a permis de remonter 500 tweets à chaque fois, en moins d’une minute généralement. La base ainsi constituée regroupe un total de 470.000 tweets, émis par environ 200.000 personnes différentes.

³⁶ Travail de l’Institut Méditerranéen des Sciences de l’Information et de la Communication, en cours de publication.

produit lors des attentats du 13 novembre 2015. La décision d'état d'urgence et l'interdiction des manifestations avait frappé la population et contribué à ce que les attentats du 13 novembre aient une place particulière dans la séquence terroriste de 2015-2016³⁷.

Graphique 18 – Proportion de personnes ayant peur d'attraper le virus



Sondage Yougov, <https://yougov.co.uk/topics/international/articles-reports/2020/03/17/fear-catching-covid-19>

Ajoutons qu'aux sources professionnelles et institutionnelles s'ajoutent la multiplication des « fake news » alarmistes, participant ainsi à **accroître le climat d'anxiété** autour du virus.

³⁷ Lucie Brice Mansencal, Sandra Hoibian, Victor Prieur, Crédoc ; Denis Peschanski, CNRS ; Francis Eustache, EPHE/Inserm/UniCaen. (2018). *Les attentats du 13 novembre 2015, un marqueur de la mémoire collective*, Crédoc, Consommation & Modes de Vie CMV302, <https://www.credoc.fr/publications/les-attentats-du-13-novembre-2015-un-marqueur-de-la-memoire-collective>

III – Le temps suspendu du confinement



Une période de confinement vécue très différemment selon les moments et les catégories

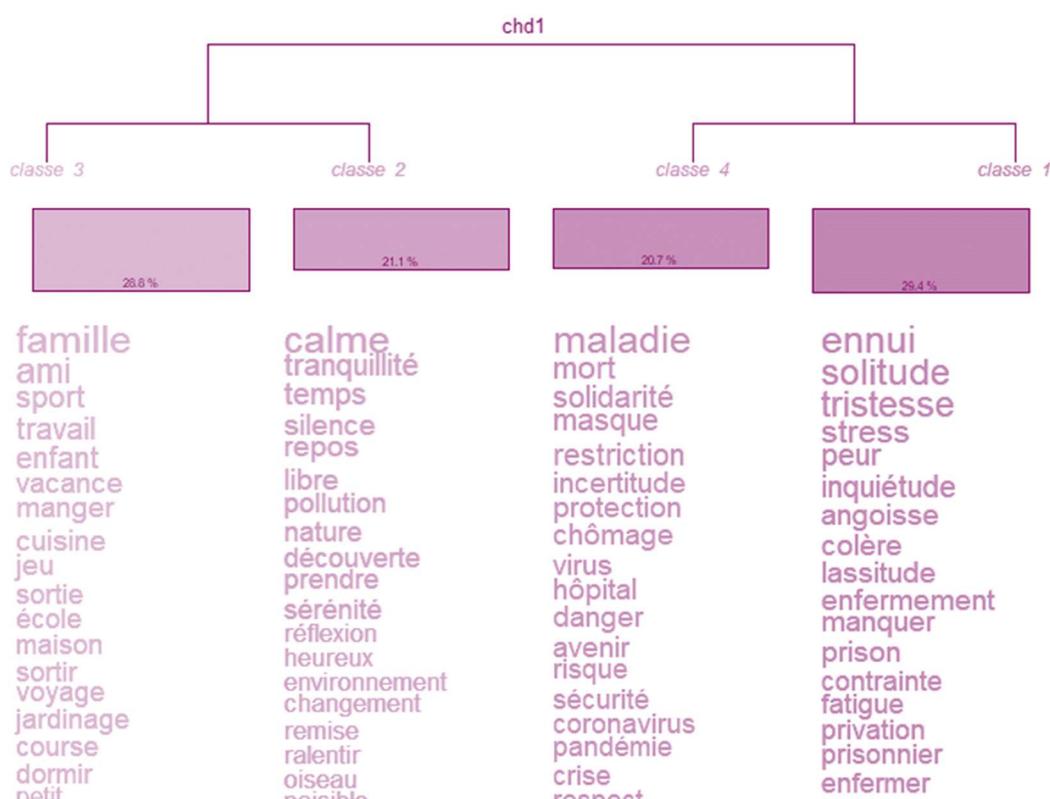
Le **confinement** a suscité différents **sentiments, mélangés selon les catégories de population**, et/ou les moments. Des émotions négatives :

- L'ennui, la solitude, la tristesse, le stress, la peur sont associés à la période dans 29% des verbatim.
- La maladie, la mort, les masques, les restrictions, incertitudes (mais aussi la solidarité) liés à la pandémie dans 21% des verbatim

Mais aussi, et dans des proportions équivalentes, un **sentiment de bien-être, de temps retrouvé** :

- 29% expriment une forme de **recentrage** sur la famille, la maison, et les activités comme les repas, le jardinage, le sommeil, le sport, les amis
- Et 21% mettent l'accent sur la **pause** ainsi procurée : le calme, la tranquillité, le temps, le silence, le repos, la nature, les oiseaux...

Graphique 19 – Familles de discours autour du confinement



Source : Analyse CRÉDOC, à partir de l'Enquête Conditions de vie et aspirations, mai 2020

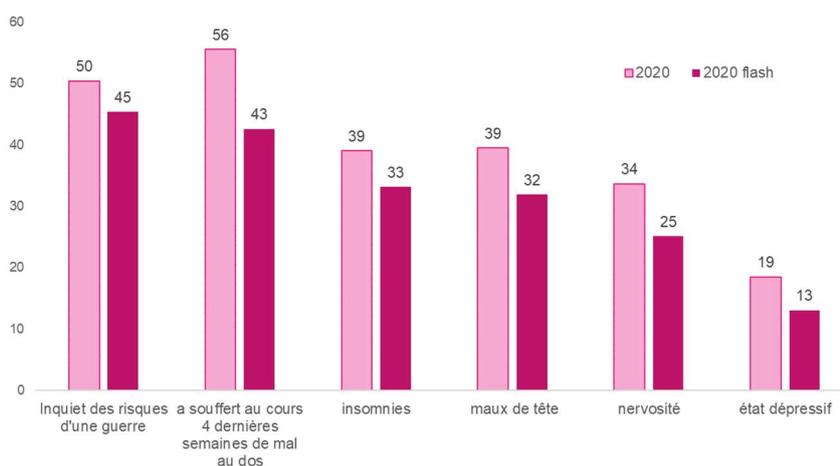
Au total, **la population se répartit en trois** : un tiers (35% exactement) pour qui le confinement a été très pénible à vivre, 27% qui l'ont vécu sans affect particulier, et 38% qui ont plutôt profité du moment.

Des limitations qui freinent le bonheur mais renforcent la prise de conscience de ce qu'on a

Le domicile est devenu, le temps du confinement, **un cocon protecteur face à un monde insécurisant**. Pendant le confinement, **70% déclarent qu'ils ont pris du plaisir à être avec les personnes avec qui ils étaient confinés**, et seuls 10% qu'ils ont supporté difficilement les personnes avec lesquelles ils étaient assignés à résidence. Et **78% ont apprécié qu'il y ait moins de bruit, de pollution**.

La proportion de personnes qui se disent « heureuses » a un peu diminué (-3 pts) mais **les inquiétudes liées au monde extérieur ont toutes diminué** : la population est ainsi moins inquiète par rapport à la guerre (-5 pts), aux tensions internationales (-3), l'inquiétude pour les maladies grave est restée inchangée (-1 pt). **La prévalence des maux psycho-sociaux est également en recul** : insomnies (-6 pts), dépression (-5 pts), nervosité (-9 pts), maux de dos (-13 pts), maux de tête (-8 pts). Le confort du domicile, la mécanique diminution des agressions extérieures amplifient le sentiment de sécurité (88% se sentent en sécurité +3 pts).

Graphique 20 – Diminution des inquiétudes et des risques psycho-sociaux



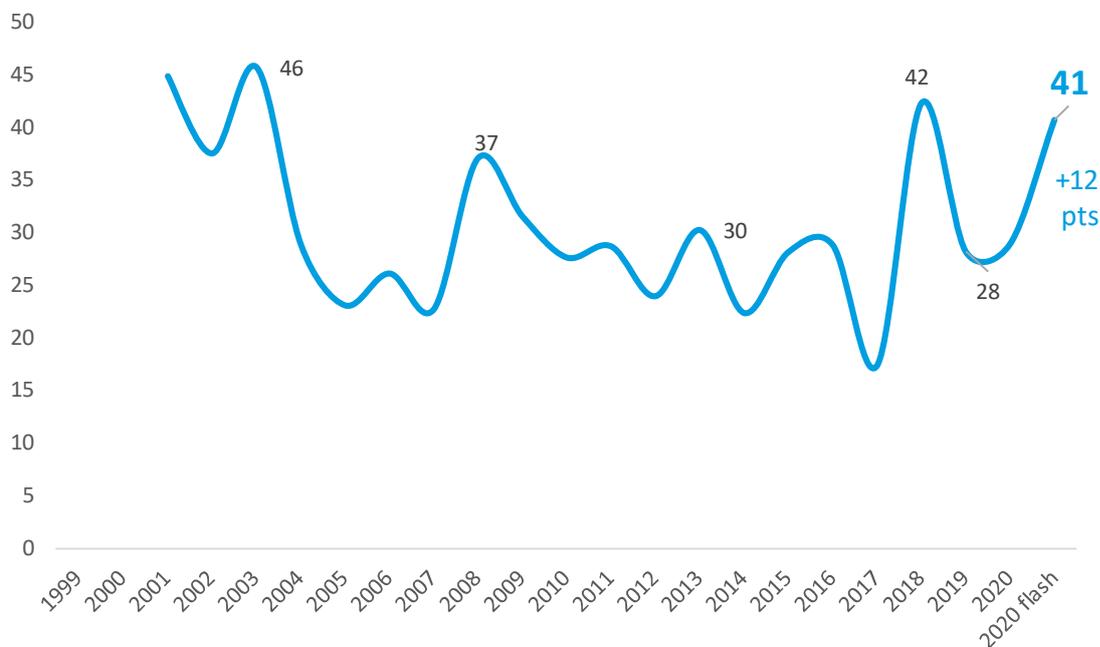
Source : Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Ce **sentiment de sécurité est amplifié par le rôle protecteur de l'Etat pendant la crise**. Dans le domaine sanitaire d'abord, avec un confinement dont le principe est très largement approuvé par la population – seuls 6% estiment qu'il n'aurait pas fallu confiner la population et 6% jugent que le confinement était « trop strict ». Dans le **champ économique** ensuite, avec un ensemble de dispositifs mis en place en urgence, qui ont permis d'atténuer l'impact de l'arrêt ou de la diminution de l'activité . **Le soutien massif de l'Etat à l'activité économique** : chômage partiel, soutien aux indépendants, prêts facilités, report de paiement, chômage partiel massif, soutien à de nombreux pans de l'économie : de l'industrie automobile, en passant par le tourisme, la culture, aides multiples aux entreprises, rassure et donne le sentiment – vraisemblablement temporairement - que **l'économie est sous contrôle et sera de nature à retrouver le chemin de la croissance**. **La confiance dans le gouvernement** actuel « pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement » **gagne +12 pts entre janvier et**

avril³⁸ retrouvant son niveau post-élection présidentielle de 2017, où l'élection d'Emmanuel Macron avait soulevé une vague d'espoir.

Graphique 21 – Confiance dans le gouvernement

Faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance au gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ? (% tout à fait + plutôt)



Source : Enquêtes Conditions de vie et aspirations

Enfin, **le regard posé sur sa vie est plus positif** : le taux de satisfaction par rapport à son cadre de vie progresse (+3 pts par rapport à janvier 2020), les charges de logement sont jugées plus supportables (+11 pts), et la taille du logement habituel suffisant pour sa famille +3 pts.

La période a été propice pour chacun à ré-examiner l'importance de toutes les dimensions de la vie. Et toutes **semblent plus importantes qu'hier**, comme si l'arrêt du cours « normal » des choses révélait qu'une vie « bonne » s'appuie sur **une multiplicité de facettes** :

³⁸ Des données convergentes avec le baromètre du Cevipof qui mesure, une progression de la confiance « dans l'institution présidentielle » +4 pts), dans l'Assemblée nationale +2 pts et le gouvernement +5 pts entre février et avril. Une étude qui montre que la confiance dans le gouvernement reste toutefois beaucoup moins forte et est beaucoup moins renforcée par la période de crise en France (32%, +5 ps) qu'en Allemagne (60%+15 pts) ou au Royaume Uni (61%+20 pts) Source : Cevipof, baromètre de la confiance politique, vague 11bis, spéciale coronavirus

Graphique 22 – Evolution de l'importance accordée à différents domaines de la vie entre janvier 2020 et avril 2020

Pour chacun des domaines de la vie suivants, pouvez-vous attribuer une note de 1 à 7 selon l'importance que vous lui accordez ? (% notes 6 et 7)

La famille et les enfants, 80%, **+3 pts**

Le temps libre et la détente, 59%, **+10 pts**

Le cadre de vie, 66%, **+6 pts**

Le logement, 61%, **+9 pts**

Les amis et connaissances, 59%, **+15 pts**

La profession et le travail, 40%, **+10 pts**

La cohésion de la société, 31%, **+12 pts**

La politique et la vie publique : 17%, **+4 pts**

Source : Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier et avril 2020

IV – Les impacts immédiats de la COVID-19 et du « grand confinement »

La crise sanitaire et le confinement à l'échelle planétaire auront sans nul doute de multiples effets. De nombreux seront probablement temporaires et d'autres possiblement avec un impact de plus long terme. La durée de la période de déconfinement, le temps que l'économie mettra à se remettre du choc, les mesures de soutien qui seront prises, l'attitude des entreprises et des corps intermédiaires, l'évolution des craintes sanitaires individuelles, l'éventualité d'une seconde vague épidémique, l'analyse qui sera produite rétrospectivement de ce moment par les médias, politiques etc., seront autant de facteurs qui pourront amplifier ces mouvements, ou au contraire les stopper net. Nous nous limiterons donc à indiquer ici ce qui a, déjà, changé au début mai, et ce qui, finalement, est resté relativement stable dans la tempête.



1. Un choc économique qui balaye l'embellie de 2019

Rappelons tout d'abord brièvement qu'en 2019, **l'économie française avait bénéficié d'une dynamique positive**, avec des **indicateurs tous au vert**, qu'il s'agisse de la croissance, du chômage ou du pouvoir d'achat. Au global, sur l'ensemble de l'année **2019**³⁹, **la croissance française s'établit à +1,3%** (+1,7% en 2018), en partie freinée par une baisse au dernier trimestre imputable aux **mouvements sociaux qui ont pesé sur l'activité économique** (les activités liées au transport, au raffinage, ou encore à l'hôtellerie et la restauration) mais liée aussi à la chute de la production manufacturière⁴⁰. Côté emploi, l'INSEE enregistre en 2019 une **belle embellie avec un solde net de créations de plus de 260 000 postes**. Il s'agit d'une augmentation supérieure à celle de 2018 (+160 000). Le **taux de chômage s'établit à 8,1% en fin d'année, soit le point le plus bas enregistré depuis fin 2008** (un pic à 10,5% avait été atteint en 2013)⁴¹. Soutenu par la faiblesse de l'inflation, la baisse du chômage et par les mesures sociales et fiscales⁴², **le pouvoir d'achat enregistre une hausse de 1,9%**⁴³ (contre 1,2% en 2018), soit **la plus forte augmentation enregistrée depuis 12 ans**.

La pandémie et le confinement ont causé **un arrêt brutal d'un tiers de l'économie (Insee)**, avec dans son sillage une augmentation massive du chômage : au 20 avril 2020, **4,575 millions de demandeurs d'emplois** étaient inscrits à Pôle Emploi en catégorie A, soit le chiffre le plus haut mesuré depuis 1996. A la mi-mai, **un million d'entreprises** avaient fait une demande de chômage partiel, concernant 13.1 millions de salariés, pour un équivalent de 5 milliards d'heures de travail (Dares). Bien **que difficilement prévisible** - aucune crise économique n'a vu se produire **l'arrêt simultané de l'offre et de la demande**, qui plus est pour des raisons **exogènes** au système financier et économique, ni l'arrêt brutal de l'économie sur décision politique - la récession est attendue⁴⁴ en France et au niveau mondial⁴⁵. L'INSEE a évalué l'impact de chaque mois de confinement à environ 3% du PIB⁴⁶, soit un impact total sur le PIB annuel de l'ordre de 10%, sans commune mesure avec la récession qui a suivi la crise des sub-primes. L'Unedic⁴⁷ estime que ; fin 2020, 900 000 emplois salariés seraient détruits par rapport au 4e trimestre 2019, conduisant à **630 000 demandeurs d'emploi supplémentaires** indemnisés par l'Assurance chômage en fin d'année par rapport à fin 2019.

³⁹ Insee note de conjoncture, décembre 2019

⁴⁰ Julien Pouget, direction des études et synthèses économique, *Recul inattendu du PIB français au dernier trimestre 2019 : les grèves n'expliquent sans doute pas tout*, publié le 19 février 2020 par blog.insee.fr

⁴¹ Insee Information rapides, *Au quatrième trimestre 2019, le taux de chômage passe de 8,5% à 8,1%*, 13 février 2020

⁴² Près de 12 milliards d'euros ont été redistribués aux ménages selon l'OFCE entre l'augmentation de la prime d'activité, la prime défiscalisée, la baisse des cotisations sociales, la réduction de la taxe d'habitation, la suppression de la hausse de la CSG sur les petites retraites

⁴³ Insee Informations rapides, *Le pouvoir d'achat accélère au quatrième trimestre 2019 (+0,7%) et sur l'année (+1,9%)*, 28 février 2020

⁴⁴ La finance pour tous, *Le Covid-19 plonge la France dans une violente récession*, 30 avril 2020

⁴⁵ La finance pour tous, *La pandémie du Covid-19 déclenche une crise économique mondiale*, 12 mai 2020

⁴⁶ INSEE, note de conjoncture sur l'impact du confinement, 30 mars 2020, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2020/03/30/flash-conjoncture-france-l-insee-estime-l-impact-d-un-mois-de-confinement-a-3-pts-de-pib-annuel>

⁴⁷ <https://www.unedic.org/espace-presse/actualites/lassurance-chomage-un-soutien-majeur-face-la-crise-du-covid-19>

2. Qui exacerbe les inégalités

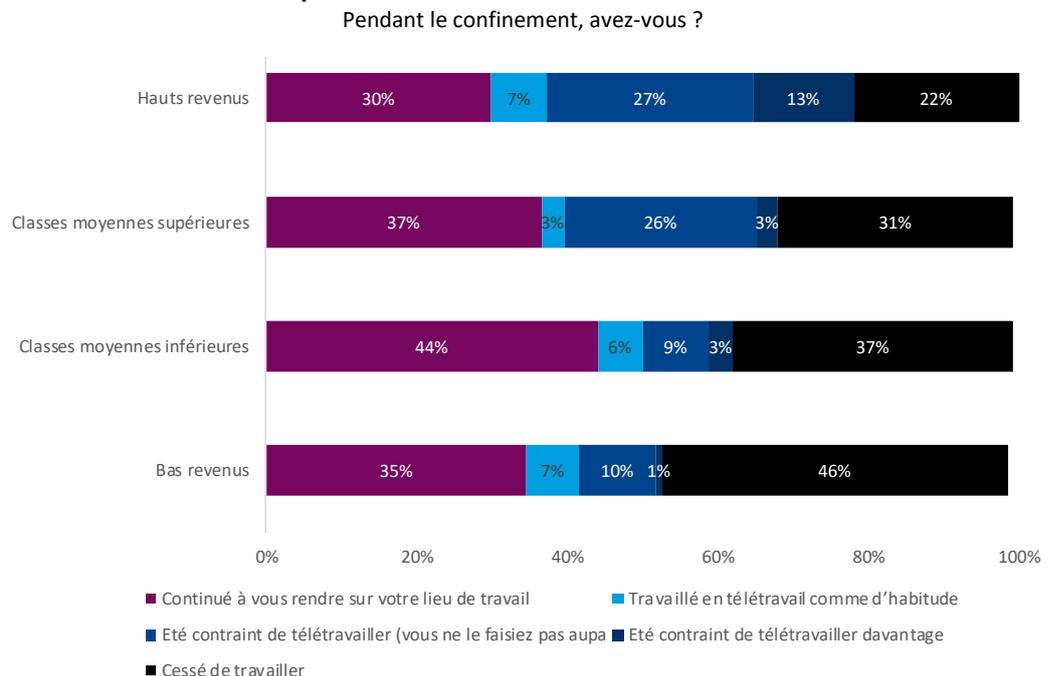
Les *disasters studies*, à la suite des recherches de Kai Erikson [1994], laissent à penser qu'une catastrophe, attentat, catastrophe naturelle et ici sanitaire, est de nature à **exacerber les failles d'une société qui y est confrontée**. La crise de la Covid-19 révèle et exacerbe, plus qu'elle ne crée, des différentiels de conditions de vie dans la société.

Des difficultés professionnelles exacerbées pour les catégories populaires

L'enquête Conditions de vie et aspirations menée pendant le confinement entre la mi-avril et le début mai, soit 3 semaines après le début du confinement, indique que 33% des actifs ont dû cesser leur activité (pour beaucoup en étant au chômage partiel), le télétravail s'est imposé à 31% des actifs (dont 20% de « nouveaux » télétravailleurs, expérimentant le télétravail pour la première fois), et 31% ont continué à se rendre sur leur lieu de travail⁴⁸.

Mais ces impacts, immédiats, ont été très différents suivant les classes sociales. L'**obligation de se rendre sur son lieu de travail** coûte que coûte (qui a fait émerger le terme « premiers de corvée ») a beaucoup plus souvent concerné les **ouvriers** (49%), les employés (41%) et les indépendants (41%) que les cadres et professions intellectuelles supérieures (16%) car, notamment, les deux-tiers de ces derniers ont pu télétravailler. Le chômage a, également, frappé plus durement les ouvriers (46%) que les cadres (15%). Les écarts selon le niveau de vie sont également sensibles, l'arrêt d'activité concernant deux fois plus souvent les actifs pauvres que les aisés (Graphique 23).

Graphique 23 – Deux fois plus de cessation d'activité pour les actifs pauvres que chez ceux avec des hauts revenus



Si la prise imposée de

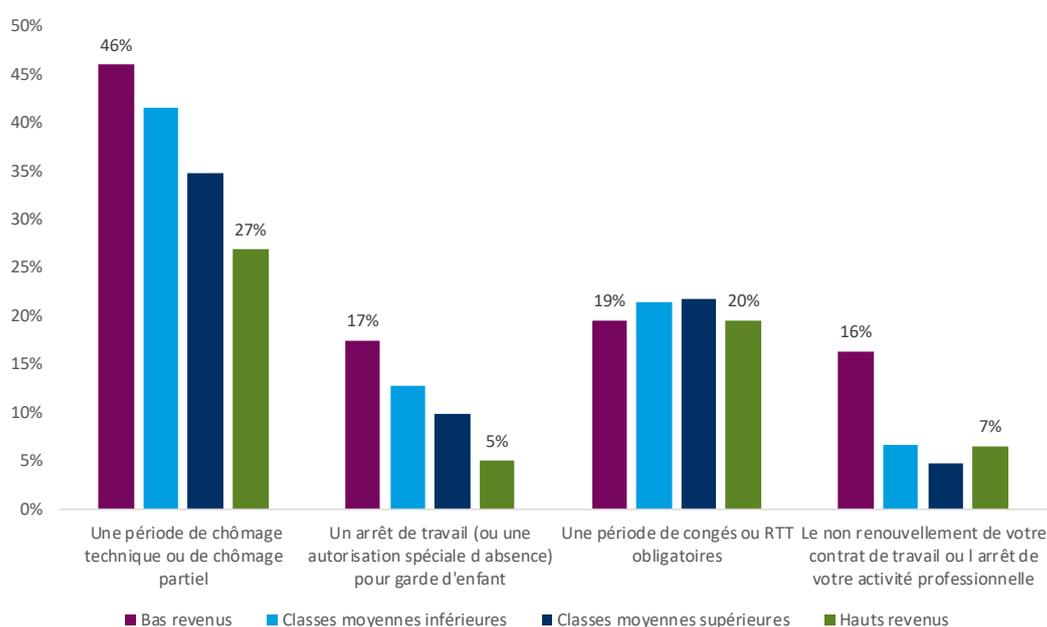
congés ou de RTT a autant concerné les actifs pauvres que les autres, le **chômage partiel** a beaucoup

⁴⁸ Des données convergentes avec celles mesurées dans l'enquête CAMME de l'INSEE Valérie Albouy, Stéphane Legleye (département des ressources et des conditions de vie des ménages, Insee) Conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socioprofessionnelle, Insee Focus No 197, paru le : 19/06/2020

plus souvent concerné **les plus pauvres** (46%) que les plus aisés (27%), les **ouvriers** (52%) que les cadres (27%). Les **situations de non-renouvellement de contrat** ou d'arrêt d'activité professionnelle sont également plus fréquentes chez les bas revenus, ainsi que chez les plus **jeunes** (18% des moins de 25 ans). Au total, **42% des bas revenus qui étaient actifs avant le confinement ont dû cesser complètement toute activité professionnelle**. La proportion est divisée de moitié chez les hauts revenus (20% sont dans ce cas). Comme l'explique l'OFCE dans sa note du 6 mai, le dispositif de chômage partiel « laisse de côté une partie des salariés les plus précaires, ceux travaillant avec un contrat de très courte durée, qui sont couverts par le dispositif mais se retrouvent au chômage à l'issue du contrat si celui-ci n'est pas reconduit, sans pour autant avoir acquis suffisamment de droits pour toucher une allocation chômage. »

Graphique 24 – La polarisation du marché de l'emploi accentuée par la crise

Au cours du confinement, s'agissant de votre situation professionnelle, avez-vous été concerné(e) par

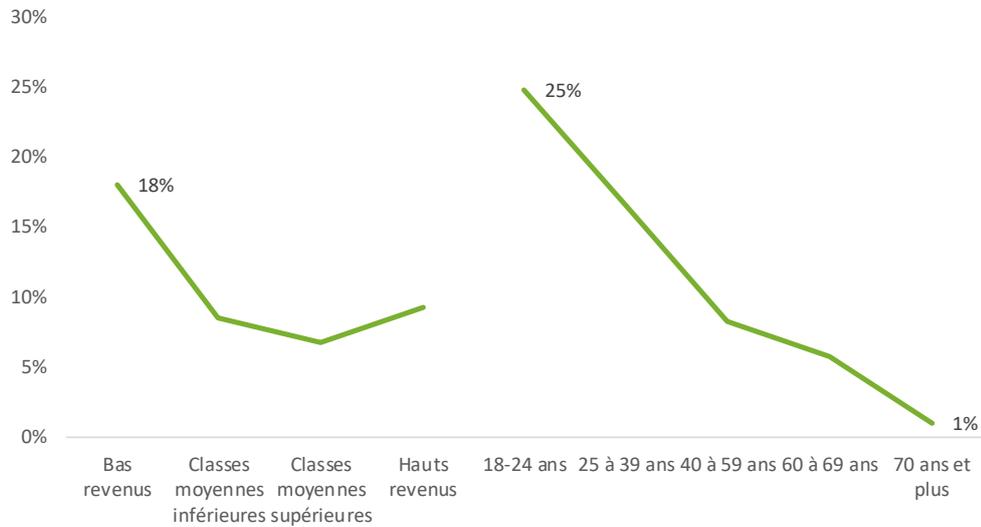


Source : CREDOC, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

Quant à l'arrêt pour prendre en charge un enfant, il concerne 17% des bas revenus contre 5% seulement des plus hauts revenus, et a affecté **deux fois plus de femmes** que d'hommes (15% vs 8%).

Les conséquences de la crise sont également **plus fortes pour les non-salariés**. A côté du statut d'indépendant « traditionnel » s'est développé depuis plusieurs années une « zone grise de l'emploi » notamment autour du capitalisme de plateformes. Entre 2016 et 2020, le taux de travailleurs sur des plateformes (type Uber ou autre) est passé de 8% en 2016 à 11% en 2020. Ce sont principalement les jeunes (25%) et les bas revenus (18%) qui, avant le confinement, occupaient ce type d'emploi, sans filet de sécurité.

Graphique 25 – Au cours des 12 derniers mois, avez-vous exercé une activité rémunérée de manière indépendante (autoentrepreneuriat, chauffeur ou hôte via un site internet, garde d'enfant ou aide aux personnes âgées, etc.) ?



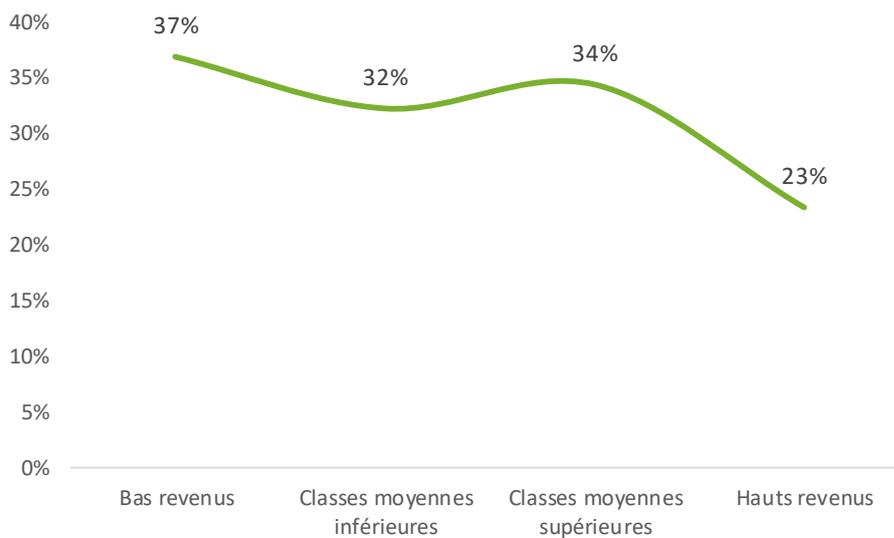
Source : CREDOC, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

Un impact sanitaire plus fort pour les plus modestes

Dans le même temps, la confrontation avec des risques sanitaires en lien avec l'activité

Graphique 26 – Les plus pauvres davantage exposés au risque du Covid-19 en lien avec leur activité professionnelle

Sur une échelle de 1 à 10, considérez-vous que la pratique de votre profession vous expose au covid 19 (1 signifie que vous n'êtes pas exposé et 10 que vous êtes très exposé) – en % de note 9 et 10



Source : CREDOC, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

professionnelle a également été différemment répartie, avec un sentiment d'exposition de 37% chez les travailleurs pauvres contre 23% chez les plus aisés. Les femmes (37%) sont également plus exposées que les hommes (27%), traduisant la surreprésentation de celles-ci dans les

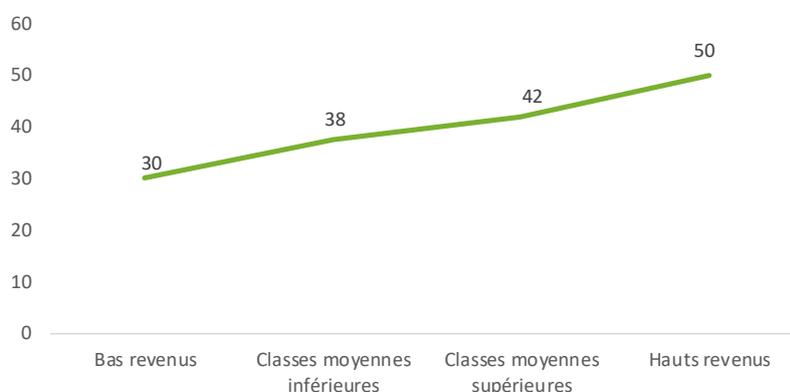
métiers⁴⁹ très sollicités pendant la crise : 90% des aides-soignants et 88% des infirmiers sont des femmes, tout comme 79% des caissiers ou vendeurs en magasin libre-service, ou 94% des aides à domicile ...

10% des bas revenus indiquent, par ailleurs, qu'ils **ont été confinés avec une personne ayant été infectée** par le virus (contre 7% des hauts revenus). Rappelons que différentes données scientifiques laissent supposer que les bas revenus ont été davantage **infectés par la maladie**⁵⁰, à la fois en liaison avec leurs renoncements aux soins plus importants, leurs conditions de confinement plus difficiles, leur exposition aux risques liées à leurs emplois moins qualifiés, plus en contact avec le reste de la population (livreur.e.s, caissier.e.s, éboueur.e.s, aides à domicile.), et leur taux de co-morbidité (diabète, obésité, hypertension artérielle, etc.) plus importants.

Vivre entre quatre murs ... un confinement à géométrie variable

Le confinement à domicile a mis en lumière des écarts en conditions de vie des Français, pré-existants. Les personnes avec des bas revenus ont disposé **d'un espace beaucoup plus réduit** (médiane de 30 m² par personne, contre 50 m² pour les foyers avec des hauts revenus, (Graphique 27). Dans **17% des cas, elles n'avaient pas accès à un espace extérieur**, pris au sens large (balcon, terrasse, jardin ou terrain, cour) contre 8% des hauts revenus.

Graphique 27 – Un confinement à géométrie variable
Nombre médian de m² par personne dans le logement où le confinement s'est déroulé



Source : CREDOC, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

Les foyers les plus pauvres ont plus souvent été confinés dans une configuration où cohabitaient **plusieurs générations** : 42% des bas revenus ont été confinés avec **leurs enfants** ou ceux de leurs conjoints contre 23% des hauts revenus, 23% avec leurs parents/grands parents contre 6% des hauts revenus.

⁴⁹ Une répartition déséquilibrée des professions entre les hommes et les femmes, Observatoire des inégalités, https://www.inegalites.fr/Une-repartition-desequilibree-des-professions-entre-les-hommes-et-les-femmes?id_theme=22 et Les métiers en 2020, Note d'analyse de la DARES, mars 2012, <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2012-022-2.pdf>

⁵⁰ L'étude menée en Angleterre par un collectif de chercheurs de l'université d'Oxford et de la London School of Hygiene and Tropical Medicine. Surmortalité en Seine Saint Denis en France selon les données de l'INSEE.

Des répercussions sur la scolarité des enfants et sur les tensions relationnelles chez les moins bien lotis

La prise en charge des enfants au sein du foyer, qui a résulté de la décision précoce de fermeture des crèches, écoles et universités annoncée dès le jeudi 12 mars, a également été plus complexe pour les bas revenus. Parmi les foyers avec enfants, ceux aux revenus modestes ont, plus souvent, été **confrontés à des difficultés pour assurer le suivi scolaire** de ces enfants (35% des bas revenus, 28% des classes moyennes inférieures, contre 22% pour les classes moyennes supérieures et 20% des hauts revenus)⁵¹. Plusieurs phénomènes expliquent ces difficultés. Les moins diplômés (38%) ont plus de difficultés que les diplômés du bac et du supérieur (25%) avec **un savoir scolaire** plus établi. Les bas revenus ont été plus souvent contraints de travailler **en dehors de leur domicile** pouvant de ce fait moins suivre et aider leurs enfants. Le **manque d'espace pour s'isoler** a vraisemblablement joué, différents travaux ayant montré l'impact d'avoir un espace à soi pour travailler au calme, sur la réussite scolaire⁵². Les plus mal lotis sont les **familles nombreuses** : 48% des parents de trois enfants ou plus ont eu des difficultés à assurer le suivi scolaire de leur progéniture. Et 32% des **familles monoparentales**.

La cohabitation forcée, dans des logements plus exigus, n'a pas été sans provoquer des **tensions**⁵³ : **18% des bas revenus indiquent qu'ils ont eu du mal à supporter les personnes** avec qui ils étaient confinés (contre 7% des hauts revenus). Au final, les bas revenus ont été particulièrement nombreux à considérer la période du confinement comme **très pénible** (25% attribuant une **note de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 11**, soit 10 points de plus que les hauts revenus).

Une période difficile pour les jeunes

L'enquête Conditions de vie montre, à travers ses indicateurs, que les écarts dans la perception du confinement sont particulièrement **contrastés entre générations**. Pour les plus jeunes, le confinement a été particulièrement difficile. La tranche d'âge des 15-24 ans sont plus nombreux à avoir trouvé le confinement très pénible (un peu moins d'un quart ont donné une note entre 7 et 10 contre 20% en moyenne). Au-dessus de 25 ans, la part des personnes qui ont trouvé le confinement très pénible est stable, aux alentours d'une personne sur cinq. Cette stratification par âge a évidemment partie liée avec la superficie disponible, les personnes plus âgées disposant en moyenne de plus **d'espace**. Une comparaison toutes choses égales par ailleurs montre toutefois qu'à superficie identique, l'effet de l'âge sur le fait d'avoir trouvé le confinement peu pénible reste très fort⁵⁴. Au-delà des questions de surface les jeunes sont ceux qui ont, habituellement, la sociabilité amicale⁵⁵ et à l'extérieur du domicile la plus développée⁵⁶ dans une période où cette **sociabilité amicale** est centrale dans la construction identitaire. 39% des jeunes indiquent qu'ils se sont **sentis plus seuls que d'habitude**, un taux qui décroît avec l'âge et est en moyenne de 27%. 25% indiquent qu'ils ont eu du **mal à supporter les personnes avec lesquelles ils ont été confiné** contre 11% en moyenne. La cohabitation n'a pas toujours

⁵¹ Source : Credoc/Cepremap, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

⁵² Marie Gouyon*Une chambre à soi : un atout dans la scolarité ?, INSEE, Données sociales - La société française, 2006

⁵³ Source : Credoc/Cepremap, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

⁵⁴ Mathieu Perona, Claudia Sénik, Sandra Hoibian, Les ambivalences du confinement, à paraître, juillet 2020

⁵⁵ Enquête Conditions de vie des Français du Credoc

⁵⁶ Enquête sur les pratiques culturelles des Français, DEPS, 2008

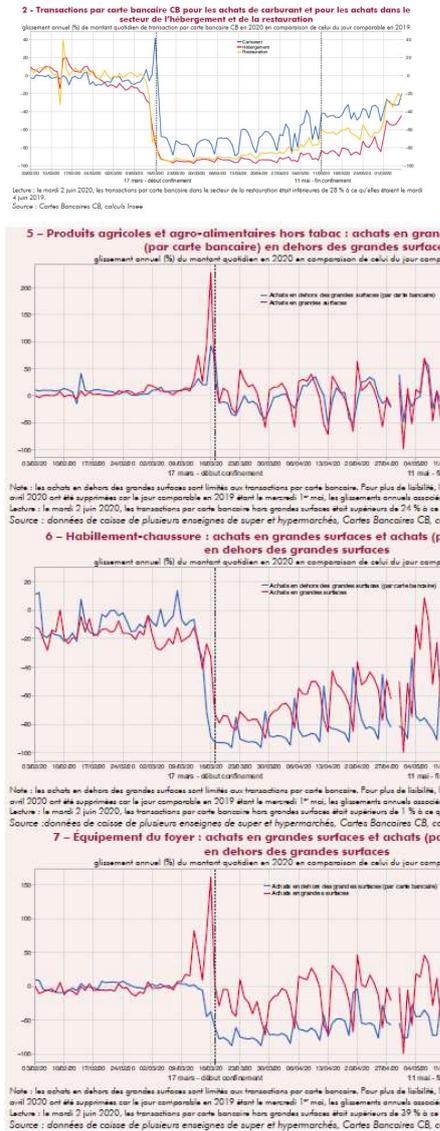
été facile d'autant que 12% des moins de 25 ans sont repartis vivre temporairement chez un membre de leur famille (contre 3% en moyenne). Les jeunes ont été plus nombreux à **rester cloîtrés chez eux** : 39% sont sortis moins d'une fois par semaine contre 29% en moyenne et 44% déclarent ainsi avoir réduit complètement les sorties du domicile contre 39% en moyenne : à quoi bon sortir lorsque toutes les activités de loisirs et les espaces de sociabilité (écoles, parcs, cafés) sont fermés et les interactions sociales prohibées ? 65% des jeunes indiquent que les contacts avec leurs amis sont la forme de sociabilité qui leur ont le plus manqué contre 53% en moyenne.

Au-delà des questions de lien social, les jeunes ont également été touchés de plein fouet par l'arrêt brutal de l'économie et en particulier la réduction des embauches, des stages et l'arrêt de facto de l'économie informelle (petits jobs comme les babysitting, etc.). Plus souvent en CDD que leurs aînés, ils ont été plus nombreux (20%) à **ne pas voir renouveler un contrat de travail** (8% en moyenne). Au total, les 15-24 ans ont été 43% à déclarer avoir souffert de maux de tête contre 33% en moyenne, 32% de nervosité contre 25% en moyenne.

Baisse de la consommation, et épargne « forcée » ... surtout pour les catégories aisées

Le confinement a eu un effet massif et immédiat sur la consommation. Les analyses de l'INSEE à partir des données de transaction bancaires sont éloquentes. A part l'agro-alimentaire dont les dépenses ont été préservées, avec même un pic de dépenses pour constituer des stocks au début du confinement, les autres postes de dépenses ont subi **des baisses drastiques**. Et certains n'ont toujours pas, comme ceux de carburant, hébergement et restauration, même après le début du déconfinement le 11 mai, retrouvé leur niveau d'avant crise.

Graphique 28 – La chute spectaculaire des achats

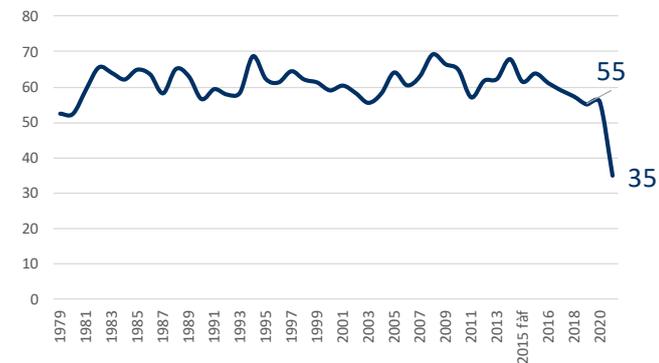


Source : INSEE, Point de conjoncture, 17 /06 /2020, Consommation des ménages

Habituellement le principal frein aux achats étudiés dans l'enquête Condition de vie porte sur le manque de ressources. Nous avons lors de cette vague, abordé également le sentiment de restriction dans les achats lié à d'autres raisons que financières : magasins fermés, difficultés d'approvisionnement, de transport, souhait de limiter les sorties.

L'analyse des réponses révèle une conséquence inédite du confinement. Alors que depuis quarante ans le **sentiment de ne pouvoir consommer autant qu'on le souhaiterait par manque de moyen financiers** évolue dans un couloir concernant entre 50 et 60% des consommateurs, le confinement marque **une baisse brutale** de celui-ci. 56% des Français avaient le sentiment de devoir renoncer à des dépenses faute d'argent en janvier, le taux chute à 35% pendant le confinement soit moins 21 points.

Graphique 29 – Le sentiment de devoir renoncer à des dépenses faute d'argent baisse lui aussi brutalement



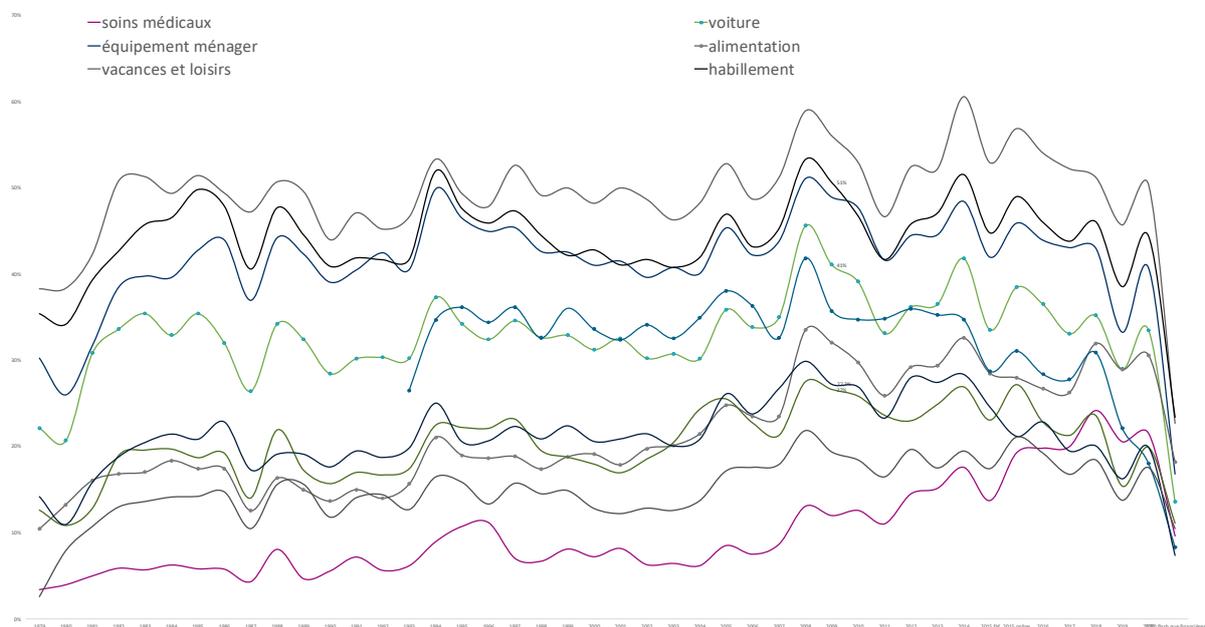
Source : CREDOC, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

La baisse est particulièrement forte sur des besoins que l'on pourrait qualifier de sociaux, nécessaires pour s'intégrer : le sentiment de devoir se restreindre financièrement sur ses dépenses de **vacances et loisirs** diminue de -28 pts, celui concernant l'habillement de -21 pts, l'équipement ménager (-24 pts), les dépenses de voiture -20 pts⁵⁷. Les dépenses « non essentielles », celles que l'on réalise pour « **rester** » dans le **coup d'une société où la consommation joue un rôle symbolique et statutaire** important, sont mécaniquement freinées : les besoins en habillement sont moindres lorsque l'on n'a pas à se rendre au bureau ou que l'on ne peut pas voir ses amis, le sentiment de devoir se priver de loisirs, de vacances pour des questions de budget

⁵⁷ Les autres baisses du sentiment de restriction financière entre janvier et avril sont : -13% pour le logement, -12% pour l'alimentation, -12% pour les soins médicaux, +10% pour le téléphone, internet et le matériel numérique, -9% pour le tabac et les boissons, -7% pour les dépenses pour les enfants

est moins fort si tout le monde est assigné à résidence. On observe ici un effet très classique de la « comparaison » qui participe à la formation de l'évaluation de son bien-être⁵⁸.

Graphique 30 – Le sentiment de devoir restreindre ses dépenses pour des raisons financières diminue quels que soient les postes du budget



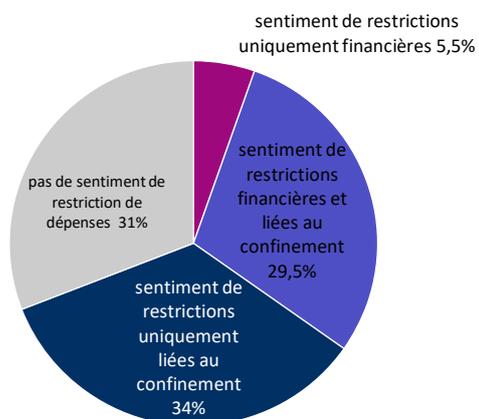
Source : CREDOC, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

Aux freins financiers, se sont ajoutés pendant le confinement d'autres obstacles aux achats : magasins et services fermés, difficultés d'approvisionnement, de transport, souhait de limiter les sorties pour éviter la contamination, impossibilités de déplacement... Au total ; si l'on cumule les freins financiers aux obstacles liés au confinement, 69% des Français déclarent avoir limité leurs dépenses.

Les formes de restrictions, qui ont pu découler des difficultés d'approvisionnement et des empêchements liés aux fermetures ou difficultés à se déplacer ont touché quasi uniformément toutes

⁵⁸ Voir les travaux de Claudia Sénik et du CEPREMAP sur la question <http://www.cepremap.fr/Conferences/2018-10-17-Strasbourg/mesure-aspects-et-determinants-du-bien-etre-subjectif.html#fn10>

Graphique 31 – Les différents freins à la consommation ressentis

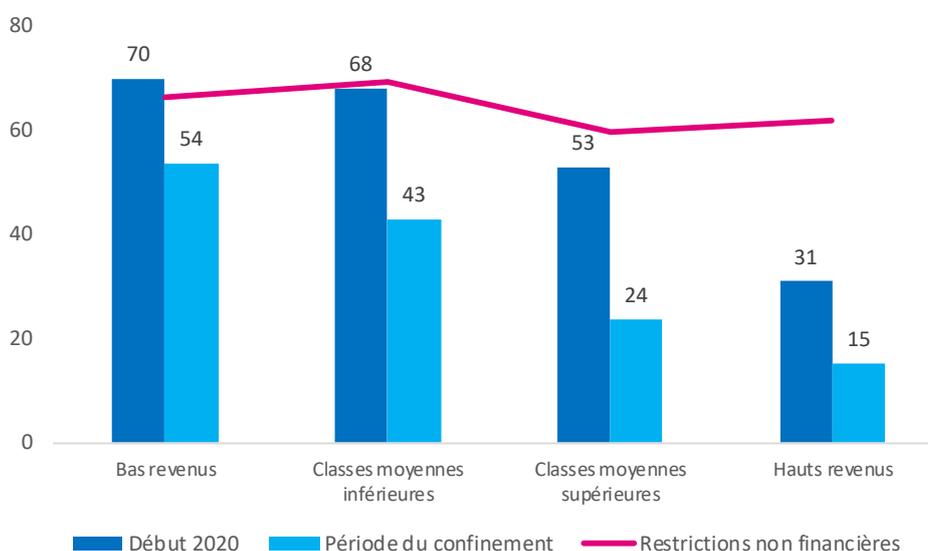


Source : CREDOC, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

les strates de la population (66% des bas revenus, 62% des hauts revenus). En revanche, la **baisse du sentiment de restriction financière est beaucoup plus nette chez les classes moyennes supérieures et les hauts revenus** (où il a diminué de moitié) qu'en bas de l'échelle des revenus (où ce sentiment a reflué d'un quart environ). Au sein des bas revenus, pendant le confinement, **plus d'une personne sur deux dit toujours se restreindre** (54%) par manque d'argent alors que cela ne concerne plus que 15% des hauts revenus.

Graphique 32 - Pendant le confinement, le sentiment de restriction budgétaire est resté vivace chez les bas revenus

Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer des restrictions sur certains postes de votre budget ? Est-ce que vous (ou votre foyer) avez dû renoncer à certaines dépenses pour d'autres raisons que financières : magasins fermés, difficultés d'approvisionnement, de transport, souhait de limiter les sorties...°



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations.

Une donnée qui laisse à penser que **l'essentiel des milliards d'épargne⁵⁹ « forcée » a surtout été accumulée par les hauts revenus**. Ajoutons pour soutenir cette hypothèse, que les postes de consommation qui ont le plus souffert des **limitations et interdictions liées à la crise sanitaire** sont les

⁵⁹ Le dernier bilan de la Banque de France, au 29/05/2020, fait état d'un surplus d'épargne financière des ménages de 55 milliards à fin avril 2020. <https://www.banque-france.fr/communiquede-presselimpact-de-la-crise-du-covid-19-sur-la-situation-financiere-des-menages-et-des-entreprises> Estimation OFCE

postes de **loisirs, tourisme, et de transport**, dépenses qui marquent le plus l'écart entre les bas et hauts revenus, selon les derniers travaux de l'INSEE, à partir de l'enquête Budget des familles 2017.

Graphique 33 – L'écart de revenus se traduit habituellement par davantage de dépenses de loisirs, voyages, habillement, transports

	Propriétaires			Locataires		
	1 ^{er} quintile	5 ^e quintile		1 ^{er} quintile	5 ^e quintile	
Hébergement et restauration	1 320	5 330	4 010	1 280	5 840	4 560
Transports	3 460	10 710	7 250	2 590	8 930	6 340
Loisirs et culture	1 710	5 720	4 010	1 270	5 380	4 110
Autres biens et services	3 410	6 950	3 540	1 870	4 860	2 990
Alimentation	4 230	7 580	3 350	3 290	5 090	1 800
Équipement du logement	1 150	4 180	3 030	680	2 210	1 530
Logement	2 170	4 030	1 860	4 910	12 450	7 540
Habillement	730	2 200	1 470	1 090	2 350	1 260
Santé	1 030	2 430	1 400	820	2 130	1 310
Alcool et tabac	1 000	1 790	790	980	1 690	710
Communications	840	1 170	330	830	1 120	290
Enseignement	140	380	240	170	180	10
Consommation totale	21 180	52 480		19 790	52 210	

Note : les usagers et logés gratuits sont classés parmi les propriétaires. En 2017, 66 % des ménages du 1er quintile de niveau de vie sont locataires ; contre 21 % des ménages du 5e quintile de niveau de vie.

Lecture : en 2017, pour les ménages locataires du 1er quintile de niveau de vie, le logement représente 25 % de la consommation, soit 4 910 euros en moyenne par ménage.

Champ : ménages ordinaires, France hors Mayotte.

Source : Insee, enquête Budget de famille 2017 ; données provisoires, recalées sur les comptes nationaux.

Au total, une situation financière dégradée pour les catégories populaires, possiblement améliorée pour les plus aisés

Si les dépenses ont, mécaniquement diminué pour beaucoup, les ressources ont pu aussi être, déjà, affectées. Selon l'OFCE⁶⁰, « les stabilisateurs automatiques et les politiques engagées pendant la pandémie pour préserver le tissu économique conduisent les administrations publiques – principalement l'État et les administrations sociales – à absorber 58% de la perte d'activité. Les ménages et les entrepreneurs individuels (ainsi que le secteur associatif) **encaissent une perte de revenu de 14 milliards, soit près de 10% du total.** » Les effets du confinement et de la crise sur le budget des ménages ont été multiples sur les **ressources** : effets du chômage partiel dont les indemnités ne couvrent pas la totalité des salaires, des cessations d'activité, perception plus difficile par les plus pauvres des prestations dans les bureaux de poste, disparition de l'économie informelle (petits jobs étudiants par exemple) ... L'OFCE⁶¹ estime par exemple que les salariés en chômage partiel ont perdu 410 euros en moyenne pour huit semaines de confinement. Au total, entre l'évolution des dépenses et celles des ressources, dans l'enquête Conditions de vie et aspirations, une personne sur

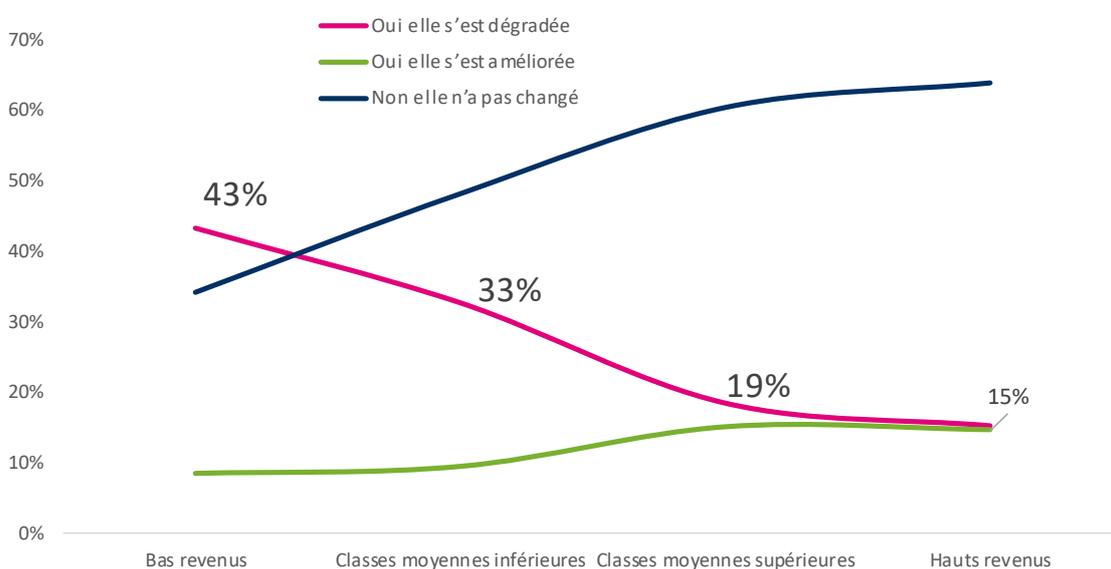
⁶⁰ Ofce, Policy brief n°75, 26 juin 2020, Magali Dauvin, Bruno Ducoudré, Éric Heyer, Pierre Madec, Mathieu Plane, Raul Sampognaro, Xavier Timbeau., Département analyse et prévision de l'OFCE*, sous la direction d'Éric Heyer et de Xavier Timbeau

⁶¹ Évaluation au 6 mai 2020 de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement sur le marché du travail en France, Bruno Ducoudré et Pierre Madec *Sciences Po, OFCE*

deux déclare n'avoir perçu aucun changement dans sa situation financière, **28% signalent une dégradation tandis que 12% évoquent une amélioration**. Au sein des bas revenus, ce sont **43% des individus qui évoquent une dégradation** (+ 15 points par rapport à l'ensemble), c'est le cas de figure le plus répandu dans cette catégorie de population. Les plus aisés indiquent, quant à eux, une situation « stable ». Compte tenu des différences de situation professionnelle et d'épargne évoqués plus haut, et de la pudeur, voire du pessimisme habituel de la société française pour parler de sa situation financière, on peut supposer que la déclaration d'une « situation stable » cache au moins pour partie une amélioration chez les catégories supérieures. De la même manière, il est possible que chez les bas revenus, une partie des déclarations de « situation financière dégradée » exprime aussi une inquiétude face à l'avenir et aux impacts de celle-ci sur leur situation.

Graphique 34 – Une dégradation de la situation financière beaucoup plus marquée pour les bas revenus

Au final, diriez-vous que la situation financière de votre foyer a changé depuis les mesures de confinement ?



Source : CREDOC, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

Une situation d'autant plus préoccupante, qu'avec les difficultés rencontrées par le tissu associatif à maintenir son activité de soutien, et avec l'isolement provoqué mécaniquement par le confinement, **18% des bas revenus déclarent « qu'ils n'ont plus personne vers qui se tourner, contre 6% des hauts revenus »**⁶².

3. La cohésion sociale – pour un temps ? – renforcée

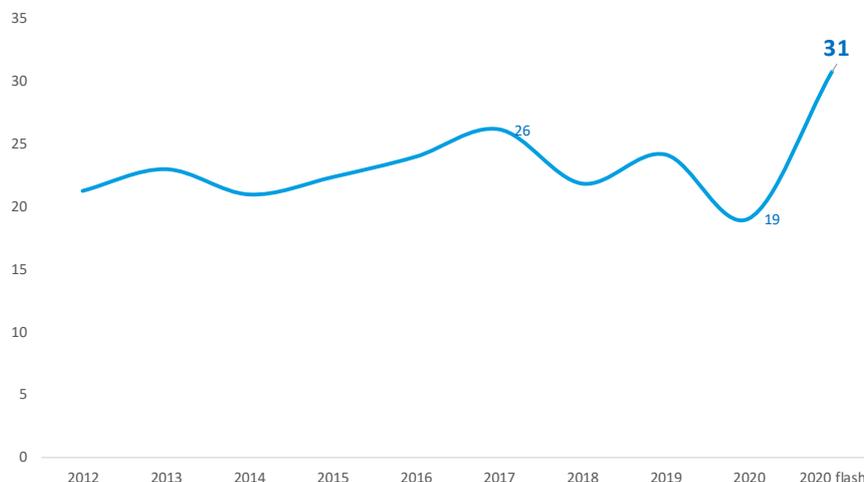
Tous unis contre la menace

Dans le prolongement des travaux précurseurs de Georg Simmel [(1908) 1992], on peut attendre d'une société en proie à une attaque extérieure **qu'elle fasse front** contre ses assaillants, ses membres passant alors outre leurs différents et divergences face à l'adversité. De fait, **la cohésion sociale est jugée, beaucoup plus que d'ordinaire, importante**. Alors que la proportion de Français estimant que

⁶² Source : Credoc/Cepremap, Conditions de vie et aspirations, avril 2020

la cohésion sociale était importante dans leur vie était de 19% en janvier 2020, la proportion passe à 31% en avril, soit +12 pts.

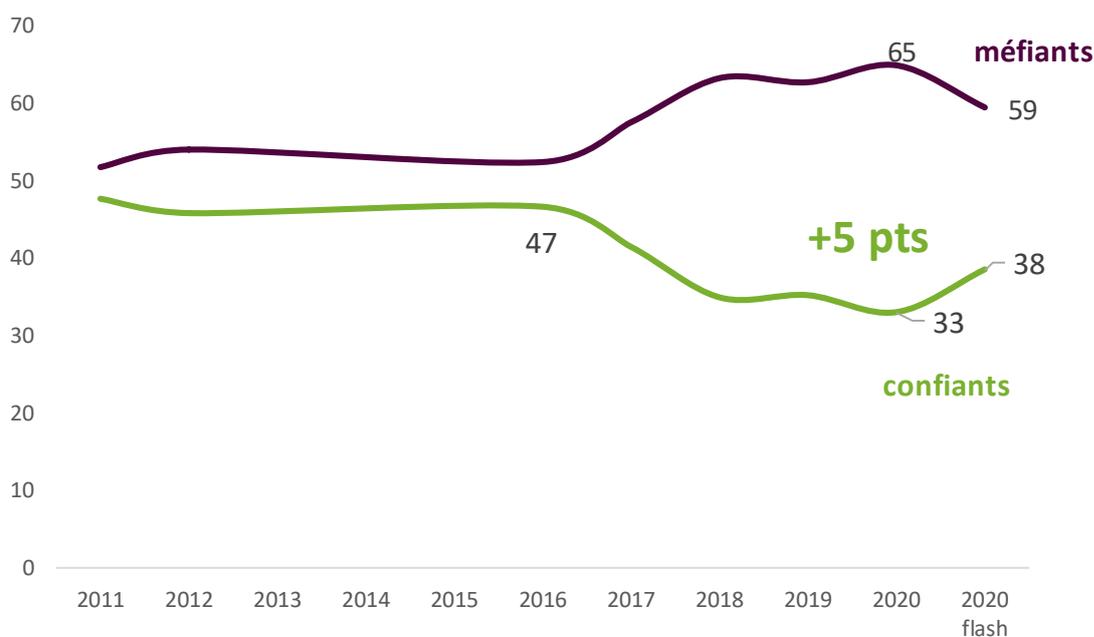
Graphique 35 – Pour chacun des domaines de la vie suivants, pouvez-vous attribuer une note de 1 à 17 selon l'importance que vous lui accordez ? (en % de réponse « La cohésion de la société »)



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, début 2020

Au-delà des aspirations, on constate que **la cohésion se trouve effectivement légèrement renforcée** sous l'effet de la crise sanitaire. La **confiance en autrui a progressé (+6 pts)** alors qu'elle suivait une chute continue depuis plusieurs années.

Graphique 36 – Et en règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant ?



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations

On aurait pu s'attendre à une évolution inverse, dans une période où l'autre pourrait être vu comme un contaminateur en puissance. La multiplication des **initiatives individuelles**, et très médiatisées, semblent avoir rendu une forte fierté collective et de confiance en autrui. En effet, **19% déclarent avoir rendu service** au personnel soignant, ou à des personnes fragiles pendant le confinement. Les jeunes (23% 25-39 ans, 22% des moins de 25 ans), et les bas revenus 22% ont été en première ligne de cet élan de solidarité. Et surtout, la cohésion sociale s'est incarnée en cette période inédite par le mot d'ordre et hashtag « **restezchezvous** ». **L'acte individuel de rester chez soi a ainsi été présenté comme le paragon de l'attention à autrui, du civisme et de la solidarité** pour limiter la propagation de l'épidémie. Rappelons que fin mars, 71% des Français⁶³ craignaient surtout comme conséquence du coronavirus « **des décès parmi la famille, les amis et les connaissances** » contre seulement 48% des Italiens, pourtant durement touchés par la pandémie. L'inquiétude ressentie pour soi par rapport à l'infection de la maladie était moins forte (54%).

Graphique 37 – Quelles conséquences craignez-vous le plus du coronavirus ?

	Des décès parmi la famille, les amis et les connaissances	L'infection / la maladie / Un rétablissement difficile	Une crise économique globale	Une crise économique intérieure	Une perte de revenu / Du chômage / l'insolvabilité	Une interdiction de voyager (plus longue)	Un couvre-feu (persistant)	Je ne crains aucune conséquence du coronavirus	NSPP
France	71%	54%	47%	17%	29%	13%	9%	3%	1%
Espagne	67%	47%	37%	46%	46%	5%	11%	1%	1%
Royaume-Uni	63%	50%	35%	33%	34%	10%	13%	2%	4%
Total	51%	49%	41%	38%	35%	13%	12%	2%	3%
Italie	48%	52%	41%	51%	42%	13%	15%	1%	1%
États-Unis	43%	47%	37%	39%	45%	11%	9%	4%	3%
Allemagne	34%	49%	42%	45%	27%	17%	21%	4%	3%

Source : Sondage effectué entre le 24 mars et le 30 mars 2020 auprès de 10 963 personnes en Allemagne, Espagne, Italie, France, Belgique, Royaume-Uni, Suisse, Pologne, et aux États-Unis. Les résultats ont été pondérés et sont représentatifs de la population de chaque pays (18 ans et plus).

Le respect du confinement, est donc probablement perçu avant tout comme un signe de **responsabilité individuelle vis-à-vis d'autrui**. Or, nous interrogeons nos concitoyens depuis plusieurs années, sur ce qui contribue, selon eux, le plus à renforcer la cohésion sociale. **Les « efforts de chacun pour vivre ensemble » sont, de longue date, et de manière réaffirmée en avril 2020, au cœur de ce**

⁶³ Sondage Yougov effectué entre le 24 mars et le 30 mars 2020 auprès de 10 963 personnes en Allemagne, Espagne, Italie, France, Belgique, Royaume-Uni, Suisse, Pologne, et aux États-Unis.



qui « contribue le plus à renforcer la cohésion sociale » du point de vue de nos concitoyens (31%). Déjà en 2011, 2012, 2013, 2014 dans les travaux menés avec la DGCS et en 2016, c'est toujours cette réponse qui arrivait en premier⁶⁴. Dans la même veine 12% (+2 pts/2016) soulignent l'importance des engagements des citoyens dans les associations comme ciment du vivre-ensemble. Dans une société mue par un mouvement d'individualisation de longue date⁶⁵, et où la mobilité est fortement valorisée, l'acte individuel consistant à renoncer à la liberté de déplacement devient un moyen d'être solidaire avec son prochain. Tandis que la protection sociale est jugée moins essentielle par exemple.

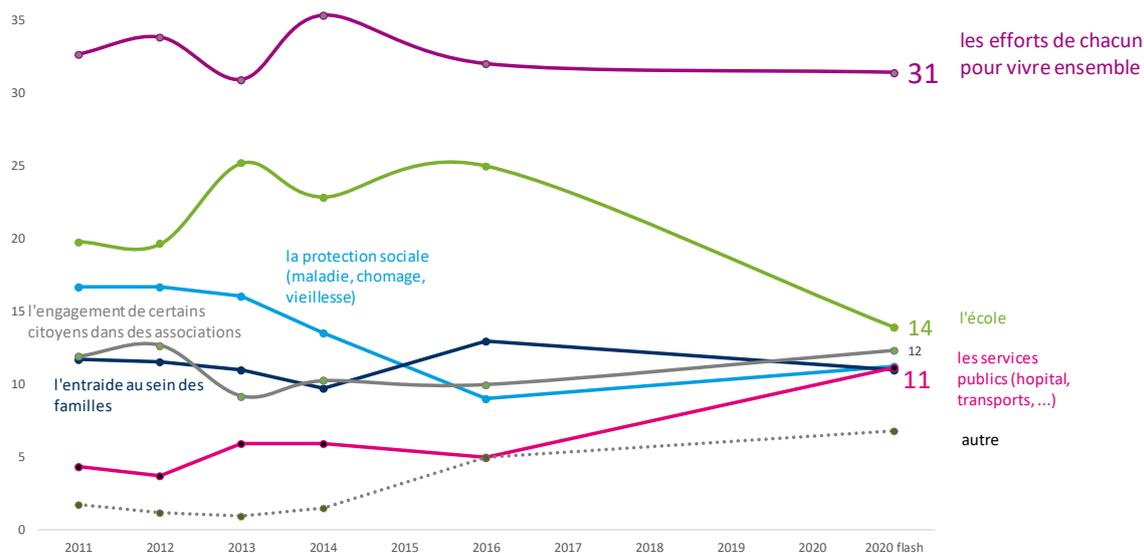
Avec la crise sanitaire, les services publics (hôpital, transports...), sous les feux des projecteurs, sont jugés beaucoup plus indispensables au vivre ensemble (+6 pts par rapport à 2016, date de la dernière mesure). La résistance du système de santé, l'engagement des soignants mais également des « invisibles » du service public au sens large (conducteurs de bus, rippeurs...) (re)légitiment en quelque sorte la place des services publics. Nombreux sont les Français qui ont applaudi à leurs balcons à 20h pour remercier les « héroïnes du quotidien » sans lesquelles la société n'aurait pu fonctionner et qui s'exposent, pour les autres, aux risques de contamination : personnel soignant, éboueurs, caissier.es, aides à domicile, etc. A l'inverse, l'école (14%), perd 11 points, sans nul doute en liaison avec la fermeture de ces lieux de socialisation.

⁶⁴ Données du baromètre DREES

⁶⁵ Pierre Bréchon, Frédéric Gonthier et Sandrine Astor, (dir.) La France des valeurs, quarante ans d'évolution, PUG, Libre cours politique, 2018 ; Pierre Bréchon et Olivier Galland, Individualisation et individualisme, 2013/2020, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00822952/> ; Pierre Bréchon et Olivier Galland, L'individualisation des valeurs, Armand Colin, 2010, pp.13-30. Sandra Hoibian, « Le modèle social à l'épreuve de la crise, Baromètre de la cohésion sociale 2014 », Collection des Rapports, n° R312, CREDOC, 2014, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R312.pdf> ; SINGLY (de) François, L'individualisme est un humanisme, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, 2005.

Graphique 38 – Les services publics jugés plus importants pour la cohésion sociale

Selon vous, aujourd’hui en France, qu’est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ?



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations (enquête pour la DGCS en 2011,2012,2013,2014 en face à face), puis menée en ligne par le CREDOC à partir de 2015

La philosophe Cynthia Fleury voit dans la crise du coronavirus un moyen de se rendre compte que « *les comportements collectifs nous protègent des vulnérabilités individuelles*⁶⁶. » La situation sur le plan de la cohésion sociale nous semble précisément inverse : **chacun est appelé individuellement à faire preuve de responsabilité** pour se protéger et protéger les autres de **vulnérabilités collectives**, en l’occurrence celles liées à **l’évolution du système de santé** (diminution des durées d’hospitalisation, réduction du nombre de lits, recherche d’économies financières ayant eu comme conséquence une insuffisante quantité de masques, etc).

Le regain de solidarité constaté sera-t-il passager ou marquera-t-il les esprits et les actions ? Difficile de le dire aujourd’hui. Et comme souvent la population française anticipe l’avenir sous un jour sombre. Selon une étude des Petits Frères des Pauvres menée pendant le confinement **auprès de personnes âgées**, 69 % ont constaté l’élan de solidarité envers elles pendant la crise mais seulement **31% pensent que les Français seront plus solidaires après la crise...**⁶⁷. **Et seuls 28% des Français croient que le monde «d’après » sera plus solidaire**, à l’exception notable des jeunes (42% des moins de 35 ans), mais aussi des plus hauts revenus (43%) selon une étude de la Fondation des Apprentis d’Auteuil⁶⁸.

⁶⁶ https://www.rtbf.be/lapremiere/emissions/detail_dans-quel-monde-on-vit/accueil/article_cynthia-fleury-apres-la-crise-du-coronavirus-il-faudra-combattre-ceux-qui-vous-diront-qu-il-faudra-continuer-comme-avant?id=10467447&programId=8524

⁶⁷ « Rapport Petits Frères des Pauvres Isolement des personnes âgées: les effets du confinement » #4 juin 2020 Réalisé à partir de l’étude CSA Research.

⁶⁸ « *La solidarité à l’épreuve du coronavirus* », menée par Ipsos auprès de l’ensemble des Français et des hauts revenus, Ipsos mai 2020.

Un souhait de réduction des inégalités ... déjà présent de longue date

Au-delà de la solidarité, la cohésion sociale s'appuie sur de multiples dimensions au rang desquelles figurent la **réduction des inégalités, et la reconnaissance** de place de chacun⁶⁹. Selon la sociologue du travail Dominique Méda, cette crise a agi comme un « *révéléateur des interdépendances qui nous lient au sein de la société* », en faisant notamment apparaître « *l'utilité immense de métiers qui étaient jusque-là invisibles ou faisait l'objet d'une faible considération* » : « *métiers du "care", de la vente, du nettoyage, du transport, de la production...*⁷⁰ ». Les analyses de Jean Pierre Dupuy complètent ce regard sur la **visibilité du lien social** rendu prégnant par la crise et le sentiment de panique⁷¹. Une caractéristique de la **panique est qu'elle donne à voir « le lien social »** entre les individus. Lien parfaitement invisible en temps normal. Si la **reconnaissance symbolique** de métiers jusqu'alors invisibles a été de mise, des applaudissements aux balcons, aux hommages répétés et appuyés du **chef de l'Etat**, celle-ci ne peut suffire. En particulier, la **rémunération** indique la « valeur » donnée par une société à une profession. L'échelle des salaires exprime quels sont les mérites qu'une société estime juste de rétribuer davantage. Selon les convictions de chacun, on pourra considérer que le salaire doit être avant tout lié au niveau de compétences, de diplôme, à la « rareté » d'un profil très recherché sur le marché du travail, aux gains économiques produits, à l'utilité sociale et au caractère indispensable de la profession, aux efforts ou à la pénibilité des métiers⁷²....

Nous avons donc cherché à identifier si la crise sanitaire avait fait bouger les lignes du modèle de cohésion sociale attendu par le corps social en valorisant davantage des professions jusqu'alors souvent invisibles.

L'idée que **les inégalités sociales doivent être limitées pour maintenir la cohésion sociale** n'est pas, du point de vue de la population, la première des conditions à celle-ci (13% derrière le respect mutuel 29%) mais elle progresse (**+4 pts** par rapport à 2013, dernier point de mesure). En matière de grands principes concernant la cohésion sociale, une attente **d'ordre et de respect des lois** est en progression (nous y reviendrons). La demande d'action des pouvoirs publics pour réduire les **inégalités entre les femmes et les hommes** (17%, + 8 points) pour renforcer la cohésion sociale, a probablement bénéficié de la forte visibilité de la thématique depuis me-too, mais aussi possiblement de la mise en avant de la place prépondérante **des femmes** dans les métiers de service et du care, invisibles mais indispensables. En effet, aujourd'hui, ce que l'on pourrait qualifier d'armée de l'ombre (caissier.e.s de supermarchés, éboueurs, brancardiers, magasiniers, infirmier.e.s, aides ménagères, aides à domicile, livreurs, gardes d'enfants, etc...), est largement féminine comme nous l'indiquions plus haut. Or ces professions jugées peu qualifiées, car les compétences de soin et d'attention à autrui sont souvent essentialisées comme des compétences « naturelles » des femmes, sont aujourd'hui moins rémunérées que des professions dites qualifiées (cadres, ingénieur.e.s, etc), davantage occupées par des hommes, et considérées comme apportant « de la richesse » à la société

⁶⁹ On pourra également citer, le lien social, modèle social, la qualité de vie, la légitimité des institutions publiques et privées, la participation des individus.

⁷⁰ <https://irisso.dauphine.fr/>

⁷¹ Dupuis La panique 2003 Paris Les empêcheurs de Penser en Rond- article dans Nguyễn, J. (2009). Crises financières et lien social : une analyse de la panique. *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 20(1), 183-191. doi:10.3917/rhsh.020.0183.

⁷² Des travaux sociologiques avaient montré que la population française préfère que **les efforts de chacun** soient davantage récompensés via des rémunérations élevées **que les qualifications**, comme c'est le cas aujourd'hui (Forsé et Parodi, 2009)

Graphique 39 – Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ?

	2011	2012	2013	2020 flash	Evolution /2013
Les citoyens doivent se respecter les uns les autres	40	40	44	29	-11 pts
Les citoyens doivent respecter les lois	16	17	20	27	+7 pts
Les inégalités sociales ne doivent pas être importantes	11	11	9	14	+5 pts
Les citoyens doivent être solidaires les uns des autres	19	18	14	14	=
Les citoyens doivent partager les mêmes valeurs	9	10	9	11	+2pts
Les citoyens doivent partager un projet d'avenir commun	4	4	4	4	=
[Nsp]	0	0	0	2	+2 pts

Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations (enquête pour la DGCS en 2011, 2012, 2013, 2014 en face à face), puis menée en ligne dans le cadre de l'enquête Flash d'avril 2020

Graphique 40 – Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ?

	2011	2012	2013	2014	2020 flash	Evolution flash/2014
Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi	53	52	52	51	31	-20
Punir plus sévèrement les délinquants	10	11	14	12	28	+16
Garantir une éducation de qualité	25	25	24	22	21	0
Permettre à tous de bien se loger de se soigner)	37	39	34	34	19	-15
	16	16	13	16	17	1
Favoriser l'égalité entre les hommes et le femmes	9	8	9	9	17	+8
Soutenir la croissance économique	10	9	14	15	14	-1
Aider les jeunes à démarrer dans la vie	17	16	19	20	14	-6
Favoriser la diversité des populations dans chaque quartier	7	7	7	7	9	2
Avoir une politique culturelle dynamique, qui permette des moments de partage entre les citoyens)	8	8	6	6	8	2
Soutenir les personnes handicapées	4	5	4	6	8	2
autre	3	2	2	2	4	3

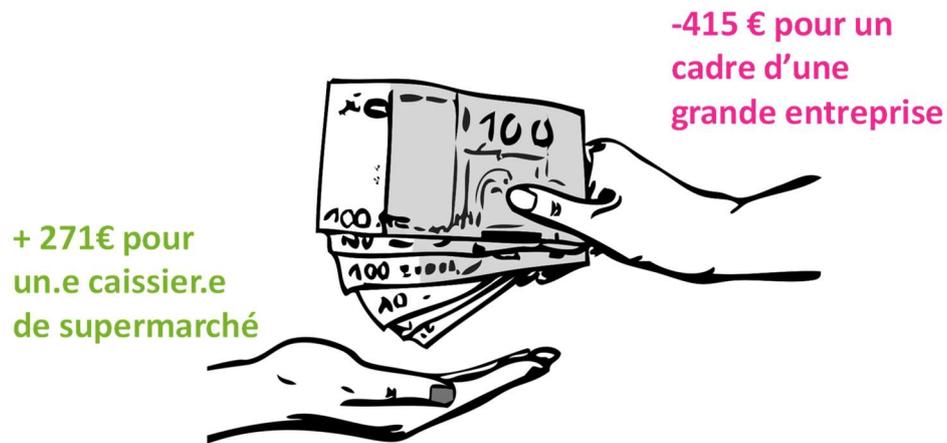
Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations (enquête pour la DGCS en 2011, 2012, 2013, 2014 en face à face), puis menée en ligne dans le cadre de l'enquête Flash d'avril 2020

L'attente de réduction des inégalités est donc un peu amplifiée, sans être bouleversée. Elle s'inscrit dans des attitudes présentes de **longue date** dans la population. Nombreux travaux ont montré la forte sensibilité des Français aux inégalités et le souhait d'une plus grande justice sociale. En 1998, déjà, le CREDOC s'intéressait aux inégalités perçues et aux souhaits de réajustement de salaire entre deux catégories : les cadres supérieurs de grandes entreprises et les « caissières » de supermarché. Nous avons réédité l'exercice en avril 2020⁷³. En avril 2020, les Français estiment que les caissier.e.s devraient gagner davantage (270€ de plus par mois en moyenne, soit une revalorisation de 21% de

⁷³ La formulation de la question féminisait la profession des caissiers. Une formulation inclusive caissier.e.s a été choisie en 2020.

leur salaire estimé), et le salaire d'un.e cadre dans une grande entreprise devrait être diminué de 415 euros, soit -10% de leur salaire estimé).

Graphique 41 – Ecart moyen de salaires souhaités par la population par rapport aux salaires net moyens estimés



Source : Enquête Conditions de vie et aspirations Flash, avril 2020

Cette revalorisation est très proche de celle qui était attendue en 1998.

Les analyses sur les inégalités peuvent être différentes selon les types de calculs⁷⁴, c'est pourquoi nous indiquons différentes mesures (valeur absolue, rapport, évolution) dans le tableau ci-dessous. La crise sanitaire a mis ces professions sur le devant de la scène et ne semble pas avoir révolutionné les attentes de la population. Il y a vingt ans déjà, la société aspirait déjà à une **diminution des inégalités de salaires en les tirant plutôt vers le haut** : baisser un peu les salaires des cadres (-14% en 1998, -10% en 2020) et augmenter plus fortement les salaires des caissier.e.s (+21% en 1998, +32% en 2020)⁷⁵.

⁷⁴ Louis Maurin, Quels sont les indicateurs de mesure des inégalités de revenus ? <https://www.inegalites.fr/Quels-sont-les-indicateurs-de-mesure-des-inegalites-de-revenus>

⁷⁵ Pour plus de détail voir, Sandra Hoibian, « Payer davantage les « héroïnes du quotidien » une aspiration... déjà présente il y a vingt ans », Note de synthèse n°30, mai 2020

Graphique 42 – Salaires net mensuels estimés et souhaités par la population en 2020 et en 1998

Cadre supérieur.e dans une grande entreprise						
	statistique Insee salaire net mensuel d'un.e cadre ou profession intellectuelle supérieure 2015	salaire net mensuel estimé d'un.e cadre supérieur.e dans une grande entreprise	salaire net mensuel souhaité d'un.e cadre supérieur.e dans une grande entreprise	différence en valeur absolue	différence en %	
2020	4076	4184	3769	-415	-10%	
1998	3111	4833	4178	-654	-14%	

Caissier.ère (de supermarché)						
	statistique insee salaire net mensuel d'un.e employé.e 2015	SMIC net de CSG et CRDS mensuel (pour 151,67)	salaire net moyen estimé, par mois, d'un.e caissier.ère (de supermarché)	salaire net moyen souhaité, par mois, d'un.e caissier.ère (de supermarché)	différence en valeur absolue	différence en %
2020	1654	1204	1309	1580	271	21%
1998	1198	930	865	1140	276	32%

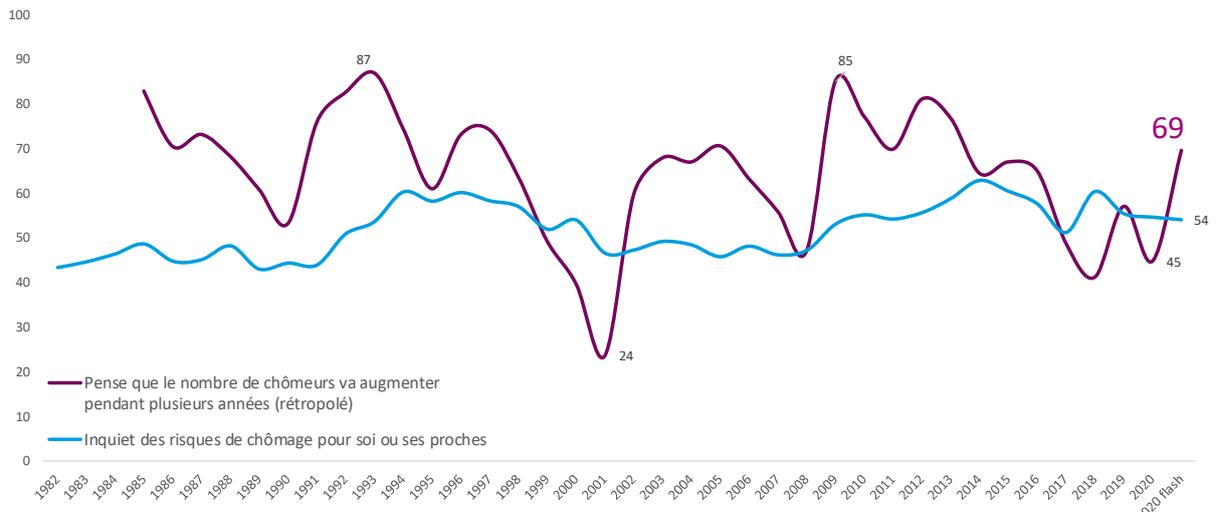
Rapport	Rapport cadre/employé statistique publique	Rapport salaire net estimé	Rapport salaire net souhaité
2020	2,46	3,20	2,39
1998	2,60	5,59	3,66

Source : Enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020 et printemps 1998

Davantage de craintes vis-à-vis des finances publiques que concernant la pauvreté

En revanche, les Français sont inquiets par rapport aux dépenses. Dès le début de la crise sanitaire, le gouvernement français et l'Union européenne ont mis en place des **mesures d'urgence massives de soutien** à l'économie pour limiter, autant que faire se peut l'impact économique du confinement. Ce faisant, l'Etat Français, et plus globalement l'Europe, cherche à ne pas ré-éditer les politiques d'austérité mises en place lors de la crise de 2008 et qui auraient ralenti fortement le retour de la croissance dans la zone euro. La liste des dispositifs et soutiens mis en œuvre en France est spectaculaire et semble quasi-infinie : élargissement du mécanisme de chômage partiel à des millions de salariés, aides exceptionnelles aux indépendants, fond de solidarité pour les petites entreprises, prolongation de l'indemnisation des chômeurs en fin de droits, aides exceptionnelles des Caf, maintien des droits des assurés sociaux et leur accès aux soins, report de la trêve hivernale pour les expulsion locatives, indemnisations des arrêts maladies dès le premier jour d'arrêt, création d'un arrêt temporaire d'activité indemnisé pour garde d'enfants, aides alimentaires et besoins de première nécessité pour les plus démunis, plans de soutiens à différentes filières touchées de plein fouet par la crise : aéronautique, tourisme, culture, etc. Ces dispositifs semblent avoir joué leur **rôle de sécurisation des Français. Alors que les Français sont aujourd'hui beaucoup plus nombreux qu'en janvier 2020 à anticiper une hausse du chômage** (69%, +24 pts), individuellement, **les inquiétudes d'être personnellement, ou ses proches, touché par une perte d'emploi restent stables** (54%).

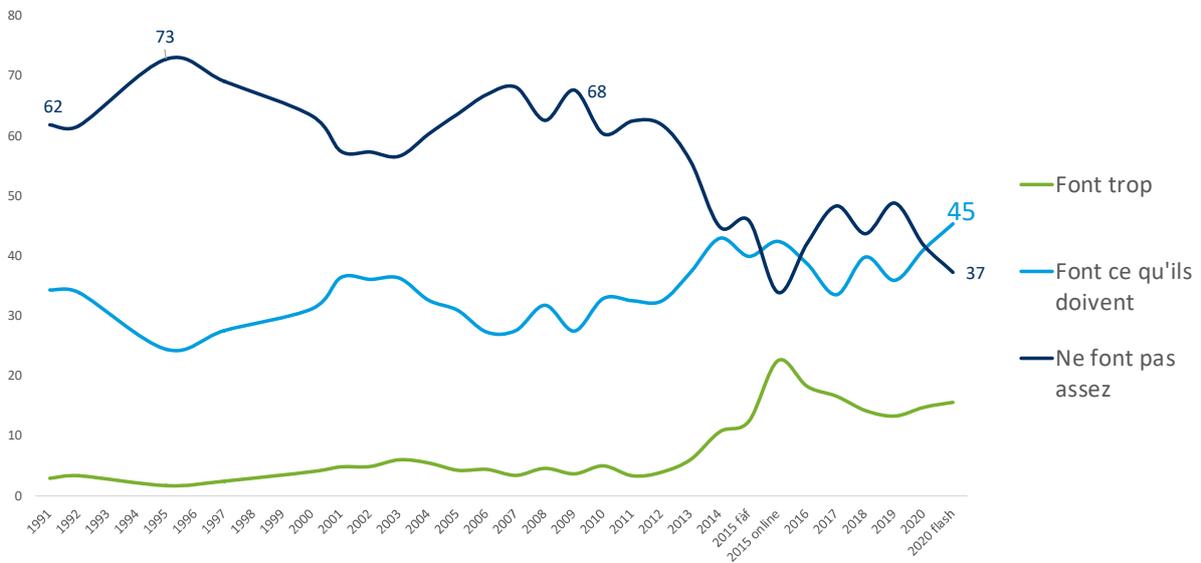
Graphique 43 – L'effet rassurant de la protection sociale et des mesures de soutien



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations

La perte d'emploi d'une partie de la population active, l'exacerbation des difficultés de vie pour les plus pauvres des Français que nous évoquons est donc, à la fin du confinement, **encore invisible pour beaucoup**. La population française est **sensible à toutes les actions menées par l'Etat** puisque, pour la première fois depuis trente ans que nous suivons cet indicateur, la proportion qui considèrent que les pouvoirs publics « font ce qu'ils doivent » (45%) dépasse celle qui estime qu'ils n'en font pas assez (37%).

Graphique 44 – Evolution de l'opinion des Français sur les actions des pouvoirs publics à destination des plus démunis



Source : CREDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations

Notons que la crise et la réaction de la puissance publique ne sont pas les seules raisons à ces évolutions. En janvier 2020, on constatait déjà ce mouvement (-7 pts entre début 2019 et début 2020 qui estimaient que l'action publique était insuffisante) lui-même **entamé de longue date**. (62% en 1991). Signalons que lors des crises précédentes (73% en 1995, 68% en 2009) l'attente d'action de l'Etat vis-à-vis des plus démunis était amplifiée, au contraire de ce qui se produit aujourd'hui.

Alors que la crise sanitaire, et économique a déjà eu des répercussions sur les bas revenus, que le taux de pauvreté a tous les risques d'augmenter, la proportion de Français estimant que la lutte contre la pauvreté doit être une des premières priorités en matière de politique sociale reste stable à 32% (-1 pt par rapport à janvier), **bien loin des taux observés à la fin des années 90**. En vingt-cinq ans s'est opérée une bascule des priorités, la lutte contre la pauvreté qui arrivait au premier rang des préoccupations sociales, est jugée moins primordiale que la question du **financement des retraites** 46% en avril 2020, +1 par rapport à janvier 2020, soit un niveau similaire à celui observé déjà en 2015) **et la prise en charge des personnes dépendantes** (34%-2pts).

Davantage qu'une montée des préoccupations par rapport à la pauvreté, la crise a plutôt créé une poussée **des inquiétudes par rapport à l'équilibre financier de la sécurité sociale** (34%, + 12 points par rapport au début 2020). La pandémie et **les dépenses afférentes** en direction des assurés, des professionnels de santé et des structures de soins ont été augmentées dans des proportions jamais connues, pesant très fortement sur l'équilibre de la Sécurité Sociale⁷⁶. Le HCFiPS alerte ainsi « *Sur le temps long, les crises économiques majeures qui ont jalonné l'histoire de la sécurité sociale ont pu avoir des impacts importants sur les soldes des régimes sociaux : la dégradation annuelle des soldes du régime général et du FSV a ainsi excédé 5 Md€ à plusieurs reprises (1986, 1993, 2002 et 2003). Mais une seule fois la dégradation annuelle du solde a dépassé les 10 Md€ (-14,1 Md€ en 2009, puis -4,5 Md€ en 2010). La perspective d'une dégradation annuelle de près de 40 Md€ en 2020 constitue donc un choc annuel sans commune mesure avec les crises précédentes.* »⁷⁷. C'est surtout sur cet aspect de l'équation que les Français, encore confinés, et protégés par les dispositifs de soutien, sont inquiets.

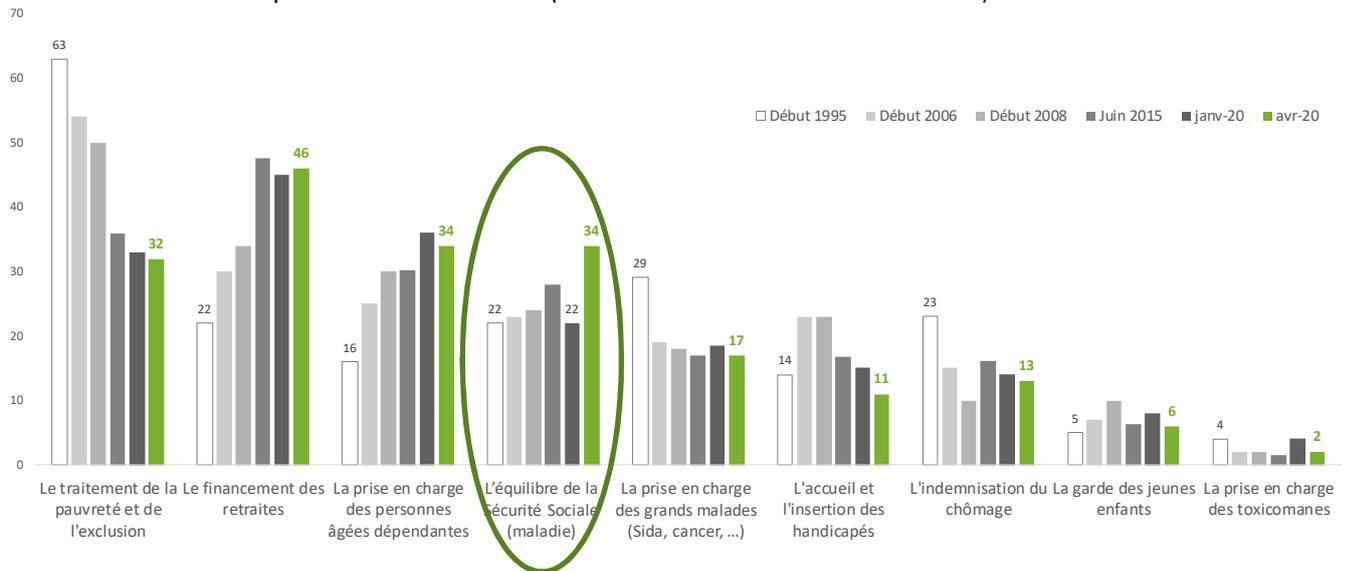
⁷⁶ La finance pour tous, *Pandémie du Covid19 : vers un déficit public historique en France*, 5 juin 2020

⁷⁷ 2020 : une rupture sans précédent pour la sécurité sociale, État des lieux du financement de la protection sociale, Note du HCFiPS, mai 2020

Graphique 45

Le confinement a exacerbé les craintes sur l'équilibre de la sécurité sociale, pas la demande d'une prise en charge accrue des plus démunis

Parmi les problèmes suivants, quels sont, dans l'ordre, les deux qui vous préoccupent le plus ? En premier ? En deuxième ? (en % des citations en choix 1 et choix 2)



Source : CREDOC, enquêtes Conditions de vie et aspirations.

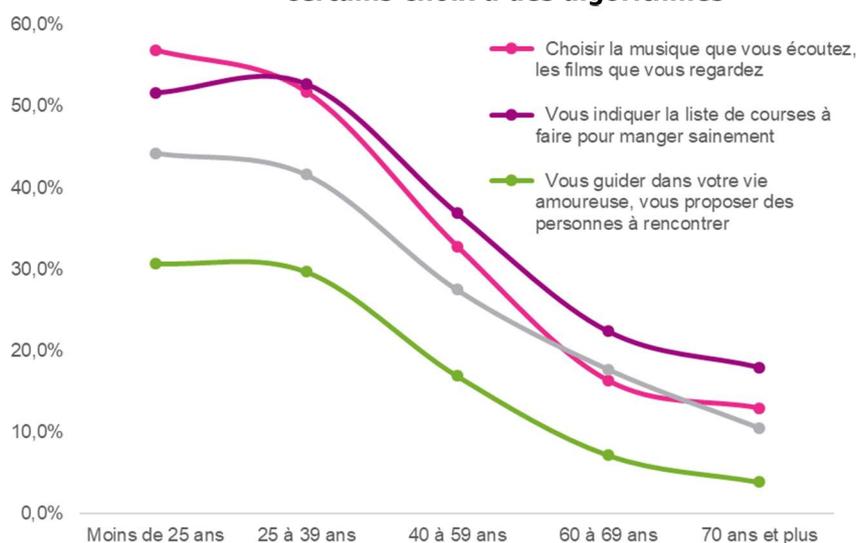
4. Du « techlash » au techlove

De la perte de libre arbitre, à la possibilité de reprendre le contrôle

Début 2020, l'envie de progrès **technologique** marquait le pas – seulement 50% de la population se déclarait attirée par les produits comportant une innovation technologique, loin des chiffres enregistrés au début des années 2010 – 75% en 2012.

Plusieurs éléments nourrissent ce mouvement de recul et de réflexion voire de rejet face à la technologie (« techlash »). Tout d'abord, le sentiment d'une **accélération** permanente et infinie, réactivée par l'arrivée prochaine de la 5G, la multiplication des bots et algorithmes, la digitalisation à grande vitesse de la société font craindre une perte de contrôle et **de libre arbitre** liée à la place grandissante des **algorithmes** – une crainte surtout partagée par les générations les plus âgées.

Graphique 46 – un clivage générationnel sur le consentement à déléguer certains choix à des algorithmes



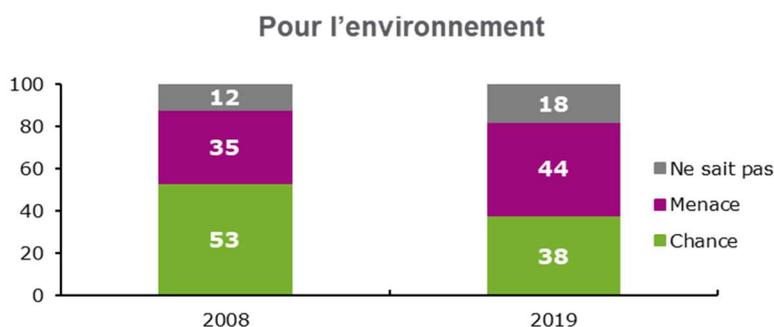
Source : CREDOC, Enquêtes sur les « Conditions de vie et les Aspirations », janvier 2020

Les critiques envers les géants du numérique apparaissent de plus en plus dans le débat public. Leur modèle économique est remis en cause, par exemple à l'occasion des débats autour de la taxe sur les services numériques adoptée en juillet 2019. L'utilisation qu'ils font des **données personnelles** est régulièrement critiquée, l'affaire Cambridge Analytica ayant mis un coup de projecteur sur la question. Enfin, dans un contexte de progression de la sensibilité environnementale, **les alertes sur l'impact environnemental du numérique** (consommation énergétique des centres de données, fabrication et obsolescence des appareils électroniques) trouvent de plus en plus d'écho.

Mais avec le confinement et l'accélération forcée de la digitalisation, la technologie est soudainement revisitée comme un moyen **au contraire de reprendre le contrôle sur sa vie, son rythme, et de vivre protégé**. Le recours à **une vie numérisée**, qui touche tous les domaines de la vie, du travail au lien social en passant par l'école et les loisirs, permet de rester dans l'univers **protecteur et rassurant du chez-soi**. Et la proportion de la population qui se déclare attirée par les innovations technologiques progresse de 14 points entre janvier et mai 2020.

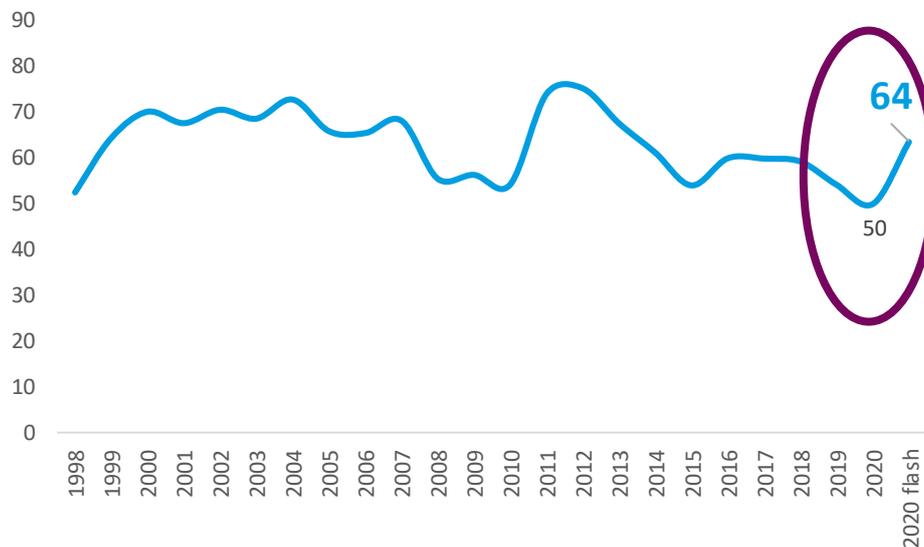
Graphique 47 – Les ordinateurs et Internet perçus comme une menace pour l'environnement par une majorité de la population

– Champ : ensemble de la population de 12 ans et plus, en % –



Source : CREDOC, Enquêtes sur les « Conditions de vie et les Aspirations », baromètre du numérique 2019

Graphique 48 – Une forte progression de la proportion de Français qui se déclarent « attirés par les innovations technologiques », entre janvier et mai 2020



Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français
Données réropolées pour tenir compte du passage de l'enquête en ligne à partir de 2015, et lissées en utilisant un coefficient de 0.25 pour l'année précédente 0.5 pour l'année en cours et 0.25 pour l'année suivante.

Des nouveaux télétravailleurs séduits

Le passage soudain et massif de salarié au télétravail est l'aspect le plus manifeste du basculement numérique qui s'est opéré pendant la période du confinement. Les outils numériques ont permis à **un tiers de la population active** de continuer à exercer ses fonctions sans se déplacer. Et globalement, les



personnes qui ont fait cette expérience semblent avoir apprécié l'expérience, pourtant peu préparée. Une majorité d'entre elles (58%) aimerait en effet être davantage en télétravail après la crise sanitaire⁷⁸. Et 67% estiment qu'elles ont, pendant le confinement, « découvert une autre façon de vivre », contre 61% de l'ensemble de la population. La disparition des temps de trajet et une plus grande flexibilité des horaires constituent, selon la population, les principaux avantages du télétravail. Ici, la technologie joue donc non seulement un **rôle protecteur face à la menace de la contamination**, mais au-delà, elle apparaît comme un

moyen de **reprendre le contrôle sur son temps et sur sa vie**.

La poursuite et le déploiement du télétravail à grande échelle nécessiterait toutefois quelques aménagements. La moitié (49%)⁷⁹ des actifs indiquent que leur logement leur semble adapté pour faire

⁷⁸ Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspiration de mai 2020 pour l'ADEME et le Ministère de la transition écologique et solidaire

⁷⁹ Source : CREDOC, enquête Conditions de vie et aspiration de mai 2020 pour l'ADEME et le Ministère de la transition écologique et solidaire

du télétravail dans de bonnes conditions, après la période de confinement, 48% considèrent que leur logement leur permet de bien concilier vie de famille et vie professionnelle.

Un engouement confirmé pour les loisirs numériques

L'enthousiasme pour les loisirs en ligne ne date pas du mois de mars 2020. Par exemple, la démocratisation des abonnements à des **services de vidéo en ligne** s'était déjà accélérée en 2019 – 36% de la population disposait d'un abonnement, contre 25% en 2018 et 20% en 2016.⁸⁰ Le mouvement s'est encore **accentué** pendant le confinement, puisque **25% des internautes se sont abonnés à une offre de vidéo à la demande**, et seulement 5% se sont désabonnés à la fin mai.⁸¹ Les dépenses de jeux vidéo avaient déjà progressé de +1,2% en valeur entre 2018 et 2019. Les jeux vidéo connaissent aussi une forte progression pendant le confinement : **4,2 millions de consoles Switch ont été vendues en mars dans le monde**, soit le même volume que pendant les fêtes de fin d'année.⁸²

Un ersatz de lien social

Le recours à la technologie a été expérimenté comme un moyen de **remédier à la réduction brutale des liens sociaux**. Pendant le confinement, **un Français sur deux a testé pour la première fois de nouvelles formes de sociabilité en ligne**⁸³ : groupes WhatsApp, club de lecture, club de visionnage de film, apéro ou fête en ligne. Ces outils étaient sollicités « presque tous les jours » par 15% de la population. Des chiffres publiés par Facebook à la fin mars confirment une intensification de l'utilisation des réseaux sociaux pendant la période : **dans les endroits les plus touchés par la pandémie, le volume de message échangés sur la plateforme a augmenté de 50% entre février et mars**, et les appels audio et vidéo transitant par Facebook messenger et WhatsApp ont été multipliés par deux⁸⁴. L'institut Kantar mesure une augmentation de 61% de **l'engagement** dans les médias sociaux par rapport aux taux observés habituellement. Selon les mesures réalisées par Médiamétrie⁸⁵ sur les internautes français, toutes les **plateformes sociales ont vu leur fréquentation augmenter fortement** entre février et avril 2020 :



- Facebook est passé de 28 à 32 millions d'utilisateurs quotidiens
- Youtube, de 18 à 22 millions, Instagram a gagné 2 millions d'utilisateurs quotidiens entre février et avril 2020 (de 11 à 13 millions d'adeptes) ; Twitter est passé de 4 à 5 millions de visiteurs journaliers et Snapchat de 13 à 15 millions.

Finalement, les craintes qui prévalaient avant la pandémie – sur la perte de contrôle ou sur l'utilisation des données personnelles – ont pu être perçues comme un moindre mal par rapport à la possibilité de

⁸⁰ Julie BAILLET, Patricia CROUTTE, Victor PRIEUR - Baromètre du numérique 2019, CREDOC pour le CGE et l'ARCEP

⁸¹ Source : Hadopi, Consommation de biens culturels dématérialisés en situation de confinement, 27 mai 2020

⁸² Source : Bilan financier Nintendo pour l'année fiscale 2019-2020

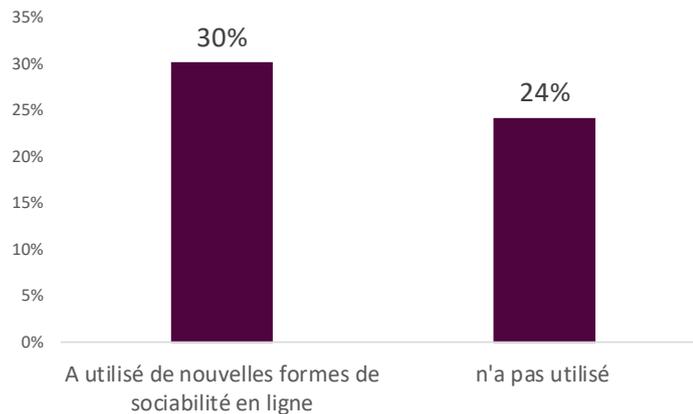
⁸³ Source : CREDOC/CEPREMAP, enquête Conditions de vie et aspiration d'avril 2020

⁸⁴ Source : Facebook, « Keeping our services stable and reliable during the COVID-19 outbreak », sur le site about.fb.com

⁸⁵ Médiamétrie, Audience Internet Global, avril 2020

garder un contact régulier avec ses proches. Toutefois les échanges virtuels n'ont pas permis de « remplacer » les contacts de la vie réelle avec la famille ou les amis. Au total, les personnes ayant testé ces nouvelles formes de sociabilité sont même plus nombreuses à avoir déclaré s'être senties « plus seules que d'habitude ». Ce sentiment les a vraisemblablement conduit à **expérimenter ces liens numériques sans parvenir à combler réellement celui-ci**

Graphique 49 – Depuis le début du confinement, diriez-vous « Je me sens plus seul.e que d'habitude »



Source : Crédoc, CEPREMAP, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français

La digitalisation de la société a été accélérée dans de multiples domaines que nous ne pourrions évidemment pas traiter de manière exhaustive, comme la médecine. En avril, **plus d'un million de téléconsultations ont été réalisées chaque semaine, contre moins de 10 000 au début du mois de mars**, selon les chiffres de l'Assurance Maladie. Là encore, **la possibilité de consulter son médecin sans risquer la contamination l'a emporté sur les doutes** quant à la sécurité des données personnelles – particulièrement sensibles dans ce cas, ou sur les réserves quant à la fiabilité de la télémédecine.

Finalement, pour un temps au moins, les freins et les réserves quant à la numérisation d'un grand nombre de pans de la vie quotidienne, semblent avoir été levés en l'absence d'alternatives. Et de nombreux publics qui n'auraient probablement jamais passé le pas du numérique s'y sont essayés, parfois contraints et forcés. Avec cette expérience, le regard sur la technologie semble avoir évolué. **D'une possible menace d'une perte de contrôle de l'homme sur son environnement** - perte de contrôle sur son temps lié à une sur-sollicitation et multiplication des canaux numériques, inquiétudes par rapport à la digitalisation de l'emploi et ses conséquences en termes de chômage ou de déclassement) la technologie a été **mobilisée pour reprendre une forme de contrôle sur sa vie** : se **protéger** face à la maladie, retrouver **une forme de maîtrise de son temps et de meilleure conciliation** vie professionnelle-privée.

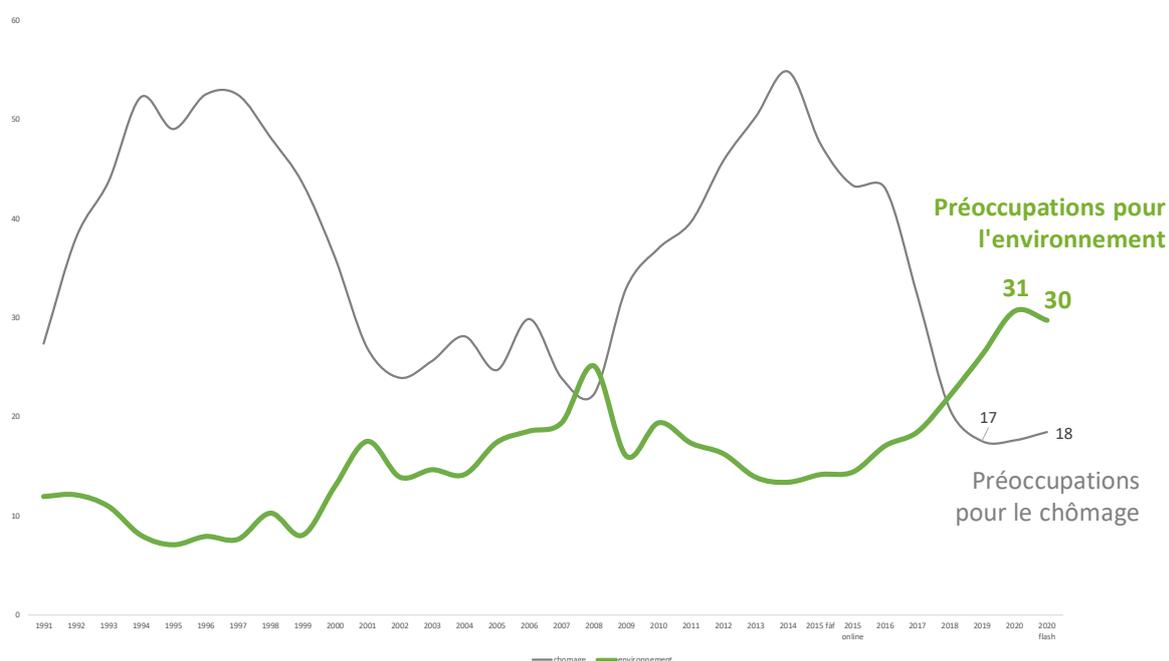
5. Un frémissement vert

Des préoccupations environnementales élevées

Les préoccupations pour l'environnement sont, depuis le début des années 90, **contracycliques** par rapport aux évolutions économiques. Quand la croissance, l'emploi, connaissent des embellies, le regard de la population se tourne davantage vers la menace climatique. L'année 2019, où la situation économique s'était améliorée en France, n'avait pas fait exception. Elle avait en outre été ponctuée de **multiples événements** : des **marches pour le climat**, aux débats liés à la crise des gilets jaunes sur la pertinence d'une taxe carbone, en passant par les **feux de forêts amazoniens** ayant fortement frappé les esprits, ou la fulgurante ascension médiatique et politique de la jeune **Greta Thunberg** et le mouvement planétaire de jeunes mobilisés sur le sujet. Si bien qu'en janvier 2020, les préoccupations pour l'environnement **n'avaient jamais été aussi fortes depuis 30 ans** que nous suivons cet indicateur.

Graphique 50 – Les préoccupations environnementales au plus haut

Parmi les sujets suivants*, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? – La dégradation de l'environnement / le chômage



Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français

La crise sanitaire, et l'expérience de ses impacts énormes sur la société française, auraient pu changer radicalement le regard des Français. Dans le sens d'inquiétudes plus fortes sur le plan économique, nous avons vu plus haut que cela n'a pas été, à court terme, le cas. Ou dans le sens inverse, d'une grande prise de conscience et d'un souhait d'un changement radical de société vers une société plus durable que de multiples initiatives ont appelé de leurs vœux. Au début mai 2020, nous n'observons aucun de ces mouvements. Et les préoccupations pour l'environnement **restent à leur niveau d'avant crise.**

La période n'a pas drainé une frange plus importante qu'avant de population vers l'horizon « écolo-humaniste » qui rassemble toujours 22% (taux identique en hiver et en avril 2020).

L'envie de ralentir ne se dément pas

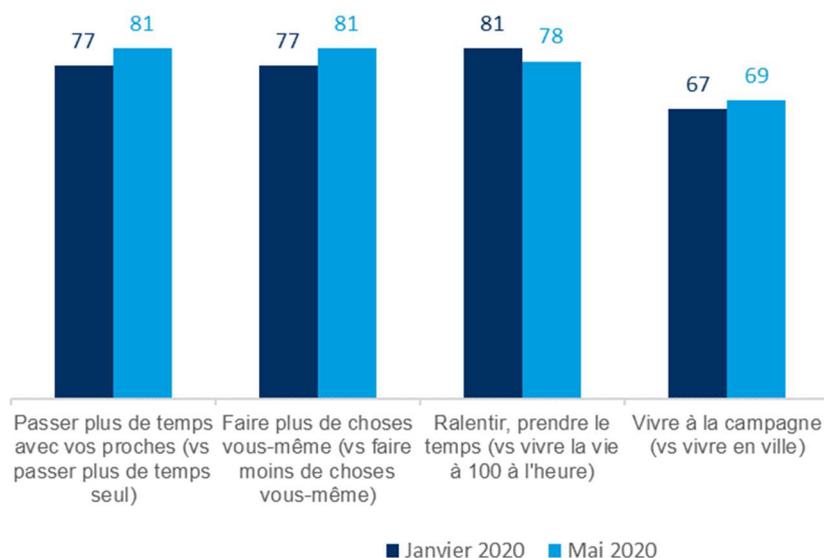
Pendant deux mois, l'activité quotidienne d'une grande majorité de la population a été fortement **ralentie** : moins de contacts sociaux, peu de sorties à l'extérieur, impossibilité de se rendre dans les commerces et établissements non indispensables, chômage partiel pour une partie des actifs, fermeture des lieux de socialisation que sont l'école, les équipements sportifs, culturels ...

L'expérience d'une vie entre quatre murs a, du moins pour les citoyens, **supprimé tout contact avec la campagne et de la nature**.

Coincé ou niché dans son chez-soi, les moindres recoins du domicile ont été rangés, repeint, ré-investis pour le travail, le sport, les activités de loisirs, le suivi scolaire, et chacun a pu réfléchir à la qualité de son **logement** et son adéquation avec ses aspirations profondes.

Graphique 51 – Pas de bouleversement des rêves et aspirations profondes de la population

Idéalement aimeriez-vous ... (choix entre deux propositions, en % de la population)



Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français

La fermeture de la plupart des

commerces, et le temps à domicile plus importants ont **pu favoriser les activités de faire soi-même**, comme les réseaux sociaux et médias l'ont abondamment commenté sur l'exemple symptomatique du pain⁸⁶ ayant conduit à de fréquents manques de farine dans les rayons des supermarchés.

Ces différentes expériences ont-elles bouleversé les aspirations de la population comme on l'entend parfois ? Et poussé à rêver des « changements de vie » plus ou moins radicaux tant sur le plan du logement, que des modes de vie ?

Début 2020, avant l'apparition de la crise, nous avons interrogé nos concitoyens sur leurs « rêves ». Nous avons réitéré l'exercice pendant le confinement. La tornade dans laquelle la société française (et plus largement les pays occidentaux) a été prise semble n'avoir pas réellement bouleversé les aspirations profondes du corps social. Les envies sont remarquablement stables. Les aspirations qui étaient présentes avant la crise restent les mêmes : **ralentir la course effrénée du temps, passer plus de temps avec ses proches, faire plus de choses soi-même, vivre à la campagne...**

⁸⁶Exemple pris parmi beaucoup d'autres <https://www.cnews.fr/food/2020-04-09/confinement-comment-faire-son-pain-soi-meme-et-sans-machine-945473>

L'envie de ralentir ne date pas d'hier, comme en témoigne la création par un journaliste italien d'une association baptisée « *slow food* » à la fin des années 80, le phénomène « slow » s'est internationalisé et étendu à de nombreux sujets : *slow travel*, *slow city*, *slow education*, *slow design*, *slow science*⁸⁷... Initialement dédié à la lutte contre la « malbouffe », le mouvement cristallise aujourd'hui un ensemble de revendications autour de la **qualité de vie**, la santé, la protection de l'environnement, la résistance à la globalisation et à l'homogénéisation et la promotion de la diversité culturelle



Extrait librement recolorié d'une œuvre de Dali

L'idéal d'une vie « à la campagne », plutôt en dehors donc, des zones urbaines séduit toujours une grande part de nos concitoyens (69%). Il ne progresse que de deux points entre janvier et avril. Le **pavillon individuel était déjà, et reste, l'endroit qui ferait le plus rêver les Français**, parmi les quatre choix d'idéaux-types qui leur étaient proposés : un loft très urbain, une « cabane », un logement traditionnel dans un petit village typique.

Graphique 52 – Quel endroit, parmi ceux-ci, vous ferait le plus rêver pour y vivre ?



Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, janvier et avril 2020

Au total, le **rêve de « changer de vie »** ne tarde pas davantage nos concitoyens, juste avant la crise ils étaient déjà 77% à l'envisager souvent ou occasionnellement – ils sont encore 65% pendant le confinement. Et l'on peut raisonnablement penser qu'il n'y aura pas « d'exode » rural : non seulement les rêves sont très stables, mais les projets de déménagement à 5 ans, plus concrets, le sont aussi, concernant 25% des Français (+1 pt/ à l'hiver 2020)⁸⁸.

⁸⁷ Christophe Rymarski, « Slow science, slow food, slow city... : les mouvements slow », Sciences Humaines, 2012/7, n°239

⁸⁸ Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français pour Action Logement

Consommer moins : le confinement comme expérience concluante ?

Cela fait plusieurs années que l'on observe la cohabitation d'une sensibilité environnementale forte et de la persistance de l'attachement au modèle consumériste⁸⁹. Cette tension a continué à s'illustrer en 2019. A la fin novembre, **plusieurs grèves et actions ont été organisées à l'occasion du « Black Friday »**, pour dénoncer la surconsommation et ses conséquences sur le climat. Manifestations ou sit-in (« Block Friday »), journées alternatives de sensibilisation organisées par certaines marques (« Green Friday ») ont émaillé la période et le débat « pour ou contre le Black Friday » a trouvé un écho important dans les médias. **Ces actions n'ont pas empêché l'édition 2019 de remporter un franc succès** : les ventes ont progressé de 15% par rapport à l'édition 2018 (source GfK) et l'événement est connu et approuvé par une large majorité de la population (source BVA pour Orange). Le mois de novembre 2019 a aussi été marqué par l'abandon du projet EuropaCity, qui prévoyait de transformer des terres agricoles en complexe de loisirs et de commerces. Le projet, contesté de longue date, était devenu symbolique d'un modèle **daté, associé à la surconsommation**. Pour autant, l'abandon du projet n'annonce pas la fin des centres commerciaux – concurrencés par la vente en ligne et jugés par certains comme une aberration écologique. Selon les chiffres du Conseil national des centres commerciaux, leur fréquentation est en hausse en 2019 de +0,3%, soit la meilleure performance enregistrée depuis 10 ans, malgré les grèves de décembre liées aux retraites. L'organisation indique également que plus de 100 projets de nouveaux centres sont en cours à l'horizon 2023, qui devraient s'ajouter aux 835 complexes déjà existants.

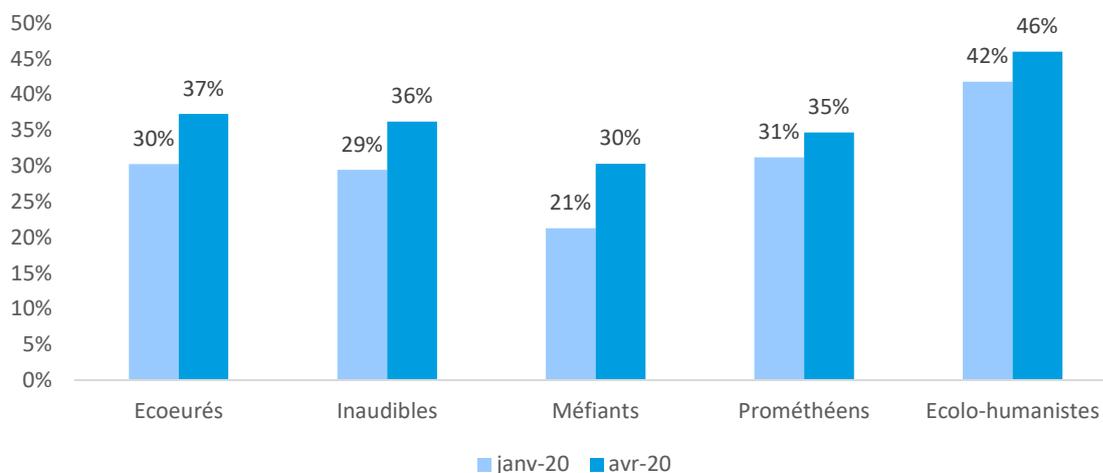
Jusqu'en mars 2020, l'insoutenabilité écologique des modes de consommation actuels n'avait donc globalement pas entamé la soif d'acquiescer toujours plus de biens. Mais au printemps 2020, une grande partie des dépenses se sont arrêtées : l'impossibilité de voyager, de fréquenter les restaurants ou de se rendre dans les magasins les ont mécaniquement réduites.

Premier constat, les Français ne semblent pas vouloir rattraper le temps perdu en matière d'achats. S'ils sont toujours attachés à la consommation (60% aimeraient « pouvoir se payer plus souvent des choses qui leur font envie »), ils sont **plus nombreux qu'avant la crise à souhaiter « consommer moins »** (37%, +7 points entre janvier et mai). Des évolutions qui pourraient indiquer un **frémissement vers un idéal de sobriété**, quels que soient les niveaux de revenus, mais plus souvent notamment chez des publics qui étaient moins attirés par cette perspective auparavant (écœurés, +7pts, inaudibles, +7 pts, méfiants, +9 pts).

⁸⁹ CREDOC, « Liberté, égalité, individualité », Note de conjoncture sociétale de mars 2019

Graphique 53 – Un frémissement d'évolution de l'idéal consumériste vers une sobriété choisie

Idéalement aimeriez-vous ... Consommer moins (vs pouvoir vous acheter plus de choses dont vous avez envie⁹⁰)



Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français, janvier et avril 2020

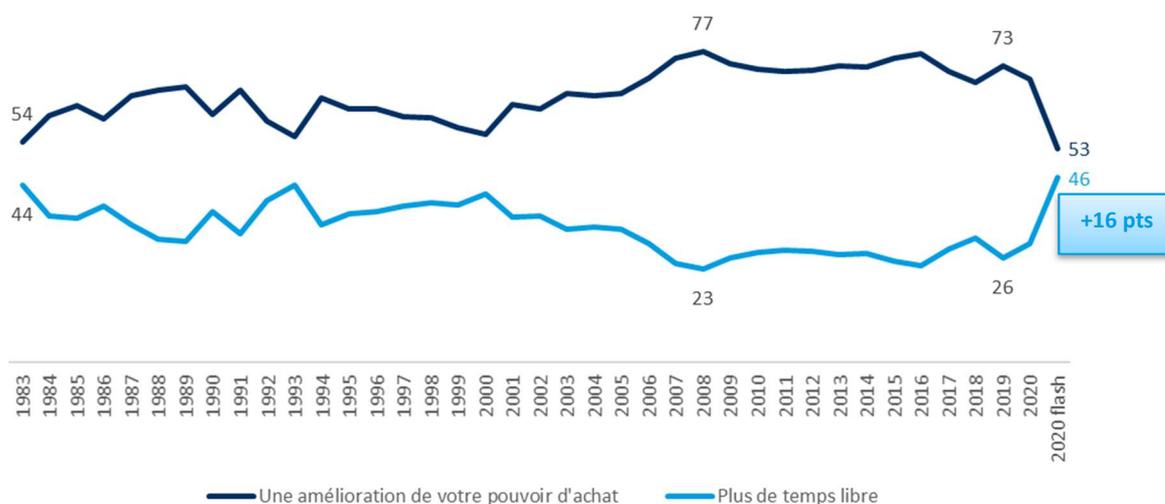
L'expérience d'une vie où le bonheur ressenti ne s'effondre pas (-3 pts entre janvier et avril) malgré les limitations de liberté, et de consommation semblent inviter à reconsidérer – du moins à court terme - ce qui dans la consommation relève de la « nécessité », de l'achat superflu, poussé par une société où les sollicitations commerciales sont nombreuses, et les normes sociales sans cesse en progression (si l'on pense par exemple au smartphone qui s'est imposé en un laps de temps record dans l'histoire des biens de consommation par exemple). Les données de l'enquête consommation du Crédoc, montre ainsi que la proportion de Français qui voient la consommation comme une nécessité (plutôt qu'un plaisir), progresse 36%, +6 pts/ 2019⁹⁰.

Dans l'arbitrage temps/argent suivi au CREDOC depuis le début des années 80, **le confinement a clairement rebattu les cartes de manière inédite. L'envie d'avoir plus de temps libre** est presque aussi largement partagée (46%) que celle de voir son pouvoir d'achat augmenter (53%), une situation inédite depuis le début des années 2000, période de croissance liée à l'arrivée d'internet et des TIC.

⁹⁰ Ludivine Blanc, Chloé Six, Thierry Mathé et Pascale Hébel, Consommer plus sobre : une tendance que la crise de la Covid-19 pourrait amplifier, Consommation et modes de vie N° 312, juin 2020

Graphique 54 – Forte progression de l’envie d’avoir « plus de temps libre », versus « plus de pouvoir d’achat »

(« Quelle est votre préférence entre ... », choix entre deux propositions, en % des actifs)



Source : Crédoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations des Français

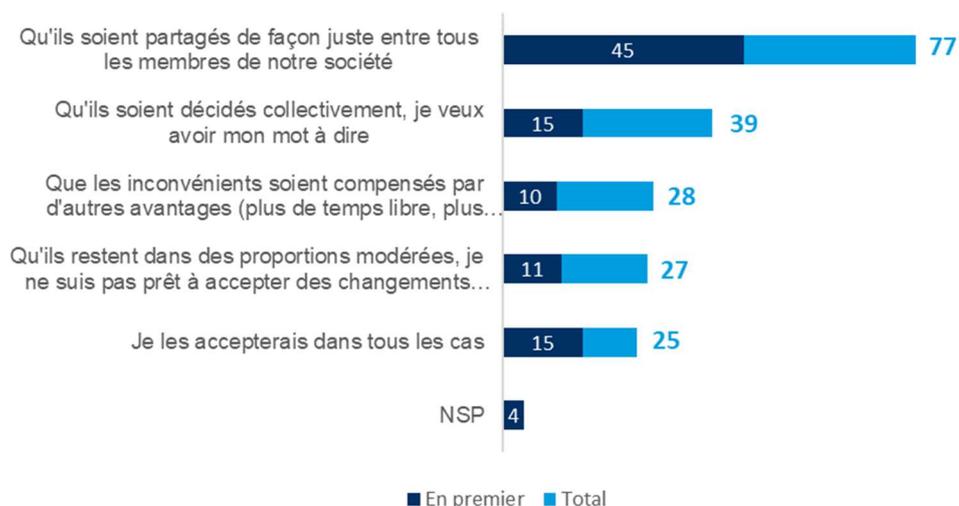
Nous avons vu plus haut que si le confinement a souligné les inégalités devant le logement ou devant le travail, du point de vue de la consommation, celles-ci ont plutôt été amenuisées. Pour une fois, les restrictions s’appliquaient à chacun quel que soit son niveau de revenu. Et finalement, le fait que tous soient logés à la même enseigne a certainement rendu plus acceptable cette sobriété forcée. Rappelons que la première condition sous laquelle nos concitoyens se disent prêts à accepter des changements dans leur mode de vie est **le partage juste des efforts entre tous les membres de la société**⁹¹.

Le phénomène illustre les propos du philosophe André Gorz, qui distingue la misère – soit l’impossibilité de satisfaire ses besoins primaires (manger à sa faim, boire, se soigner, avoir un toit décent et se vêtir) – de la **pauvreté qu’il considère relative** : « pas plus qu'il n'y a de pauvres quand il n'y a pas de riches, pas plus il ne peut y avoir de riches quand il n'y a pas de pauvres : quand tout le monde est « riche » personne ne l'est ; de même quand tout le monde est « pauvre ». À la différence de la misère, qui est l'insuffisance de ressources pour vivre, la pauvreté est par essence relative. »⁹²

⁹¹ Source Ademe, « Les représentations du changement climatique », 2018

⁹² André Gorz, « Ecologie et politique », Points, 1978

Graphique 55 – Si des changements importants s'avèrent nécessaires dans nos modes de vie, à quelles conditions les accepteriez-vous ?

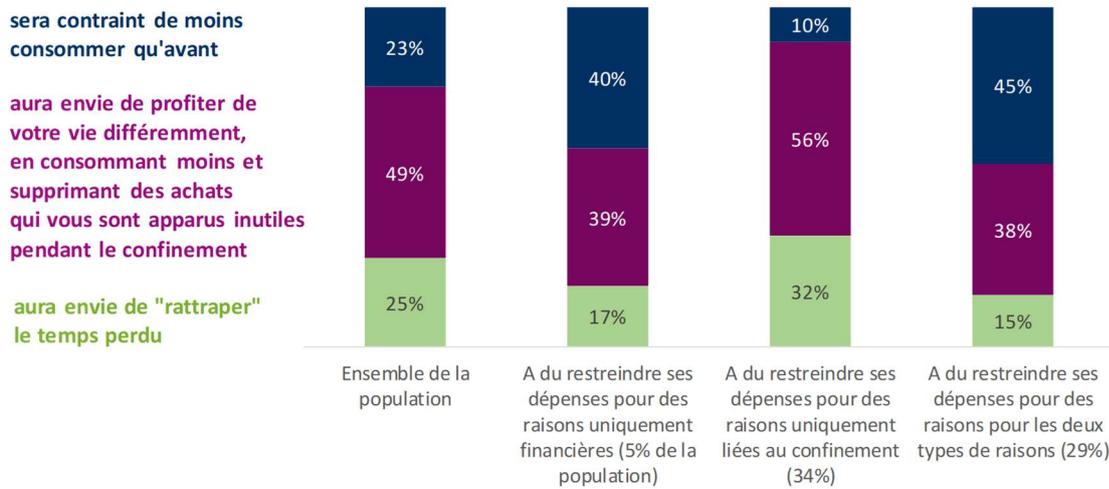


Source : Ademe, « Les représentations sociales du changement climatique », GLS-OpinionWay, Daniel Boy (2018) – cité dans Ademe & Vous, la lettre stratégie n°57, mars 2019

Ce frémissement vers plus de sobriété va-t-il se confirmer lorsque le déconfinement sera total ou un retour à la situation pré-crise est-il à prévoir ? Les **indicateurs économiques** vont pour le moment dans le sens de la première hypothèse. En juin 2020, la consommation demeure, en juin, 5% en dessous de son niveau d'avant crise⁹³, malgré la réalisation d'achats qui avaient dû être reportés. Interrogés sur le sujet, **49% indiquent qu'ils auront envie, après le confinement « de profiter de leur vie différemment en consommant moins et en supprimant des achats qui leur sont parus inutiles pendant le confinement »** contre 23% qui pensent qu'ils seront contraints de moins consommer qu'avant, et 25% qui souhaiteront rattraper le temps perdu. Lorsque les dépenses ont été empêchées par des raisons pratiques liées au confinement (magasins fermés, manque de transport, etc.) et pas par des questions de budget, soit des achats qui, théoriquement, pourraient être reportés une fois les limitations seront levées, le taux de personnes se projetant dans une consommation plus raisonnée, passe même à 56%.

⁹³ Insee, Point de conjoncture du 17 juin 2020

Graphique 56 – L’envie de « rattraper le temps perdu » en matière de consommation est minoritaire



Source : Crédoc, enquête Conditions de vie et aspirations des Français, pour l’Ademe et le Ministère de la transition écologique, mai 2020

Une attitude de précaution face à un avenir incertain

Au-delà de la prise de distance à la consommation, le **contexte économique** semble propice à conserver une épargne de précaution et reporter les dépenses. Compte tenu de leur **anticipation très pessimiste** au niveau de l’emploi⁹⁴, il probable que les Français souhaiteront **conserver l’épargne** constituée pendant le confinement et reporter leurs projets de dépenses. L’INSEE montre en effet un **véritable plongeon du solde des opinions sur l’opportunité d’effectuer des achats importants**.

Graphique 57 – Solde d’opinion sur l’opportunité d’effectuer des achats importants (soldes en points cvs)



Source : INSEE, point de conjoncture, 27 mai 2020

⁹⁴ Voir les graphiques sur l’anticipation de l’augmentation du chômage, et celui sur les inquiétudes des Français comparées à d’autres pays européens en matière économique.

Mais possiblement plus de recours à la voiture pour limiter les risques de contamination

Il y a toutefois un domaine dans lequel la crise sanitaire risque d'avoir des conséquences négatives sur les comportements éco-favorables. **Par peur de la contamination, 40% des Français anticipent qu'ils utiliseront davantage leur voiture⁹⁵** pour leur trajets quotidiens – par comparaison, 11% se reporteront sur la marche à pied, 4% sur le vélo. Et si l'idée **d'une taxe environnementale** fait son chemin, particulièrement chez les hauts revenus +9 pts et les « écolo-humanistes » +8 pts, les jeunes +7pts et les seniors +9pts qui y adhèrent davantage, elle ne progresse pas chez les « petits moyens »⁹⁶ (classes moyennes inférieures) qui avaient été au cœur du mouvement des gilets jaunes, et pour lesquels la voiture fait partie intégrante et centrale du mode de vie⁹⁷.



6. La « re-localisation » – grande gagnante de la crise

Au début des années 2002, le penseur philippin Walden Bello a développé dans son ouvrage « *Deglobalization, ideas for a New World Economy* »⁹⁸ le concept de démondialisation dénonçant notamment les dysfonctions d'un régime de production globalisée basée essentiellement sur une logique néolibérale et de financiarisation. Pour Bello, la démondialisation n'est pas un rejet de la communauté internationale, ni un repli de l'Etat-Nation sur ses frontières, mais un modèle économique alternatif axé sur une **production locale et de proximité**. En France, la position de Bello s'approche le plus de celle de Edgar Morin qui prône une relocalisation de l'appareil productif pour des raisons notamment **sociales** (préservation de l'emploi) et de **l'environnement** (application de normes environnementales strictes et réduction de la circulation abusive des marchandises)⁹⁹.

La mondialisation perd du terrain chez ses derniers défenseurs

Depuis le rejet en 2005 du traité constitutionnel sur l'Union Européenne par les électeurs français puis néerlandais, les positions **euroseptiques** occupent une place importante dans l'opinion. Plus récemment, les Britanniques se sont prononcés en 2016 en faveur d'une sortie de leur pays de l'Union européenne – un choix confirmé par un vote populaire largement favorable à Boris Johnson et aux conservateurs en décembre 2019, et acté officiellement en janvier 2020. Les dernières élections européennes en juin 2019 l'ont confirmé, les partis euroseptiques cumulant en France 38% des voix

⁹⁵ Source Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations des Français, pour l'Ademe et le Ministère de la transition écologique, mai 2020

⁹⁶ Expression tirée de l'ouvrage de Marie CARTIER, Isabelle COUTANT, Olivier MASCLÉ, Yasmine SIBLOT, La France des « petits-moyens », Enquête sur la banlieue pavillonnaire, La Découverte, 2008

⁹⁷ HOIBIAN Sandra et al.. (2020). Le mouvement des Gilets jaunes ou les limites d'un modèle de société, Crédoc, Cahier de recherche C349, <https://www.credoc.fr/publications/le-mouvement-des-gilets-jaunes-ou-les-limites-dun-modele-de-societe>

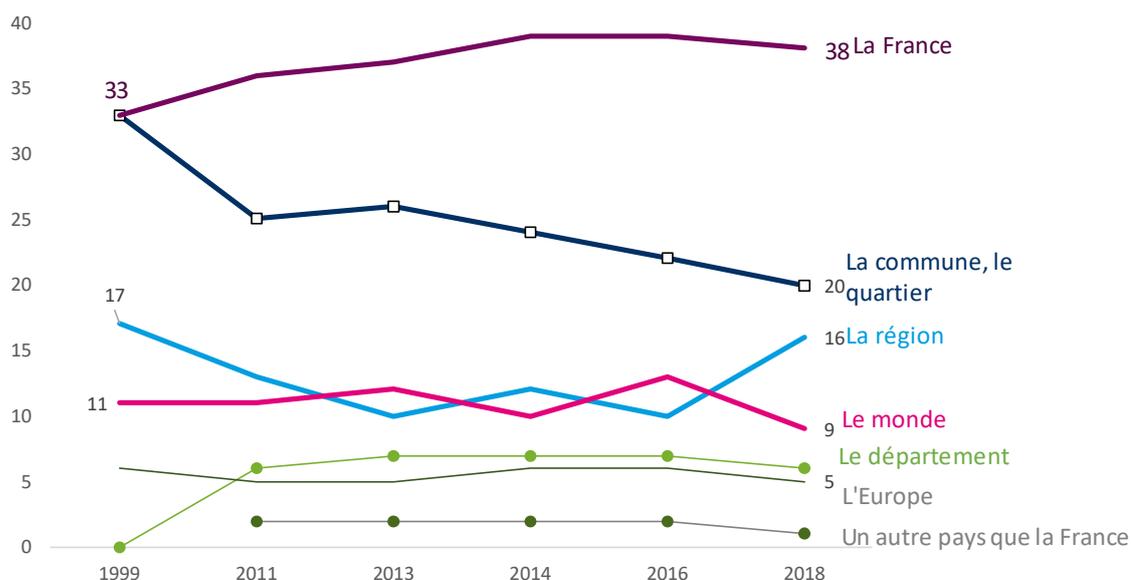
⁹⁸ Walden Bello, *Deglobalization, ideas for a New World Economy*, Londres/New-York, 2002.

⁹⁹ Cf. Edgar Morin, *Penser global : L'humain et son univers*, Paris, Robert Laffont, 2015.

et la liste présentée par le Rassemblement National, se revendiquant adepte du localisme défendu par Hervé Juvin, arrivant en tête des suffrages. Lors des mêmes élections, des partis souverainistes et critiques à l'égard du projet européen ont obtenu des scores historiques en Hongrie (59%) Italie (58%) et Pologne (54%)¹⁰⁰.

Le **sentiment d'appartenance à l'Union Européenne** au sein de la population, dont on aurait pu penser qu'il progresserait avec le temps reste particulièrement faible et n'a pas progressé d'un pouce en vingt ans. Selon le dernier Baromètre d'opinion de la DREES, seulement 5% des Français estiment qu'ils appartiennent, avant tout, à l'Union Européenne, parmi plusieurs échelons locaux, nationaux ou internationaux. A titre de comparaison, ils sont presque deux fois plus à se sentir appartenir au monde (9%). **Le premier échelon d'identification se situe toujours au niveau national.** Le caractère jacobin et centralisateur au cœur de l'identité française reste dominant et, **probablement sous l'effet du rejet de la mondialisation**, a même tendance à **progresser** sur longue période (+5 pts en vingt ans). Depuis quelques années, l'identité **régionale gagne aussi du terrain** (16%, +6 points en deux ans) pour retrouver l'aura qu'elle avait encore il y a vingt ans. Tandis que ceux qui se sentent « citoyens du monde » 9%, et ceux qui s'identifient avant tout à leur ville ou quartier (20%) sont moins nombreux que par le passé.

Graphique 58 – Un faible sentiment d'appartenance à l'Europe ou au monde
Auquel de ces lieux, avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ?



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations » 1999, 2011, 2013, 2016, 2018, Baromètre DREES
 (*) Les items de réponses étaient légèrement différents en 1999, dans la mesure où l'on ne proposait pas les réponses « le département » ou « un autre pays que la France ».

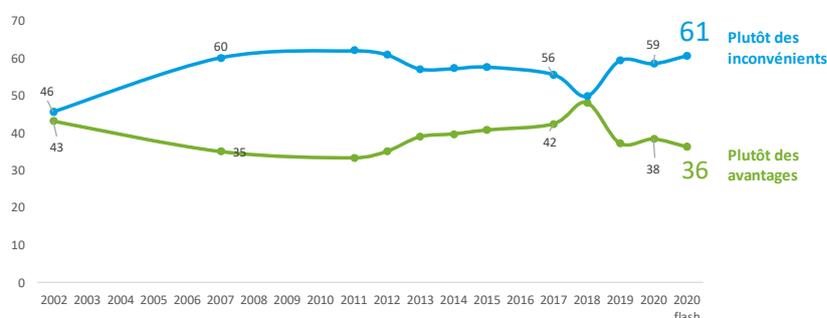
Depuis plus de dix ans, l'idée que la **mondialisation présente plus d'inconvénients** que d'avantages est majoritaire dans la population : autour de 6 Français sur 10 partagent cette opinion, un chiffre qui varie peu depuis 2015. Seule exception, l'année 2018, qui était parallèlement marquée par un net regain de confiance dans un gouvernement nouvellement élu et plutôt favorable à la mondialisation. Un pic d'enthousiasme, dans un contexte de relance économique après plusieurs années de crise et

¹⁰⁰ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/05/28/carte-la-progression-dispersee-des-partis-souverainistes-au-sein-de-l-union-europeenne_5468624_4355770.html

d'un marché de l'emploi en berne, qui est retombé dès l'année suivante. Cette perception négative de la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. En 2007, 60% de Français s'y déclaraient défavorables. A l'époque, celle-ci était surtout jugée responsable de la délocalisation des emplois et de manière corollaire, du taux de chômage élevé en France. Aujourd'hui, la progression dans l'opinion **des enjeux environnementaux** s'ajoute aux préoccupations économiques : le **coût écologique du transport** des biens manufacturés est par exemple mis en avant, comme au moment des débats autour de l'adoption du CETA en juillet 2019. Début 2020, 59% des Français avaient déjà une opinion négative de la mondialisation, la crise sanitaire du COVID-19 et la mise en lumière de l'interconnexion et dépendance de la France face à d'autres pays (pour la production de masques, de tests, etc.) conforte celles-ci de +2 points à 61%.

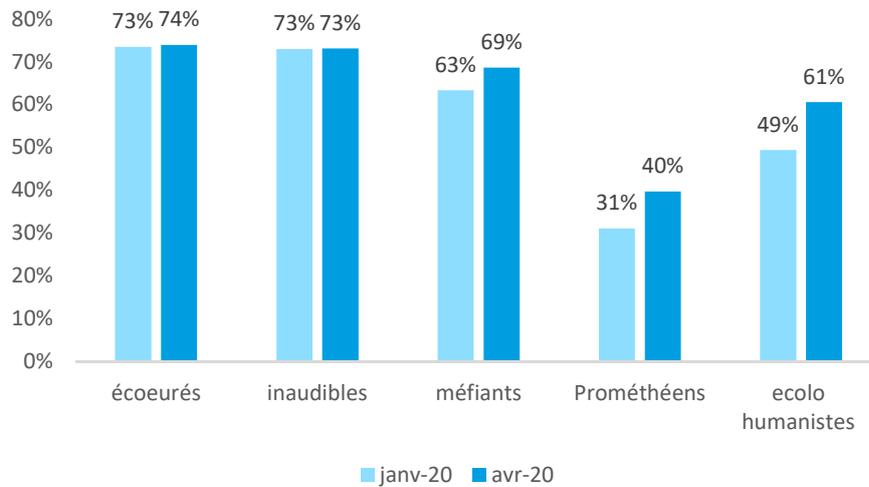
Graphique 59 – La crise de la Covid ébranle les publics les plus favorables à la mondialisation

Depuis plus de 10 ans, l'idée que la mondialisation présente plutôt des inconvénients est majoritaire dans la population (en %)



Dans son ouvrage « *The Road to Somewhere. The Populist Revolt and the Future of Politics* », paru en 2017, le journaliste anglais David Goodhart proposait une grille de lecture de la montée du populisme dans de nombreux pays, en opposant les personnes mobiles, instruites, à l'aise avec la mondialisation et capables de vivre partout, qu'il dénomme **les « anywhere »** (nos « Prométhéens et Ecolo-humanistes) avec les personnes ancrées dans un territoire, les « somewhere » (qui correspondraient aux écœurés, méfiants et inaudibles), repliés sur une identité figée, rejetant l'immigration et la construction européenne. **La crise du COVID-19 semble avoir fait bouger les lignes.** La progression des inconvénients perçus de la mondialisation est **particulièrement forte dans les groupes** de population qui, pour des raisons différentes, y étaient les plus favorables. Les **écolo-humanistes**, traditionnellement inscrits dans une ouverture à l'international (qu'il s'agisse de l'accueil des migrants, de l'attention portée aux salariés pauvres d'autres pays, ou de la réduction des inégalités de richesses entre pays du Nord et pays du Sud via le commerce équitable par exemple) et qui étaient partagés sur les avantages et inconvénients de la mondialisation avant la crise, basculent avec le choc de la pandémie du côté des détracteurs de la mondialisation (61%, **+12 pts**). Les Prométhéens, groupe le plus positif envers la libéralisation des échanges au niveau international, sans changer complètement de braquet, revoient un peu leur position (40% voient des inconvénients, **+9 pts**), la crise du COVID-19 ayant mis en exergue la **perte potentielle de contrôle** tant économique que sanitaire liée à des chaînes de valeur fragmentées et internationalisées (masques, médicaments, chaînes de production, blocage de l'export et import etc.).

Graphique 60 – La progression des inconvénients perçus de la mondialisation est plus forte chez les groupes qui étaient plus positifs avant la crise



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier et avril 2020

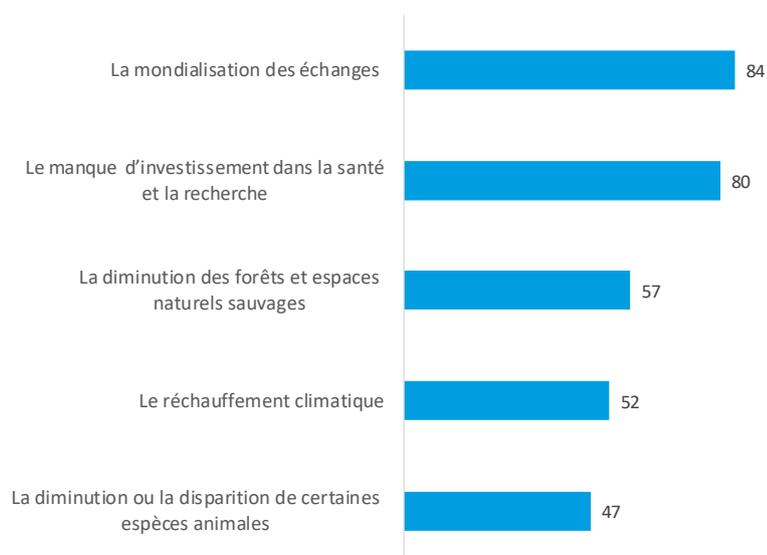
La pandémie du COVID-19 : une crise imputée à la mondialisation

Autre signe du regard négatif porté par la population sur la mondialisation, 84% des Français accusent celle-ci d'être **responsable de la propagation des épidémies** comme le coronavirus. Les préoccupations sanitaires viennent donc s'ajouter aujourd'hui aux arguments économiques et écologiques en défaveur de la mondialisation. Apparu en Chine fin 2019, le COVID-19 s'est transformé en l'espace de deux mois en pandémie

touchant toutes les régions du monde. La libre circulation des marchandises et des personnes sur un marché globalisé avec des frontières nationales relativement perméables serait donc, pour la population, le principal catalyseur de pandémies sanitaires,

Graphique 61 – Pourriez-vous me dire si les facteurs suivants favorisent, selon vous, la propagation des épidémies comme le coronavirus ?

Cumul des réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord » (en %)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations Flash COVID-19 », juin 2020

devant le manque d'investissements dans la santé et la recherche par exemple. Les Français voient les crises sanitaires plutôt portées par des **causes socio-économiques** (échanges, manque d'investissements) que par des causes environnementales (diminution de la biodiversité ou encore le réchauffement climatique).

Le mantra du « Small is beautiful » - le local pour reprendre pied

D'aucuns vont même plus loin que la valorisation de l'échelon hexagonal. Nombreux, avec des systèmes de valeurs très divers¹⁰¹, sont même ceux qui évoquent le **« local », les « territoires » comme un nouvel eldorado**. La **crise sanitaire du Coronavirus** n'y a pas échappé et a entraîné de nombreux discours portant une dynamique de **relocalisation de l'appareil productif**, et vantant les mérites de la réactivité et du pragmatisme du **modèle démocratique allemand très régionalisé**. Ces perceptions s'ancrent dans des dynamiques qui pré-existaient à la crise et traversent aujourd'hui tout le spectre pourtant pluriel des familles de pensée.

Sur le plan économique, la question de la **« relocalisation des moyens de production »** est de longue date évoquée par certains alter-mondialistes ou anti-libéraux qui considèrent la production (agricole, industrielle, de services) à l'échelon des territoires comme une opportunité pour sortir d'un système capitaliste ultra spécialisé au niveau mondial, entraînant une dépendance jugée délétère à des multinationales, des chaînes de distribution ou des cours de marchés boursiers. Nombreux courants de pensée valorisent l'inscription dans le local comme un moyen de **sauvegarder l'emploi** sur les territoires.

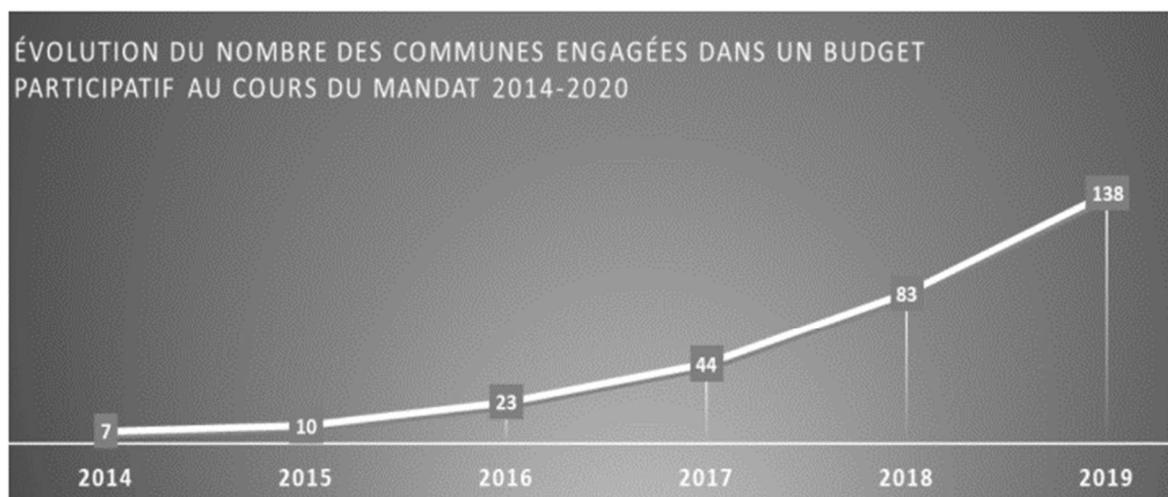
A l'automne 2019, alors que les préoccupations **environnementales** étaient à leur comble, les éco-anxieux y voyaient également une planche de salut pour la planète en réinscrivant la production et la consommation au niveau local.

Sur le plan **démocratique**, le mouvement des **gilets jaunes** né à l'automne 2018 était lui-aussi fortement ancré dans les territoires devenus des espaces d'engagement et de prise de parole citoyenne. Les initiatives de **démocratie** participatives sont d'ailleurs de plus en plus nombreuses à une échelle locale, alors que les maires sont les derniers hommes et femmes politiques à conserver un peu de crédit dans la population¹⁰².

¹⁰¹ Cette partie est tirée de l'article de Sandra Hoibian, L'inscription locale, gage de cohésion sociale, Constructif, n°55, mars 2020, http://www.constructif.fr/bibliotheque/2020-3/l-inscription-locale-gage-de-cohesion-sociale.html?item_id=5729

¹⁰² Au niveau politique, les Français font davantage confiance à leur maire (ils sont 71% à leur faire « tout à fait » ou « plutôt » confiance) qu'à leurs conseillers départemental (55%) et régional (49%), leur député (40%) ou leur sénateur (37%). Ipsos, CEVIPOF, AMF. Enquête sur les attentes municipales des Français, juin 2019

Graphique 62 – Evolution du nombre de communes engagées dans un budget participatif



Source : Budgets participatifs, donner du sens à la participation des citoyens. Antoine Bézard – Fondation Jean Jaurès – 26/02/2020, <https://jean-jaures.org/nos-productions/budgets-participatifs-donner-du-sens-a-la-participation-des-citoyens>

Certains espèrent enfin que le territoire puisse être un nouvel espace pour retisser **du lien** dans une société fragilisée et minée par la peur de l'autre.

Différents discours **assemblent ces différents éléments dans un tout**, le local étant proposé comme un échelon favorable à la fois à l'implication et l'engagement des pouvoirs publics, des citoyens et des entreprises pour répondre aux impératifs écologique, économique, démocratique et social. Il s'agit alors de valoriser ce qui est local, au détriment d'une conception d'entités politiques plus vastes mais moins protectrices et dont les actions concrètes restent souvent moins lisibles pour les citoyens. Il existe ainsi en France, **150 villes et territoires qui se revendiquent comme engagés dans une initiative dite de transition**¹⁰³. Certaines sont régulièrement mises en avant dans les médias comme Loos en Gohelle, Saillans ou Ungersheim¹⁰⁴. Le mouvement consiste à réorienter l'activité humaine sur un territoire autogéré, en développant la démocratie participative ainsi qu'une économie de proximité, dans le but de favoriser la cohésion sociale et de limiter l'impact des activités humaines sur l'environnement. Du côté des métropoles, l'objectif est de revenir à une échelle « humaine », voire de promouvoir la « démobilité ». Le concept de **ville du quart d'heure**, pensé par le chercheur Carlos Moreno et au cœur du programme de la campagne pour les municipales à Paris de la maire sortante Anne Hidalgo, prévoit ainsi que chaque parisien puisse « manger, se soigner, se divertir, se dépenser et travailler à quinze minutes à pied ou à vélo de son domicile ». Un projet qui passe entre autres par le maintien et l'installation de commerces et services de proximité et le développement de l'agriculture urbaine.

On trouve des signaux allant dans le sens d'un attachement récent à l'échelon territorial (et pas seulement au niveau national) dans notre enquête. 27% des Français déclarent avoir le sentiment d'appartenir à une **communauté locale** (commune ou quartier). Seul le sentiment d'appartenance à la

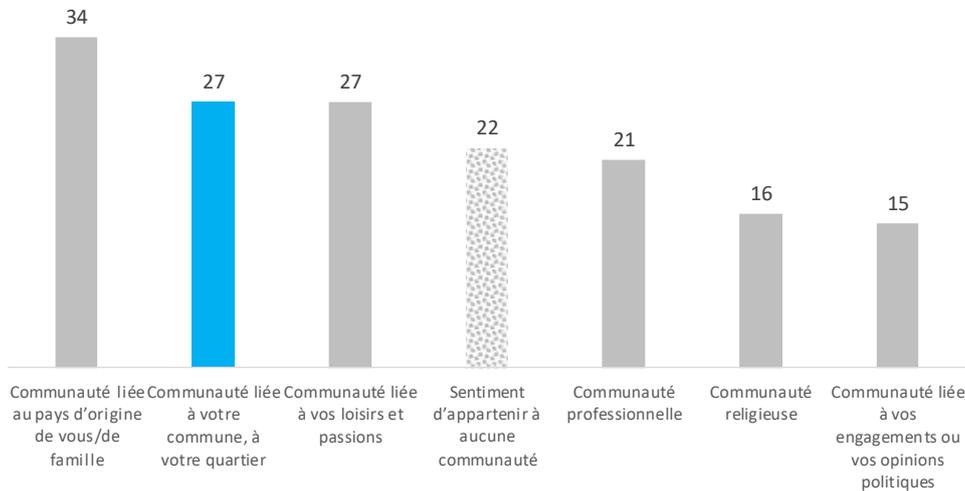
¹⁰³ Source : mouvement de la transition en France, entransition.fr

¹⁰⁴ Cf. par exemple le documentaire « Qu'est-ce qu'on attend » de Marie-Monique Robin, dédié au village et sorti en 2016

communauté du pays d'origine (ou du pays d'origine de la famille) rassemble plus de citations avec 34% des suffrages.

Graphique 63 – Le sentiment d'appartenir à une communauté locale regroupe plus d'un quart des Français (en %)

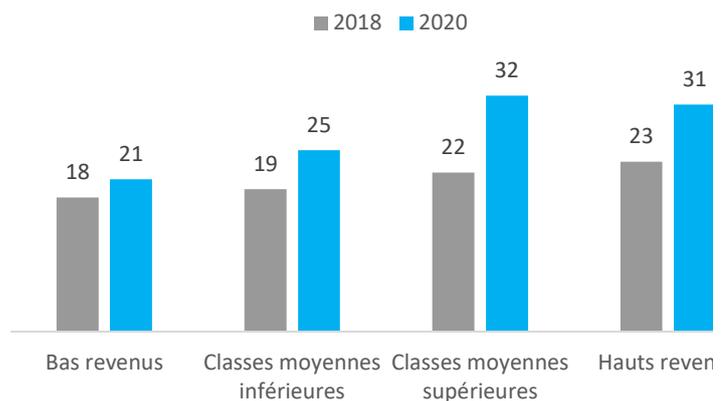
Avez-vous le sentiment d'appartenir à une ...



Source : Credoc, Enquête « Conditions de vie et aspirations », janvier 2020.

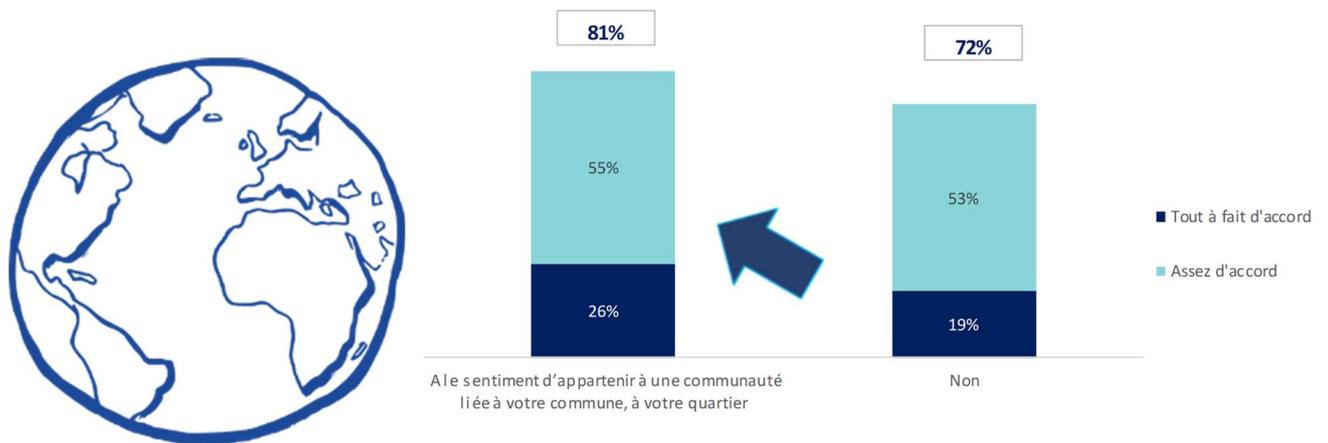
Comparé aux années précédentes, ce sentiment d'appartenance à une communauté locale progresse et cela dans toutes les classes sociales, et **plus particulièrement chez les catégories aisées** qui sont, traditionnellement, plus ancrées dans un univers géographique étendu. La progression du local n'est donc pas une forme de repli sur soi, mais un moyen de **retrouver une marge d'action et d'influence sur le monde**. En effet, ce qui distingue ceux qui se revendiquent d'une communauté locale, c'est avant tout leur souhait d'être acteurs/ actrices avec un impact positif sur le monde.

Graphique 64 – Le sentiment d'appartenance locale progresse notamment chez les catégories supérieures (en %)



Source : Credoc, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations ».

Graphique 65 – Avoir un projet permet d’avoir une action positive sur le monde pour les tenants du local



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2018

Le sentiment d’appartenance locale grandissant ne serait en rien à confondre avec un repli sur soi mais correspondrait davantage à l’envie d’un **localisme ouvert** (ou "**néo-localisme**"), qui doit être cosmopolite et diversifié et consisterait à **réorienter la vie humaine sur un territoire** (plus) autonome et autogéré, avec une **économie de proximité**¹⁰⁵. Luc Rouban interprète cette appétence de néo-localisme comme une envie de clarifier les rôles au niveau politique : celle de l’Union européenne d’abord, mais surtout celles des collectivités et in fine des citoyens.

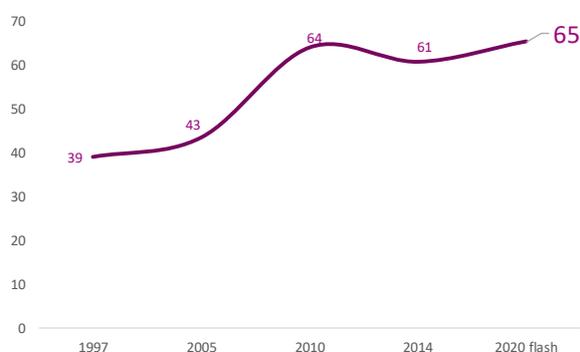
La consommation locale comme levier d’action

La consommation est notamment vue comme **un moyen concret d’action** des citoyens pour accélérer le processus de démondialisation. Il est en réalité aujourd’hui très difficile d’identifier la localisation de provenance des produits que l’on achète, tant les chaînes de production sont aujourd’hui fragmentées et dispersées dans le monde entier. Toujours est-il que **le soutien affiché au Made in France**, progresse nettement sur longue période, et est renforcé lui aussi par la crise du COVID-19. 65% déclarent ainsi qu’ils seraient prêts à **payer plus cher** un produit industriel français, +4 pts/2014, date de la dernière mesure. Le critère « produit régional » est de plus en plus cité par les consommateurs comme un facteur qui les incite à acheter un produit.

¹⁰⁵ Serge Latouche, "Vivre localement" dans le journal La Décroissance, n°28

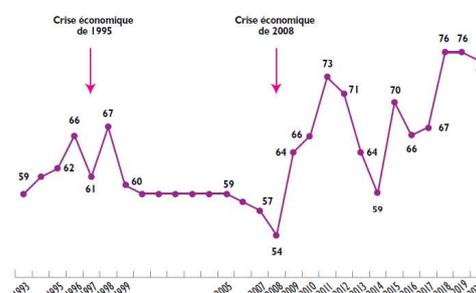
Graphique 66 – Acheter made in France, voir régional

« Êtes-vous prêts à payer plus cher des produits industriels Français ? »



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations

Voici plusieurs raisons d'acheter des produits de consommation, dites-moi si, personnellement elles vous incitent à acheter un produit (réponses « beaucoup » + « assez » un produit régional)



Source : CRÉDOC, enquêtes Tendances de consommation, téléphone.

Source : Credoc, enquête Tendances de consommation

Et du côté des entreprises, quelques **signaux faibles** pourraient indiquer que le développement des échanges mondialisés a atteint un palier. Sous les effets conjugués de l'augmentation du coût de la main d'œuvre dans certaines régions du globe, de la progression de la robotisation, de l'augmentation des coûts du transport, du renforcement de la politique française de soutien aux filières industrielles et des préoccupations d'image des entreprises, **certaines entreprises se relocalisent**. Entre 2008 et 2018, une centaine d'entreprises ont été relocalisées, depuis 24 pays¹⁰⁶, avec des cas emblématiques comme celui du fabricant de skis Rossignol – qui a délaissé Taïwan pour retrouver son site d'origine en Savoie en 2010 – ou du distributeur de thé Kusmi Tea qui a relocalisé le conditionnement de ses produits du Maroc vers la région parisienne en 2017. S'il est encore de l'ordre du signal faible, ce mouvement exprime les recompositions de ce que l'économiste El Mouhoub Mouhoud appelle « l'hyper-mondialisation ». Il estime que les chocs et crises combinés à des ralentissements dans le secteur du commerce mondial forceront certaines entreprises à se redéployer, à revoir leurs stratégies et à reconsidérer leur marché et leur périmètre d'action.

7. La volonté d'un Etat fort qui protège et anticipe les risques

De la défiance à l'égard du monde politique et institutionnel ...

La crise du coronavirus est intervenue au sein d'une **période d'extrême défiance institutionnelle et politique**, frôlant le *burn-out* politique. Le degré de confiance dans les institutions et le personnel politique est en effet **historiquement plus faible en France** que dans la plupart des autres pays occidentaux avec des performances démocratiques comparables et des niveaux de bien-être subjectif identiques. Robert Inglehart place la France loin derrière les pays à tradition protestante (où la défiance politique et sociale semble structurellement moins prononcée que dans les pays à héritage catholique) au tout dernier rang des pays d'Europe de l'Ouest, derrière l'Italie, l'Espagne, l'Autriche ou

¹⁰⁶ Source : Observatoire de l'investissement et de l'emploi

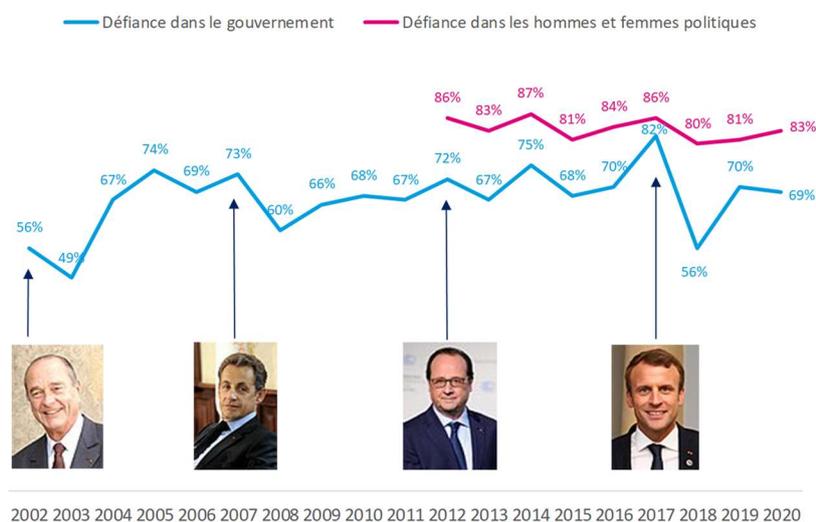
encore la Belgique¹⁰⁷. Ce constat est confirmé par différentes enquêtes nationales, européennes et internationales. En 2019, l'enquête de l'Eurobaromètre montre par exemple que 53% des Français sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, contre 95% au Danemark, 88% au Luxembourg ou encore 84% aux Pays-Bas ou en Finlande. La France figure ainsi à la 18^{ème} place des 28 pays européens¹⁰⁸. Les chiffres publiés par Fondapol dans leurs travaux sur « l'avenir de la démocratie » dressent un constat comparable quoique légèrement plus pessimiste. En 2017, 53% des Français considèrent que la démocratie fonctionne « mal » dans leur pays, contre 17% en Norvège, 26% en Finlande, 37% en Allemagne ou encore 36% en Autriche. Dans ce contexte, le jugement des responsables politiques est sans appel. **À l'orée du confinement, en janvier 2020, 83% des Français faisaient peu ou pas confiance aux hommes et femmes politiques**, une proportion très stable dans le temps (Graphique 67). **La défiance dans la capacité du gouvernement à « résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement » est majoritaire depuis vingt ans** même si elle fluctue en fonction des échéances électorales. En effet, les années suivant les élections présidentielles, une vague d'espoir émerge

temporairement, diminuant la défiance, mais cet espoir est rapidement effacé, l'année d'après avec une remontée systématique de la défiance¹⁰⁹.

Olivier Rozenberg, Richard Balme et Jean-Louis Marie se sont interrogés dans leurs travaux sur les motifs de cette défiance croissante à l'égard du personnel politique¹¹⁰. Les auteurs établissent

notamment un lien entre le **degré « d'individualisation »** d'une société, le **pessimisme du regard porté sur le vivre ensemble**, et la confiance (défiance) vis-à-vis du personnel politique. Plus une société

Graphique 67 – Proportion de personnes faisant peu ou pas du tout confiance dans le gouvernement et le personnel politique



Source : CRÉDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2002-

¹⁰⁷ INGLEHART R., « Trust, Well-Being and Democracy », In WARREN M.E., *Democracy and Trust*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 88-120.

¹⁰⁸ Nota bene : L'enquête EB91 (Eurobaromètre standard 91) a été menée en juin 2019, avant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

¹⁰⁹ On constate ainsi que la défiance dans le gouvernement diminue de -7 pts après l'élection de Jacques Chirac puis l'année suivante la défiance grimpe de +18 pts, l'élection de Nicolas Sarkozy baisse de -13 pts la défiance mais celle-ci augmente de +6 pts l'année suivante, l'élection de François Hollande provoque des mouvements similaires bien que plus réduits -5 pts puis +7 pts, l'élection d'Emmanuel Macron n'échappe pas à la règle avec toutefois une déception à la hauteur des espoirs spectaculaires qu'elle avait suscité (-26 pts de défiance puis +14 pts l'année suivante)

¹¹⁰ BALME R., MARIE J.-L., ROZENBERG O., « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique », In *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 10, n°3, 2003, pp. 433-461.

est perçue comme individualiste et inégalitaire par les citoyens, plus les représentants politiques sont vus comme égoïstes (ils ne pensent qu'à leur propre intérêt) et comme élitistes (ils ne sont pas comme nous, ils sont loin). Le personnel politique fait ainsi **figure de surface de projection** de la perception du fonctionnement voire du dysfonctionnement de la société en matière d'égalité

Figure 1 – Tableau de correspondance entre le pessimisme social et la défiance politique

Perception de la société	Perception des hommes et femmes politiques
Individualisme	Ils ne pensent qu'à eux
Argent	Ils sont corrompus
Inégalité	Ce ne sont pas des gens comme nous
Compétition	Ils se battent entre eux
Difficulté (rapports de force)	Ils ne pensent qu'au pouvoir
Hypocrisie	Ils ne respectent pas leurs promesses

Source : BALME R., MARIE J.-L., ROZENBERG O. (2003)

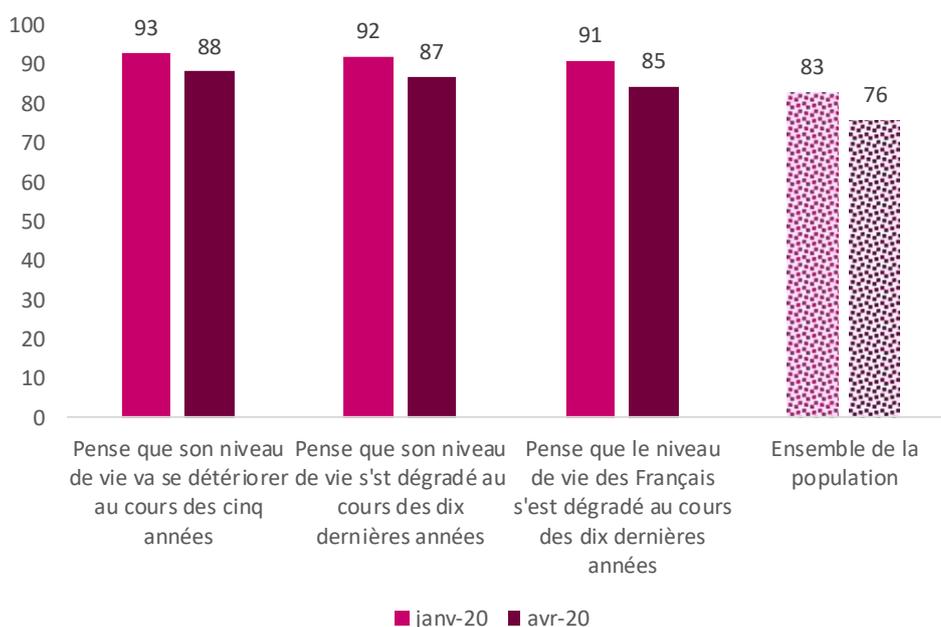
En effet, 89% des Français estiment par exemple que la plupart des responsables politiques ne défendent que leur intérêt personnel¹¹¹ et 74% les jugent plutôt corrompus¹¹².

L'enquête Conditions de vie et aspirations montre aussi **une corrélation significative entre pessimisme économique et défiance politique que ce soit avant ou pendant le confinement**. Ainsi, les personnes qui pensent que leur niveau de vie va se détériorer au cours des cinq prochaines années (93% en janvier) ou encore celles qui pensent que leur niveau de vie s'est dégradé au cours des dix dernières années (92%) expriment une plus forte défiance vis-à-vis du personnel politique que la moyenne des Français en janvier 2020 et conservent cette spécificité en période de confinement.

¹¹¹ REYNIE D. (dir.), *Où va la démocratie ?*, Paris, PLON, 2017.

¹¹² CHEURFA M., CHANVRIL F., *Baromètre de la confiance politique : 2009-2019 la crise de la confiance politique*, Paris, CEVIPOF, janvier 2019.

Graphique 68 – Proportion de personnes faisant peu ou pas du tout confiance dans le personnel politique selon le pessimisme économique et la période d’interrogation



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, janvier et avril 2020

La décision du gouvernement d'un confinement généralisé, l'intervention très forte de l'État sur l'ensemble de la population et du territoire, notamment dans le champ économique, couplé à la réserve du monde politique sur la période ont atténué ces jugements en termes d'individualisme, de corruption ou encore d'inégalités. Ainsi, la défiance envers les hommes et femmes politiques a perdu 7 points entre janvier et avril 2020.

...à l'attrait de la protection assurée par l'État et les corps intermédiaires pendant la crise

La confiance dans le gouvernement a, globalement, progressé dans la plupart des groupes (41%, +12 pts en moyenne) entre janvier 2020 et avril 2020, et en particulier parmi ceux qui manifestaient un **désir de protection** : écoeurés (+8 pts), inaudibles (+11 pts). Le **sentiment de relégation territoriale a diminué** de 11 points par rapport à la date de la dernière mesure (passant de 47% en 2018 à 36% pendant le confinement). Le sentiment que les pouvoirs publics « font ce qu'ils doivent » pour les plus démunis passe de 41% avant la crise, en période de reprise économique, à 45% en avril, en liaison avec les nombreux plans de soutien.

Au-delà du **large soutien à la décision de confinement**, nous y reviendrons, les mesures décidées par le gouvernement comme **l'indemnisation du chômage partiel** pour les personnes perdant leur emploi (92% d'accord), les **délais de paiement** sur les impôts et les cotisations sur les entreprises (89%), la **prime** de 1000 euros pour ceux continuant à travailler (85%), le droit de retrait (84%) ou les mesures **locales de couvre-feu** (82%) ont suscité une forte adhésion de la population selon le Cevipof.¹¹³

¹¹³ CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique*, Vague 11bis spéciale Coronavirus, avril 2020

L'État n'est pas le seul à rassurer, **toutes les « institutions » au sens large, les organisations, les corps intermédiaires ont regagné en crédit** après des années de désaffection. La tendance s'observe auprès :

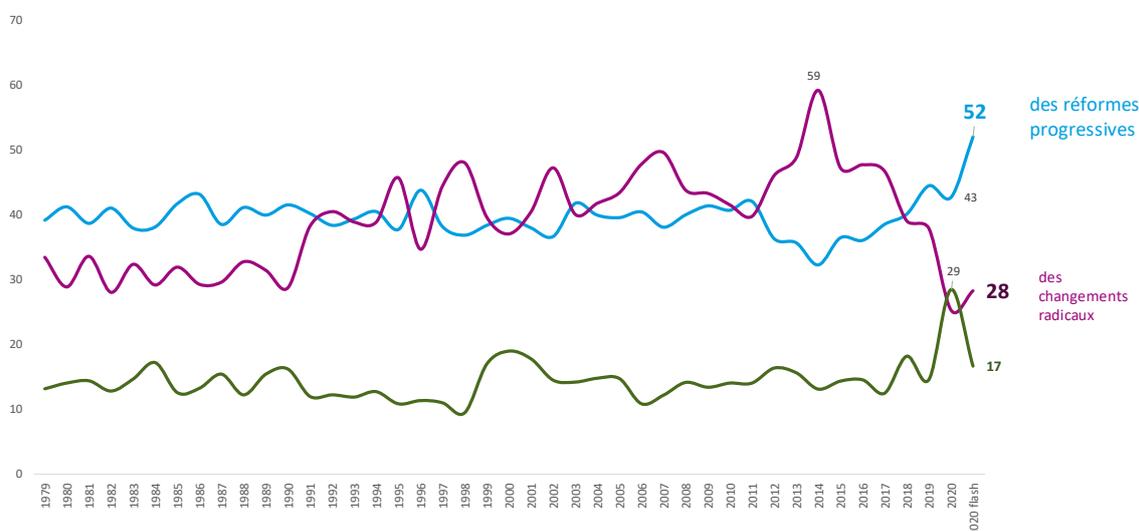
- des entreprises privées (64%, +6 pts par rapport à janvier), probablement car nombreuses ont été celles qui ont cherché à apporter leur pierre (reconversion des usines pour fabriquer des masques et du gel hydroalcoolique, dons de masques de plongée reconvertis en respirateurs, offres « gratuites » de divertissement numérique pendant la période du confinement)
- des entreprises « publiques » (64%, +6 pts), les transports, entreprises gérant les infrastructures comme l'eau, l'électricité, les transports ayant poursuivi leur activité, les bureaux de poste s'étant convertis en lieu de versement des prestations, etc.
- les banques (44%, +7 pts) qui ont été sollicitées pour accorder des facilités de crédit, ou de trésorerie
- les associations (73%, +6 pts) qui ont cherché à continuer leur travail de terrain malgré les conditions,
- les médias (32%, +6 pts) dont les audiences ont fortement augmenté,
- l'école (78%, +8 pts) qui a tenté autant que possible de préserver une « continuité pédagogique »,
- l'hôpital (89%, +5 pts par rapport à la dernière date de mesure en 2014) dont la figure des « soignants » a été héroïsée par le Président de la République, et qui a rivalisé d'initiatives pour répondre à l'épidémie.

Seule la police qui avait perdu de son aura au cours des 5 dernières années (passant de 78% de confiance en 2016 à 67% en 2020), vraisemblablement en liaison avec les mouvements sociaux ayant jalonné les dernières années (crise des gilets jaunes et polémique autour de l'usage de LBD, interventions contestées lors du mouvement des retraites) jouit moins de ce regain de confiance (+3 pts entre janvier et avril 2020).

Autre signe de ce souhait de continuité et de réassurance, l'ampleur du choc lié à la pandémie n'amplifie pas le désir de changement radical de société : **le mouvement de baisse de la demande de changement radical de société se poursuit**. Cette demande avait beaucoup progressé sur longue période pour atteindre un Français sur deux en 2014 avant de s'essouffler en raison d'une fatigue associée à l'accélération du temps médiatique et politique, et des multiples réformes. Ainsi, en avril 2020, 52% des Français aspirent plutôt à des réformes qu'à des changements à 360 degrés.

Graphique 69 – Une nette majorité de la population aspire aujourd’hui à des réformes plutôt qu’à des changements radicaux

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ? Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ?



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations

Données antérieures à 2015 rétrolées pour tenir compte du changement de mode de recueil

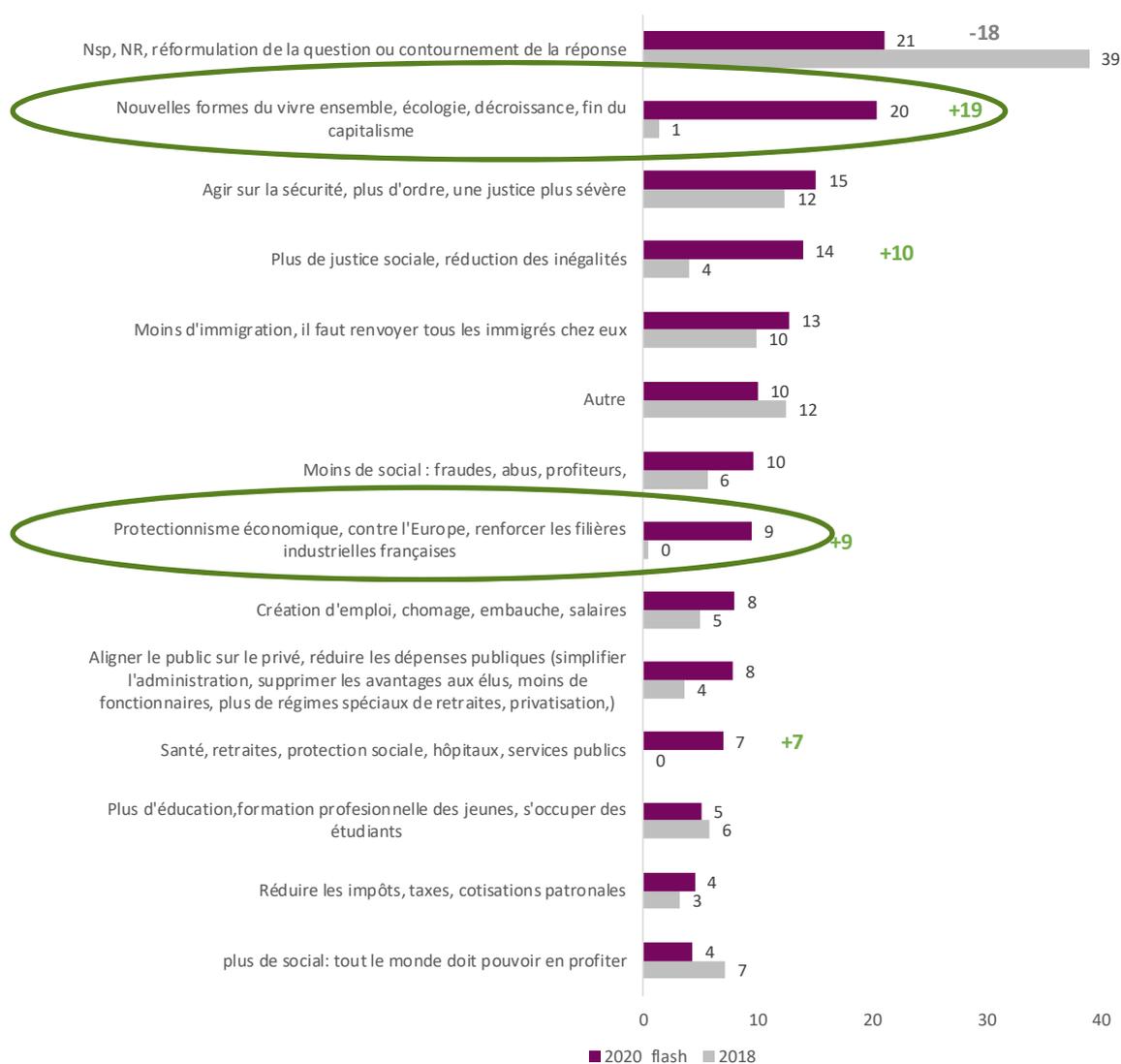
Notons que la demande de radicalité qui s’exprime aujourd’hui dans une petite part de la population se tourne davantage vers les questions environnementales. En 2018, 38% de la population aspirait à faire table rase de la société telle qu’elle était. Les aspirations de ces personnes étaient souvent floues (39% des verbatim) ou étaient très éparpillées : demande de sécurité ou d’ordre (12%), moins d’immigration (10%), une lutte plus importante contre la fraude sociale (6%) et dans des proportions similaires le souhait de davantage d’aides sociales (7%), le souhait de création d’emploi (5%).

Posée en plein confinement, alors que les débats et propositions sur le « jour d’après » se multipliaient, on constate que **si l’aspiration à tout changer est moins prégnante dans la population (28% -10 pts) le désir de radicalité change d’orientation**. En particulier 20% des « radicaux » aspirent à de nouvelles formes de vivre ensemble, tournées vers **l’écologie, la décroissance, la sortie du capitalisme**. Les deux autres thèmes émergents, qui étaient absents des verbatim en 2018 sont **la relocalisation de la production, et le renforcement de la protection sociale, du système de santé**.

Graphique 70 – Quelles sont, selon vous, les principales transformations radicales dont la société française a besoin ?

Champ : 38% de personnes aspirant à un changement radical en 2018, 28% en avril 2020

Question ouverte codifiée à postériori

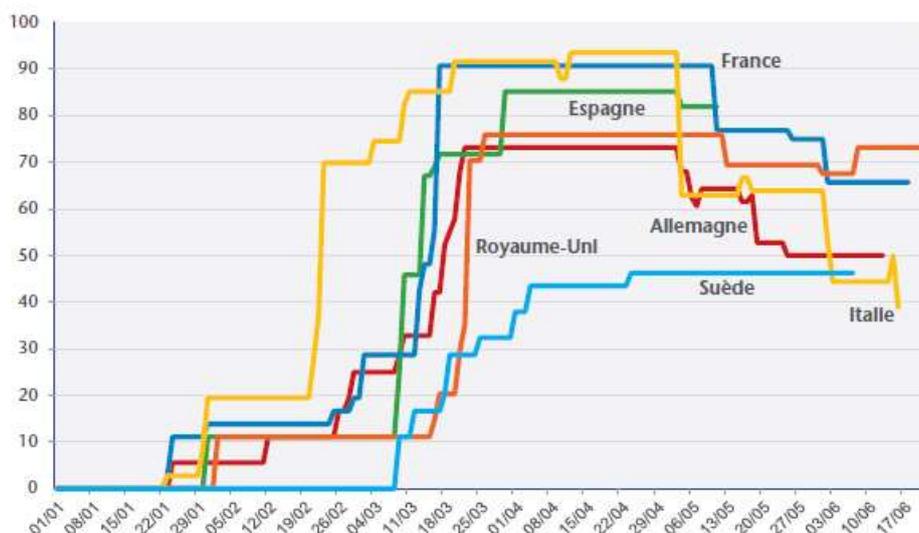


Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, hiver 2018 et avril 2020

Une attente d'ordre et de sécurité - l'aspiration au « contrôle » prométhéen

La France est un des pays ayant mis en œuvre les mesures de confinement et de distanciation physique les plus strictes en Europe, selon un indice élaboré par des chercheurs d'Oxford.

Graphique 71 –Indice de rigueur de la réponse du gouvernement en Europe à la crise du coronavirus



Source : T.Hale, S. Webster, A. Petherick, T.Phillips et B.Kira (2020).

Oxford COvid-19 Government response Tracker

Interrogés après trois semaines de confinement, **on aurait pu s’attendre à un désir de plus grande liberté de la part des Français**. Or, la population manifeste au contraire l’envie d’une protection encore accrue et d’un renforcement de l’ordre.

Rappelons tout d’abord que la **décision de confinement, mesure restrictive des libertés** s’il en est, et destinée à **protéger** les populations du risque, a été **perçue très positivement par la population**. Alors même que les personnes sont interrogées, après plusieurs semaines depuis le début du confinement, et sans certitude à l’époque sur la date à laquelle aura lieu le déconfinement, seules 5% considèrent qu’il « n’aurait pas fallu confiner ». 51% considèrent même que **le confinement aurait dû être plus strict**, comme s’il fallait, par tous les moyens, **contrôler, limiter la finitude corporelle humaine**.

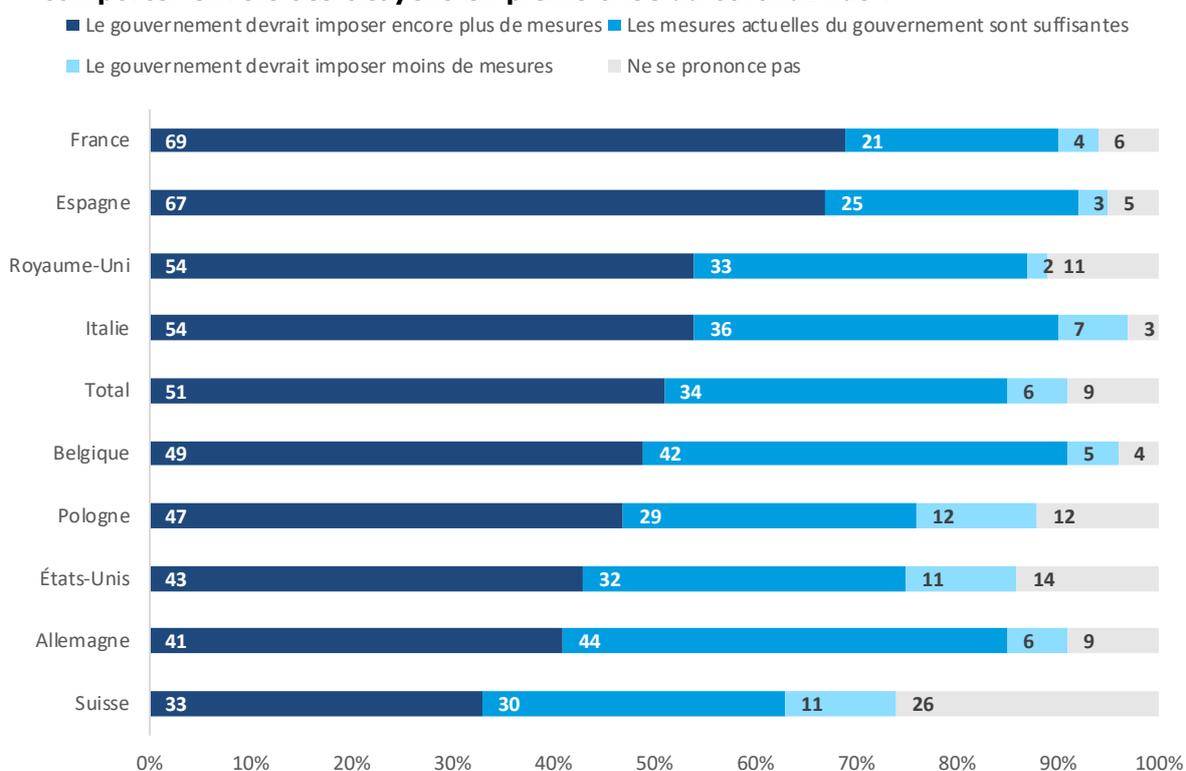
Graphique 72 –Par rapport à la décision de confinement de la population en France diriez-vous plutôt



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020

Menée plus tôt dans la période, entre le 24 et le 30 mars 2020, près de sept Français sur dix (69%) étaient **les plus favorables, parmi d'autres pays occidentaux, à un accroissement des mesures** imposées par l'État, là où 4% seulement d'entre eux souhaitaient au contraire un allègement de ces mesures. L'attente de mesures étatiques était bien moindre en Italie (54%), pourtant aussi très touchée par la crise, en Belgique (seuls 49% des Belges) partageaient cet avis ou aux Etats-Unis (43%).

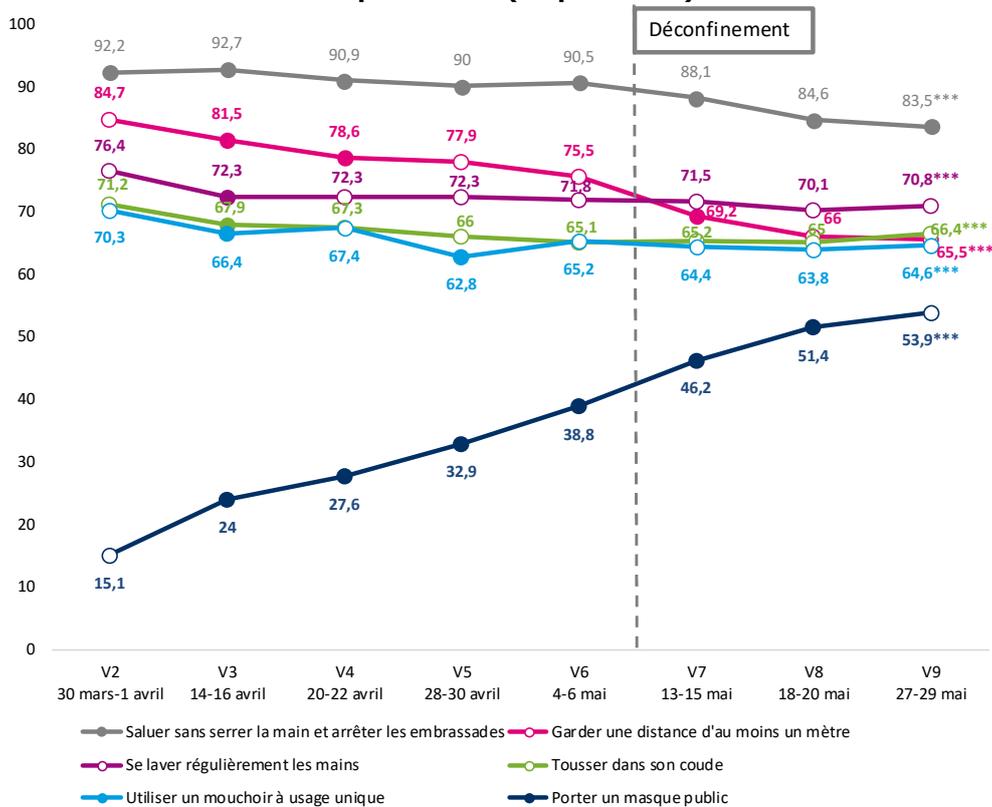
Graphique 73 - « Comment pensez-vous que le gouvernement de votre pays devrait se comporter envers ses citoyens en pleine crise du coronavirus ? »



Source : Sondage Yougov effectué entre le 24 mars et le 30 mars 2020, auprès de 10 963 personnes en Allemagne, Espagne, Italie, France, Belgique, Royaume-Uni, Suisse, Pologne et aux États-Unis auprès d'une population représentative de chaque pays, âgée de 18 ans et plus.

Individuellement, le soutien aux mesures de protection se matérialisent notamment par **une très forte adhésion aux gestes barrières**, y compris depuis le déconfinement avec une progression très nette du port de masque en public malgré une diminution très mesurée du respect de la distanciation sociale (distance d'un mètre, pas de contacts physiques...). Plus de la moitié (54%) des Français assureraient porter un masque en public à la fin mai contre 46% au lendemain du déconfinement. La menace du Covid-19 et les recommandations des gestes barrières apparaissent donc comme bel et bien intériorisées par les Français.

Graphique 74 - Prévalences et évolutions de l'adoption systématique des mesures de protection (% pondérés)



Champ : France métropolitaine

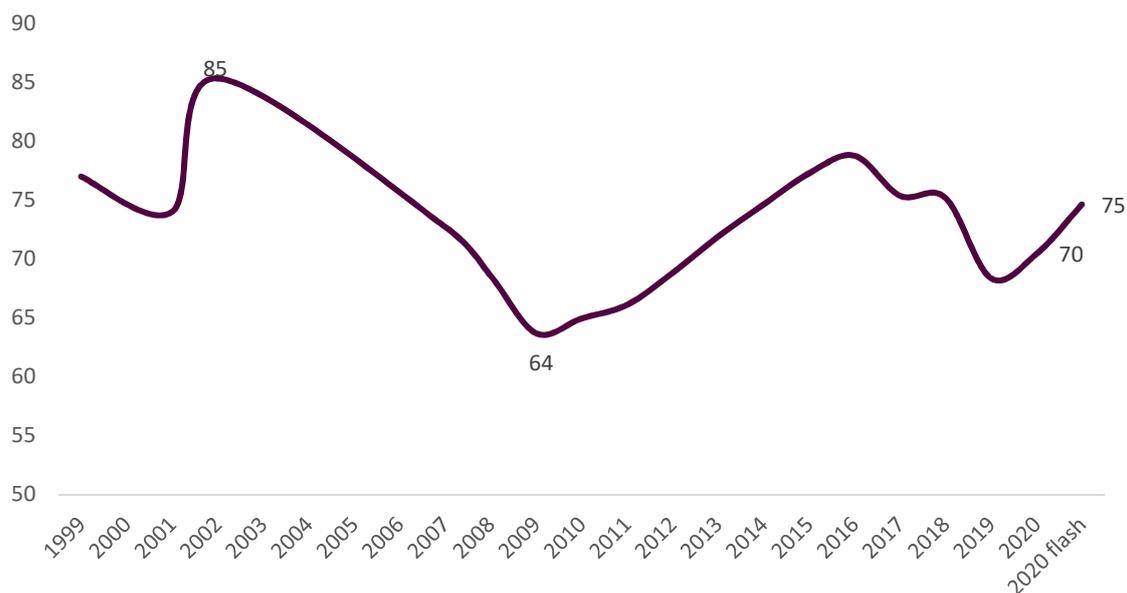
Source Enquête CoviPrev, Santé publique France, juin 2020

Note de lecture : lorsqu'une marque (rond) est pleine, la proportion est significativement différente de celle de la vague précédente. Lorsque la dernière marque de la série (Vague 9) est associée à une étoile, cette proportion est significativement différente de celle du premier point de la série (Vague 2, test de Wald ajusté), * : $p < 0.05$, ** : $p < 0.01$, *** : $p < 0.001$.

Au-delà de leur protection personnelle et de celles des personnes qu'ils croisent, les Français appellent de leurs vœux un **pays davantage sécuritaire** dans son ensemble.

74% d'entre eux considèrent ainsi que la société française a aujourd'hui besoin, pour mieux fonctionner, de **plus d'ordre** (plutôt que de plus de liberté). L'opinion oscille sur ce point entre 64% (en 2009, alors que les préoccupations économiques étaient au plus haut) et 85% (en 2002, juste après le choc des attentats de 2001 et la focalisation de la campagne présidentielle sur le thème de la violence et de l'insécurité).

Graphique 75 - Selon vous, la société française a-t-elle aujourd'hui besoin, pour mieux fonctionner, de plus d'ordre ou de plus de liberté ? % Cumul « un peu plus d'ordre » et « beaucoup plus d'ordre »



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, 1999-avril 2020

On retrouve des traces de cette aspiration autoritaire à plusieurs reprises dans l'enquête. 15% des personnes aspirant à un changement « radical » de société attendent une justice plus sévère, plus de sécurité (+3 pts/2018). Le respect des lois est davantage cité comme une condition indispensable à la cohésion sociale (27%, +7 pts par rapport à 2013). La première attente vis-à-vis des pouvoirs publics pour renforcer la cohésion sociale est devenue ainsi le souhait que l'on punisse plus sévèrement les délinquants (28%+16 pts).

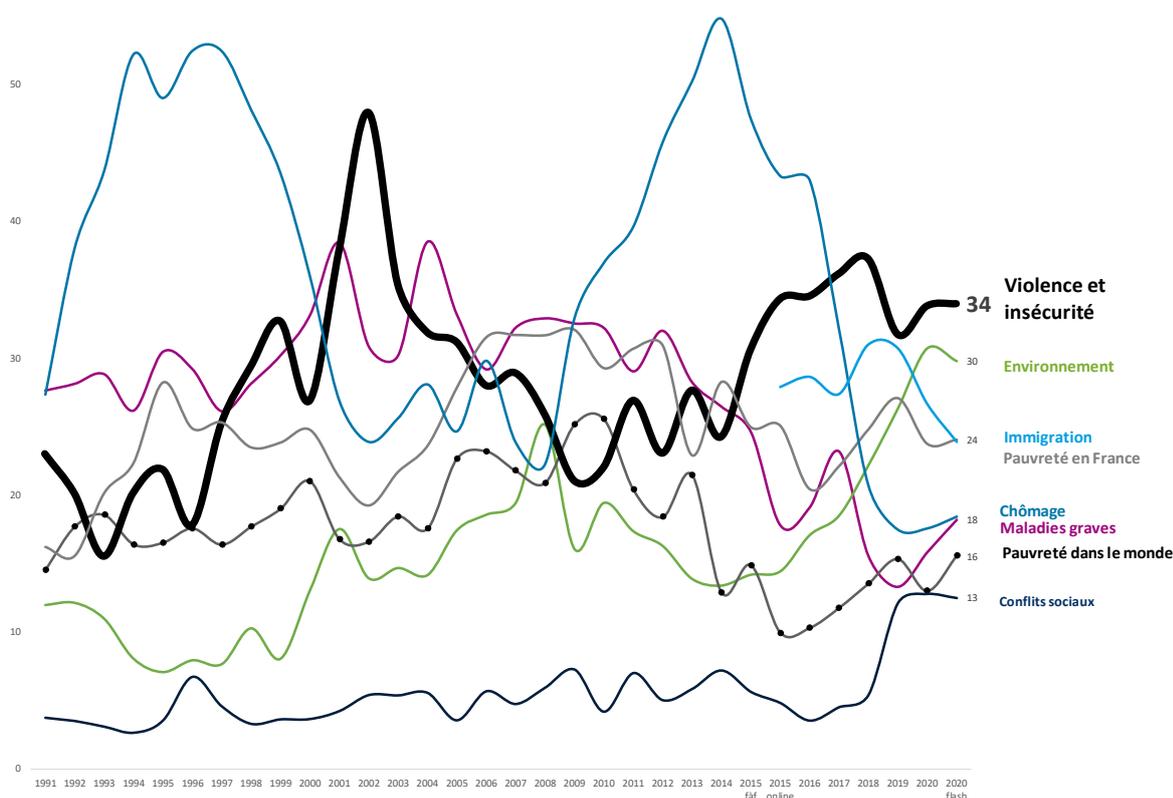
Graphique 76 – Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ?

	2011	2012	2013	2014	2020 flash	Evolution flash/2014
Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi	53	52	52	51	31	-20
Punir plus sévèrement les délinquants	10	11	14	12	28	+16
Garantir une éducation de qualité	25	25	24	22	21	0
Permettre à tous de bien se loger	37	39	34	34	19	-15
Permettre à tous de bien se soigner	16	16	13	16	17	+1
Favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes	9	8	9	9	17	+8
Soutenir la croissance économique	10	9	14	15	14	-1
Aider les jeunes à démarrer dans la vie	17	16	19	20	14	-6
Favoriser la diversité des populations dans chaque quartier	7	7	7	7	9	+2
Avoir une politique culturelle dynamique, qui permette des moments de partage entre les citoyens)	8	8	6	6	8	+2
Soutenir les personnes handicapées	4	5	4	6	8	+2
Autre	3	2	2	2	4	+2

Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations (enquête pour la DGCS en 2011,2012,2013,2014 en face à face), puis menée en ligne dans le cadre de l'enquête Flash d'avril 2020

Et au total, la première préoccupation des Français en avril 2020 (parmi une liste de 12 thèmes comme l’environnement, le chômage, la pauvreté, les conflits sociaux, les tensions internationales, etc.) reste identique à celle observée en janvier : 34% citent dans l’une de leurs deux réponses possibles une **préoccupation pour la violence et l’insécurité**.

Graphique 77 – Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? cumul réponses 1 et 2



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations

Le besoin de protection ne s’arrête pas avec la fin du confinement. En effet, une très nette majorité de la population (65%) estime qu’il est plus important pendant la **phase de déconfinement** « **que l’État protège la santé des citoyens, même si cela diminue les libertés de chacun** » (plutôt « que l’Etat rétablisse et préserve les libertés individuelles »). 60% sont aussi d’avis qu’à plus long terme, « **l’État doit anticiper et préparer au maximum le pays à toutes les menaces même si cela doit augmenter les dépenses et les impôts sans certitude que ces évènements se produisent** », contre 35% qui considèrent que « L’État doit limiter les dépenses et les impôts au maximum et concentrer les efforts sur les menaces les plus probables, quitte à ne pas être préparé pour tous les risques ».

En outre, alors même que les Français se disent habituellement particulièrement inquiets des risques d’atteinte à la protection de la vie privée¹¹⁴ : 51% se disent personnellement **prêts à utiliser une**

¹¹⁴ Les Français font du manque de protection des données personnelles le principal frein à l’usage d’Internet et que 54% sont persuadés que des logiciels installés sur le téléphone mobile peuvent transmettre des informations personnelles sans l’accord de l’utilisateur. Source : Crédoc pour le CGE, l’Arcep et l’Agence du Numérique, *Baromètre du numérique, édition 2018*, 2018.

application sur smartphone qui transmet des informations sur leur santé de façon anonymisée pour identifier les personnes qui ont rencontré un malade du coronavirus. En d'autres termes, le combo de la technologie mobilisée sous l'égide d'un État protecteur rassure et fait sauter certains verrous à la transmission de données de santé personnelle.

Lors de la survenue d'un événement catastrophique, les communautés humaines sont soumises à des états de stress importants, notamment en raison de l'incertitude pesant sur l'avenir. La réduction ou l'adaptation à ce degré d'incertitude permet de surseoir à ces sentiments négatifs au sein de la population.

Une analyse transversale sur la « résilience communautaire »¹¹⁵ après des catastrophes met en évidence cinq grandes domaines favorisant celle-ci :

- la gestion de la crise (*leadership*),
- l'état de préparation (*preparedness*),
- l'efficacité collective (*collective efficacy*),
- le sentiment d'appartenance (*place attachment*),
- la confiance sociale (*social trust*).

Cette **résilience** est rendue possible par une communication efficace, informant sur les risques comme sur la crise en elle-même, la prise de conscience des vulnérabilités existantes, l'espoir collectif qu'il est possible de surmonter la crise, la qualité des soins pouvant être apportés tant sur le plan mental que physique à la population.

L'efficacité collective (*collective efficacy*) à suivre les consignes a plutôt été forte, avec un confinement et un suivi des gestes barrières recommandé globalement très respecté, y compris chez des publics comme les jeunes qui étaient moins directement menacés, et par souci de protéger autrui. Nous l'avons vu, le sentiment d'appartenance (*place attachment*), et la confiance sociale (*social trust*) ont plutôt été renforcées pendant la crise. Et de ce point de vue, la société française a fait la preuve d'une **forme de résilience**.

Sur le plan institutionnel, **l'état de préparation, et la communication gouvernementale ont fait l'objet de nombreuses critiques** : la destruction des stocks de masques a été pointée du doigt, les arguments pour justifier de la non-recommandation du port des masques et de la non mise en place d'une politique de tests au début de la crise ont pu être jugés fallacieux, le lyrisme du chef de l'Etat a généré une moindre crédibilité que le pragmatisme de la chancelière allemande. Selon le Cevipof, **seuls 39% des Français estiment que la crise a été bien gérée** (contre 69% des Britanniques et 74% des Allemands). **Seuls 45% de la population ont déclaré faire confiance aux données officielles sur le nombre de morts** (contre 63% au Royaume-Uni et 62% en Allemagne)¹¹⁶. Cette question de la fiabilité de l'information¹¹⁷ illustre aussi la défiance profonde et ancrée de la population envers le monde politique.

¹¹⁵ Patel SS, Rogers MB, Amlôt R, Rubin GJ. What Do We Mean by 'Community Resilience'? A Systematic Literature Review of How It Is Defined in the Literature. PLOS Currents Disasters. 2017 Feb 1 . Edition 1. doi: 10.1371/currents.dis.db775aff25efc5ac4f0660ad9c9f7db2.

Selon les auteurs, « Le terme « catastrophe » est défini par l'UNISDR comme « une perturbation grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société impliquant des pertes et des impacts humains, matériels, économiques ou environnementaux généralisés, qui dépasse la capacité de la communauté ou de la société affectée à faire face en utilisant ses ressources propres », tandis qu'une « communauté » peut être largement définie comme une population constitutive telle qu'un quartier, une ville ou une ville. »

¹¹⁶ CEVIPOF, *Baromètre de la confiance politique*, Vague 11bis spéciale Coronavirus, avril 2020

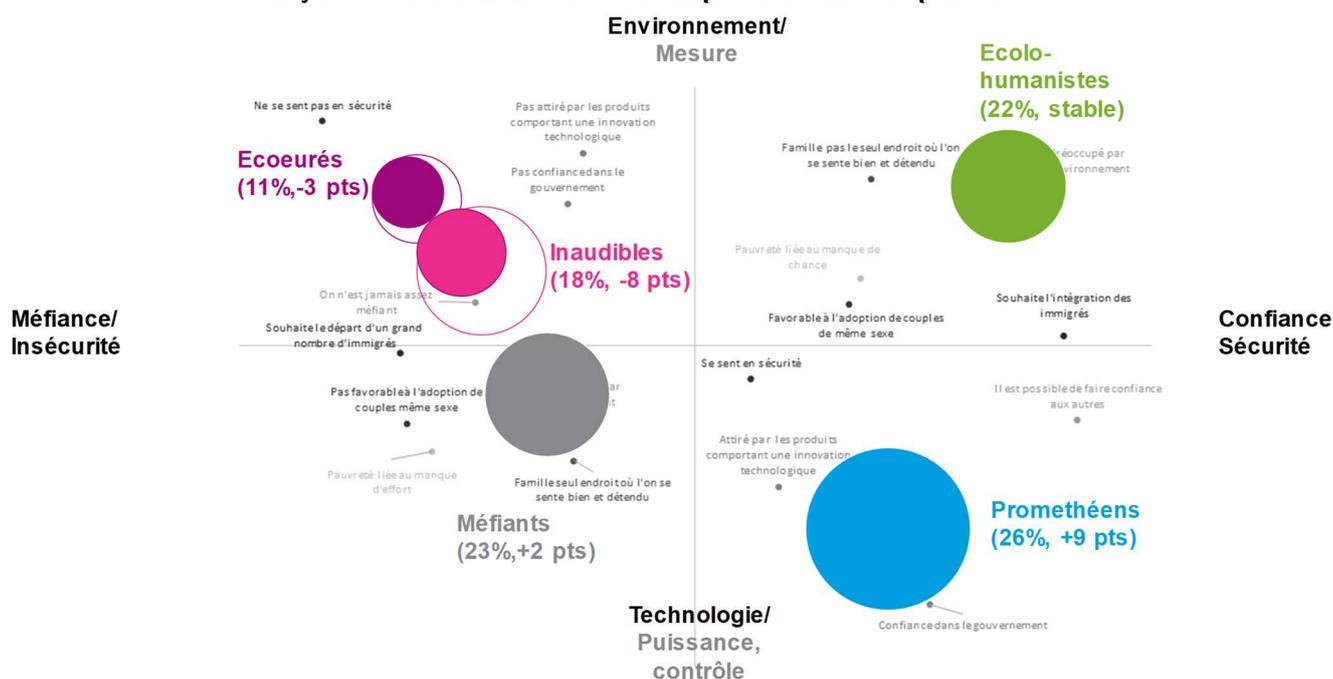
¹¹⁷ Cf. les travaux notamment de PUTNAM R.D., *Bowling Alone: the Collapse and Revival of American community*, New York, Simon and Schuster, 2000.

Mais au-delà des questions de communication et de préparation, **la confiance institutionnelle se nourrit de l'évaluation de la fonctionnalité et de la pertinence des politiques publiques**, c'est-à-dire de la politique menée par les institutions. Sniderman distingue deux hypothèses : les politiques publiques peuvent être bénéfiques aux citoyens, ou porter atteinte à leurs intérêts d'une part, ou simplement être sans objet à l'égard de leur situation individuelle ou objective d'autre part. Elles peuvent aussi satisfaire leurs convictions morales ou, au contraire, les contredire. La défiance à l'égard des institutions serait donc la conséquence de **l'impression d'être perdant**, en termes d'intérêt personnel, des politiques publiques menées. La relation de confiance dans les institutions est d'abord fonction **du rapport dynamique entre performances** de l'action publique et **exigences** politiques des citoyens. La défiance augmenterait sous l'effet d'une performance déclinante mettant à jour un manque d'efficacité des institutions et des politiques publiques, incapables de résoudre les problèmes qu'elles se sont fixées de traiter. Ted Gurr montre par ailleurs que, tandis les performances des institutions déclinent, **les exigences vis-à-vis des politiques publiques s'élèvent**. Moins des institutions sont performantes plus ils produisent des exigences engendrant une frustration¹¹⁸.

L'ampleur extraordinaire des mesures de sécurisation prises par le gouvernement, tant sur le plan sanitaire avec le confinement entraînant la mise quasi à l'arrêt de toute la société (écoles, culture, commerces, déplacements, etc.), **qu'économique, avec des plans de soutiens sans précédent tant pour les ménages que les entreprises, semblent avoir particulièrement rassuré –temporairement ? - les deux groupes de la population qui étaient, déjà avant la crise, les plus en attente de sécurité**. Les inaudibles (-7 points) et les écœurés (-4 points) perdent en ampleur entre janvier et avril 2020, au profit des **Prométhéens** (+9 points), forts soutiens de l'action gouvernementale. (94%, ce qui les différencie très nettement de la moyenne (+53 pts !)).

¹¹⁸ GURR T.R., *Why Men Rebel*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

Graphique 78 – – Représentation graphique d’une typologie des opinions structurant la société française au début 2020 sur les deux premiers axes du plan factoriel



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et aspirations, avril 2020 (évolution par rapport à janvier 2020)

Dans le dilemme prométhéen, c'est donc plutôt **l'idéal de maîtrise** par l'homme de son environnement, qui se trouve renforcé par cette crise sanitaire.

La période, en permettant une forme d'expérimentation sociale à grande échelle de la « sobriété », convainc quelques-uns de faire un **pas de côté par rapport à leurs modes de consommation habituels**, offrant une ouverture à des modifications plus pérennes. **Mais, le principal mouvement va vers le renforcement d'un modèle valorisant la capacité d'action de l'homme pour repousser les limites inhérentes à sa finitude** : limiter les risques sanitaires, ralentir l'accélération du monde, relocaliser les activités économiques, et maîtriser les interactions sociales.

La technologie qui pouvait paraître comme une menace et une perte de libre arbitre et de contrôle sur le monde, au travers par exemple de la montée en puissance des algorithmes, devient avec le confinement, un instrument de réduction des risques **sanitaires en permettant de profiter de la sécurité de son domicile, de retrouver une forme de contrôle sur son temps dans un monde en accélération permanente.**

Dans une société où **l'individu est valorisé** très fortement, **les actions individuelles entreprises pour protéger les autres donnent à chacun le sentiment d'une société plus unie.** Le domicile, lieu de l'intimité individuelle par excellence, devient le centre **d'une vie sédentaire et limitée géographiquement**, en rupture avec les valeurs de mobilité (résidentielle, géographique, professionnelle, etc.) et « d'agilité » qui avaient jusqu'alors le vent en poupe. La polarisation des situations, et **l'exacerbation des inégalités** survenue dès le début du confinement et ses premières conséquences économiques inquiètent, à ce jour, assez peu les ménages. L'effet des plans gouvernementaux massifs de soutien aux revenus et à l'activité économique ayant joué leur rôle de **sécurisation**. Nul doute, qu'une fois le déconfinement complètement achevé, et les portes des domicile complètement ouvertes, les opinions évolueront à nouveau.

